

Le numéro :

Trimestriel n° 155 – 27e année – juillet-septembre 2008

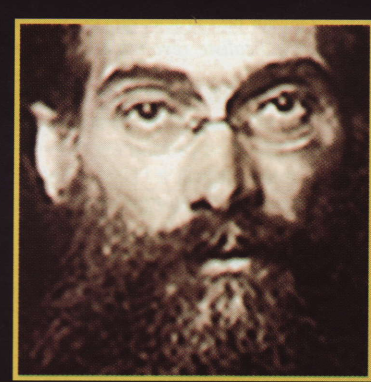
Marianne, une égérie féministe ?



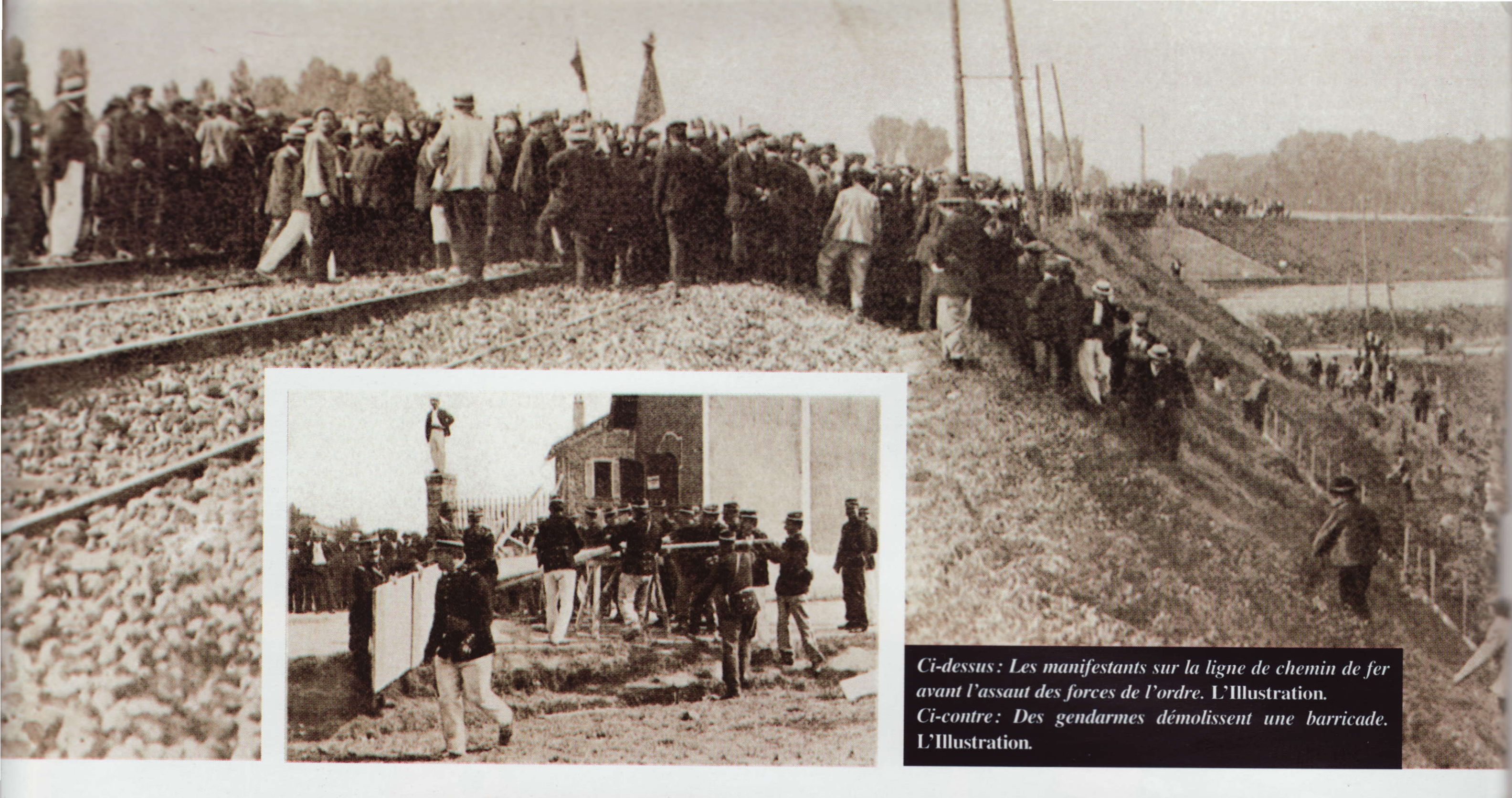
Le travail
dans l'imagerie de la Révolution nationale



L'espace
au cinéma pendant la guerre froide



Landauer
Pacifiste et anarchiste allemand



Ci-dessus : Les manifestants sur la ligne de chemin de fer avant l'assaut des forces de l'ordre. L'Illustration.
Ci-contre : Des gendarmes démolissent une barricade. L'Illustration.

30 juillet 1908 La troupe brise la grève des sablières de Seine-et-Oise : 4 morts, 200 blessés

« 1908 : l'armée tire sur des citoyens français », c'est sous ce titre que le mensuel *Union pacifiste*[1] consacre 4 pages dans son dernier numéro à la grève dans les sablières de Seine-et-Oise, marquée par la journée particulièrement sanglante du 30 juillet et son très lourd bilan : 4 morts et 200 blessés.

Également dans son numéro d'été, *Alternative libertaire*[2] revient sur ces événements en titrant : « Draveil-Villeneuve : la CGT à l'heure de vérité ». Les premières lignes de l'article justifient ce titre. *« Ce 31 juillet 1908, au 33 rue de la Grange-aux-Belles, à Paris, la nuit promet d'être longue. Après la tuerie de Villeneuve-Saint-Georges, épilogue sanglant de trois mois de grève à Draveil, le comité confédéral de la CGT siège de nuit. Les forces de police se massent aux alentours du bâtiment. Clemenceau, « premier flic de France », se frotte les mains et compte les heures. Il est sur le point, pense-t-il, de casser les reins de la direction syndicaliste révolutionnaire de la CGT. »*

Le comité programme une grève générale pour le 3 août, mais l'arrestation des principaux responsables de la CGT décapite le syndicat. La grève du 3 est un échec. Un moment déterminant dans l'histoire du syndicalisme note Théo Rival, l'auteur de l'article, en conclusion. *« Le courant syndicaliste révolutionnaire, qui avait présidé à l'ascension de la CGT, entrera alors dans une crise durable : crise de perspectives, crise de l'idée grève-généraliste, crise de confiance dans l'action des masses, crise de confiance en lui-même. »*

En faisant donner la troupe, comme il l'avait fait un an plus tôt contre les viticulteurs du Midi, Clemenceau, l'homme de gauche devenu farouche partisan de l'ordre, gagne son titre de « briseur de grève ».

L'article de *l'Union pacifiste*, écrit à partir du travail d'un historien, Jacques Macé, replace cette « grève de cent jours » dans les sablières dans le contexte de vive agitation sociale de l'époque avec une CGT, constituée en 1895, très combative et des mouvements anarchistes actifs. Mais, avant de détailler le déroulement de la grève, l'auteur souligne combien les conditions de travail dans ce bassin d'extraction de sable et cailloux autour de Villeneuve-Saint-Georges sont pénibles. Les sablières alimentent les travaux de Paris. Douze heures par jour, sept jours sur sept, les terrassiers fouillent pour cinquante centimes de l'heure, une misère. Pour tenir, ils boivent du vin. Sans modération. Trois ou quatre litres/jour. Un vin vendu par leurs contremaîtres qui en ont le monopole ! Le programme revendicatif établi lors de la grève demande la journée de travail de dix heures, le repos hebdomadaire, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la suppression des débits de vin tenus par les contremaîtres.

C'est la création en 1906 de la Compagnie des sablières de la Seine qui déclenche le conflit. Les entreprises se structurent pour éviter de se concurrencer entre elles, entraînant une baisse des salaires de 50 à 44 centimes de l'heure.

Et le 2 juin, c'est la bavure policière. Deux gendarmes qui escortaient un transport de sable sont assaillis par des grévistes. L'un est frappé. Plus tard, il croit reconnaître son agresseur dans la salle où sont réunis des grévistes. Un groupe de gendarmes intervient, se fait refouler et tire avant de se replier. Deux ouvriers sont tués par balles. Une dizaine de blessés.

La grève se poursuit, encouragée par les ouvriers du bâtiment CGT et des syndicalistes révolutionnaires, dont certains manipulés par la police. Les altercations se multiplient. Au plan national, les réactions sont vives. Des affiches de la CGT dénoncent un *« gouvernement d'assassins »*. Le gouvernement accuse les syndicats ouvriers. Le 30 juillet, une manifestation est appelée à Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges. C'est là que quatre à cinq mille manifestants se retrouvent encerclés par la troupe tandis que des barricades sont érigées en défense. Jets de pierres contre les forces de l'ordre, coups de feu aussi. Cuirassiers et dragons répliquent et donnent l'assaut. 4 morts et 200 blessés parmi les manifestants. 69 blessés dans les forces de l'ordre, dont 5 par balles.

Après cette sanglante journée, le mouvement de grève s'essouffle et le travail reprend progressivement.

Le 12 février 1909, la chambre des députés vote une amnistie pleine et entière pour les faits relatifs à cette grève et aux événements de Draveil-Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges.

EN DERNIÈRE PAGE : Meeting interdit : tous aux fenêtres sur cour !
Joli pied de nez syndical aux autorités de l'époque relevé en feuilletant les pages d'actualité de la presse de l'été 1908. *L'Illustration* nous apprend que le préfet de la Seine avait interdit à l'Union des Syndicats de se réunir à la Bourse du Travail pour envisager une grève générale. Réponse syndicale à cet interdit : les participants se sont répartis dans les cinq étages des salles de permanence avec fenêtres donnant sur la grande cour intérieure. À l'heure du meeting, les fenêtres se sont ouvertes, éclairées par des lampions, et de chaque fenêtre transformée en tribune, les syndicalistes ont pu échanger en s'en prenant tout spécialement aux autorités. Constat du journaliste : *« Le spectacle de cette séance extraordinaire ne manqua ni d'imprévu ni de pittoresque ».*

1. Union pacifiste. BP 196, 75624 Paris cedex 13. www.unionpacifiste.org
2. Alternative libertaire. BP 295, 75921 Paris cedex 19. www.alternativelibertaire.org

SOMMAIRE N° 155



Revue trimestrielle d'histoire populaire, Numéro 155, 3[e] trimestre 2008. BP 863 27008 Evreux Cedex. Tél. : 02 32 39 50 50. Courriel : revue@gavroche.info. Site Internet : http://www.gavroche.info
Directrice de la publication : Sophie VIRLOUVET. Collaborations pour ce numéro : J. CRÉTOIS, J.L. DEBRY, B. DOIZY, G. DOIZY, C. JACQUIER, J. JANICKI, J.J. LEDOS, J. MAK DIT MACK, J.L. PANNÉ, C. PATILLON, G. RAGONNA, C. PERRIN, F. SAENEN, P.M. SIMONIN, J.M. TRAIMOND, P.H. ZAIDMAN. Commission paritaire : 0712K81974. I.S.S.N. : 02-42-9705 © Gavroche. Tous droits de reproduction réservés.
Distribution en librairie : DIFFUSION POPULAIRE, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 01 40 24 21 31.
Publication, secrétariat de rédaction et mise en page : Scoop Presse – BP 863 – 27008 Evreux cedex. Impression : 27 Offset – 27930 Gravigny.



La conquête spatiale à travers le cinéma de science-fiction de la guerre froide (1950-1990)

Un des vaisseaux de 2001, l'odyssée de l'espace.

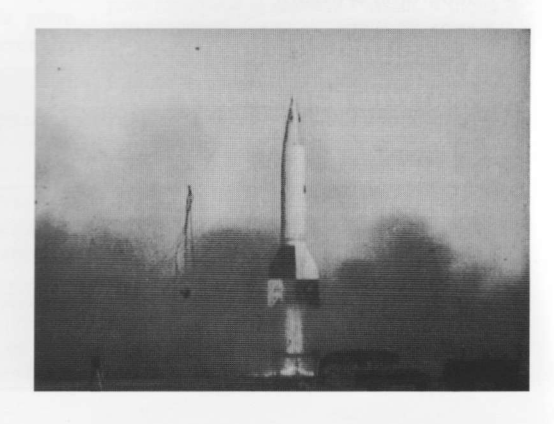
Alors que les États-Unis et l'Union soviétique se lancent dans la course aux étoiles, le cinéma s'empare du sujet. Il invente des représentations de la vie dans l'espace inspirées des recherches scientifiques, et parfois influencées par les idéologies respectives des deux blocs ennemis.

C'est avec le commencement des années 50 qu'un cinéma de science-fiction alliant l'imaginaire le plus débridé aux conceptions scientifiques de plus en plus précises va se développer aussi bien chez les Américains que de l'autre côté du rideau de fer, distillant, sous couvert du simple spectacle de détente, des discours politiques parfois discrets mais récurrents. Les deux superpuissances s'attellent alors à une véritable course aux étoiles, les films y participent en nourrissant l'imaginaire des populations de ces grandes nations, en les préparant à accepter comme une évidence ce qui paraît encore du domaine de la science-fiction. Des experts, eux-mêmes intégrés aux équipes scientifiques qui préparent les futurs véhicules de l'espace, vont participer à l'élaboration technique et esthétique de ces films. Dans le même temps, de très nombreuses productions, essentiellement américaines, ont abordé la question des créatures venues de l'espace, majoritairement dans le but d'envahir la planète. Ces sujets très spécifiques se sont développés de manière considérable en pleine période de maccarthysme et de paranoïa anticommuniste. Il n'existe pas de pendant à ce mouvement dans les pays de l'Est, ce qui n'est pas le cas en revanche des films sur l'exploration du système solaire qui se décomposent en deux thèmes principaux, d'abord le voyage proprement dit puis la visite de ces mondes et la rencontre avec leur flore, leur faune, parfois davantage. C'est pour cette raison que nous décortiquerons ce thème particulier afin de montrer comment le cinéma parvient à créer un langage visuel commun à toute une société et comment, dans un contexte historique précis, il peut servir de support à un discours proche de ce que l'on peut considérer comme une certaine forme de propagande.

V2, CONQUÊTE SPATIALE ET FILMS « MANIFESTES » (1947-58)...

Les programmes spatiaux sont déjà en place des deux côtés de l'Atlantique au moment où s'engage la guerre froide, en 1947. Ils sont issus en grande partie du pillage du site allemand des fusées V2 de Peenemünde et du démontage de ses laboratoires, d'abord par les Américains, puis par l'armée rouge. Mais ce n'est qu'en 1950 qu'apparaissent sur les écrans occidentaux plusieurs films made in America qui traitent de la conquête spatiale et utilisent des maquettes ou des images d'archives provenant des V2 capturés par l'armée américaine.

Ces longs métrages illustrent véritablement l'engouement pour ces essais d'avions-fusées, d'engins balistiques, de missiles à étages... La maîtrise semble s'installer dans le camp américain, le cinéma de science-fiction aussi. Mars est alors au centre des préoccupations, le rouge de la planète se confondant, pour les spectateurs américains, avec celui du drapeau de l'Union soviétique. Il ne faut pas oublier que le « National Security Act » mis en place en 1947 préconisait la mobilisation de tous les moyens d'expression autour du



Un V2 utilisé pour une scène du début de Destination Moon *(1950).*











L'étrange masque découvert sur Mars dans Rocketship X-M.

Le visage vénusien de Planeta Bur.

Les agents de l'Union soviétique en pleine action.

Peinture de Chesley Bonestell qui a servi de modèle pour La conquête de l'espace *(1955).*

Image tirée de Destination Moon, *film américain d'Irving Pinchel dont Hergé a quasiment repris certaines scènes plan par plan dans* Objectif Lune.

combat anticommuniste. La science-fiction en faisait partie. C'est pourquoi une production comme *Red Planet Mars* (1952) paraît convoquer les extraterrestres pour les faire participer à cette lutte idéologique. Un couple de jeunes savants capte des messages émanant de la planète rouge. L'un, confus, est détourné par un scientifique, ancien nazi travaillant pour les Soviétiques, afin d'engendrer la panique dans le monde occidental en annonçant que les Martiens possèdent une technologie très développée. L'autre véritable message indique que Mars est gouvernée par une entité qui n'est autre que Dieu. Cette annonce qui perturbe tout autant le monde va cependant l'emporter, permettant même l'effondrement de l'URSS. Sans parler d'aventures dans l'espace, ce film est caractéristique de l'époque où la forte dimension religieuse s'oppose au communisme athée et répulsif. En 1951, *Flight to Mars* de Lesley Selander imagine un vol spatial à destination de la planète rouge, qui rencontre une civilisation brillante et accueillante avant de découvrir que l'astre est à l'agonie et que les Martiens, finalement agressifs, cherchent à envahir la Terre. Voyage interplanétaire, menace extérieure, danger technologique, risque nucléaire, thèmes nombreux qui appartiennent à une science-fiction américaine autant littéraire que cinématographique en passe de triompher et d'imposer ses « mythes » au reste du monde.

En parallèle au discours idéologique, plusieurs films cherchent également à présenter une vision de l'espace réaliste et précise, parfois proche du documentaire. C'est le cas de *La conquête de l'espace* de Byron Haskin, inspirée en grande partie des travaux de Werner von Braun, ancien spécialiste des fusées de l'Allemagne nazie et futur responsable du programme Saturne V avec lequel les Américains iront sur la Lune. On y voit une station spatiale appelée la roue et la construction d'un vaisseau en orbite en forme d'aile volante, propulsé par un moteur atomique. La représentation de ces concepts est le fait d'un peintre particulièrement inspiré par les étoiles, Chesley Bonestell, qui travailla de manière très régulière avec Hollywood pour des décors et des peintures de véhicules spatiaux.

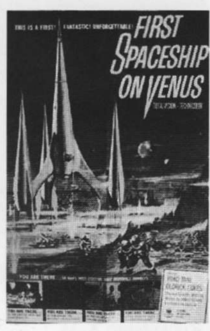
Lorsqu'à la fin de la décennie, en 1957, la véritable compétition de la course aux étoiles prend toute sa dimension avec le lancement du premier satellite soviétique, le fameux Spoutnik, c'est au tour des cinémas russe et est-allemand de faire preuve d'imagination, poussés par la volonté politique de leur gouvernement et les efforts financiers et matériels du cinéma d'État. Ils sont sans doute inspirés par leurs homologues américains, mais le résultat sera cependant partiellement différent. Des deux côtés de l'Atlantique, tout est prêt pour que s'engage la première « guerre » cinématographique de l'espace.

Âge d'or et détournement d'un cinéma de science-fiction des pays de l'Est (1959-1965)

Si l'inspiration, à l'Est comme à l'Ouest, se nourrit de références spécifiques à chaque bloc politique, les scénarios sont aussi alimentés par des sources sinon communes, du moins fortement voisines. Les Américains comme les Russes, les Polonais ou les Tchèques sont férus de littérature de science-fiction et se familiarisent avec des idées qui circulent aussi bien derrière le rideau de fer que de l'autre côté. Le cinéma des républiques populaires franchit régulièrement les barrières frontalières. Ainsi, un terreau commun va alimenter pendant plusieurs décennies les visions de la conquête spatiale vécue comme une quête fondamentale pour l'humanité. Cette volonté de coller au maximum à la réalité scientifique, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, imprime finalement des permanences fortes que l'on retrouve à propos de quelques thèmes. Collisions de météorites qui pulvérisent les vaisseaux ou qui sont évitées de justesse, végétation extraterrestre, stations spatiales internationales d'où partent les futures grandes expéditions interplanétaires, sans oublier les très photogéniques découvertes d'artefacts d'une civilisation disparue.

Les similitudes ne doivent pas faire oublier cependant les discours politiques antinomiques qui alimentent ces œuvres grand public. Ainsi, *Destination Moon*, en apparence simple divertissement de qualité, fait apparaître en prologue un général en civil qui cherche à persuader des industriels de financer sur leurs fonds propres une expédition sur la Lune. Pour les convaincre, il explique que seule la nation qui parviendra à aller la première sur le satellite terrestre pourra installer des missiles capables de détruire l'adversaire à partir de l'espace et ainsi dominer le monde pour longtemps. Ces propos fictifs prémonitoires inscrivent la plupart des films qui vont suivre au cœur de la guerre froide. Plusieurs productions cinématographiques des pays membres du pacte de Varsovie se ●●●





L'affiche allemande et l'affiche américaine du film Der schweigende Stern *de Kurtz Maëtzig, 1969.*

●●● succèdent entre 1959 et 1963, proposant à travers des réalisations grand public un regard très sérieux sur les vols habités et l'exploration des planètes, empli d'une philosophie de « l'homme nouveau » (l'homo sovieticus). Cette vague de réalisations de fiction, inventive et réactive, semble portée par la propre dynamique des exploits, réels, eux, de l'aéronautique soviétique. Le message transmis par ces œuvres populaires très appréciées du public de l'Europe de l'Est est à la fois global, tourné vers une vision idyllique d'une humanité en marche, mais aussi plus politique, offrant à l'URSS un destin mondial de guide vers les étoiles. Russes et Américains, avec des sensibilités et des contextes socio-économiques différents, véhiculent à travers leurs industries cinématographiques le conflit idéologique qui les sépare.

Un « conflit » commercial et culturel d'envergure

Le cinéma de science-fiction des pays de l'Est ne fut pas ignoré des pays occidentaux mais il ne pouvait pas franchir les océans sans connaître des métamorphoses qui caractérisent à elles seules ce que fut, culturellement, la guerre froide. Du point de vue occidental, pour la plupart des amateurs de cinéma de science-fiction, ce genre est le terrain de jeu privilégié d'Hollywood. C'est oublier un peu vite que dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les grands studios berlinois de la compagnie UFA, celle-là même qui avait produit le cinéma expressionniste tant apprécié du monde entier, deviennent en 1945, dans un esprit de dénazification, les studios de la DEFA, offrant ainsi aux pays du pacte de Varsovie un formidable instrument à fabriquer des univers utopiques et fériques à l'égal de la machine à rêve américaine. C'est le cas également des studios d'État de Mosfilm et de ceux d'Odessa Films ou de Leningrad Popular Science Film Studio, qui élaborèrent la majorité des projets de science-fiction d'Union soviétique. C'est dans le cadre des infrastructures de Leningrad justement, qu'un auteur comme Pavel Klushantsev conçut entre 1957 et 1968 ses nombreuses visions de l'aventure spatiale. De plus, grâce au soutien de l'ingénieur Korolev, initiateur et directeur du programme spatial soviétique, sa première grande réalisation, en 1958, *En route vers les étoiles*, sorte de documentaire-fiction, offrait aux yeux du monde ébahi des images tellement plausibles qu'elles furent décortiquées par les services secrets de l'Ouest et considérées par la CIA comme un état des lieux de l'avancement de la recherche soviétique. Dynamisées par cette indéniable réussite soviétique, l'Allemagne de l'Est et la Pologne mirent à leur tour en chantier *Der schweigende Stern* (1959) sous la direction de Kurt Maetzig. Le résultat dépassa les espérances. Ce fut d'abord un succès européen indéniable. Crown International Pictures en acheta les droits pour les États-Unis mais de nombreuses scènes furent coupées, le film rebaptisé *First Spaceship on Venus* et attribué parfois à Hugo Grimaldi. D'une durée de 2 h 10, il passa à 1 h 33. Le sujet évoque une expédition de plusieurs nations pour Vénus à la suite de la découverte d'un message en provenance de cette planète. Les Terriens comprennent que les Vénusiens projetaient de les envahir mais que leur monde a été détruit par leur propre technologie nucléaire. Premier projet ambitieux du pacte de Varsovie, cette superproduction européenne est un message de paix à l'ensemble des nations et le discours tranche sur les positions bellicistes des deux camps en présence à cette époque, puisqu'il s'agit à la fin de l'histoire de prévenir l'humanité de la nécessité absolue d'abandonner ses stocks d'armes nucléaires. L'équipage du vaisseau terrien est composé d'un mathématicien indien, d'un pilote allemand (de l'Est), d'un ingénieur en chef polonais et d'une femme médecin japonaise, sans oublier un Américain, l'ingénieur nucléaire qui n'est pas trop caricatural. Dans la version US, le seul Russe de l'équipe, le cosmonaute Arsaenjew, devient le Français Durand. En utilisant un nouveau montage, les producteurs américains parviennent à transformer le discours filmique tout en gardant ce qui leur semble acceptable et susceptible d'intéresser le public occidental.

Ce procédé va devenir la marque de fabrique d'une autre société de production, la New World Pictures, créée par le réalisateur et producteur Roger Corman qui achètera la plupart des pellicules de science-fiction des pays de l'Est. À chaque fois, il procédera à une sorte de reformatage systématique de bandes complètes ou d'extraits venus du bloc communiste, avec en apparence, comme seul but, l'efficacité, la rentabilité et le souhait de réaliser des bénéfices à peu de frais. Pourtant, dans ces détournements d'images, reconstructions de scénarios, pillages culturels, d'une certaine manière, ne peut-on pas voir également des traces de luttes idéologiques antagonistes entre l'Est et l'Ouest ?

Réappropriation des images et confrontation idéologique de deux visions radicales du monde

New World Pictures acheta en 1960 *Nebo Zovyot, L'appel des cieux*. Cette superproduction décrit une course pour la conquête de Mars entre deux vaisseaux, l'un russe, l'autre américain. Après avoir fait escale sur la station orbitale internationale, les cosmonautes racontent à leurs collègues américains leurs projets. Ces derniers, avides de se lancer à leur tour dans ce défi, quittent précipitamment la station et blessent malencontreusement un des membres de l'équipage russe. Mais rapidement, ils commettent tellement de maladresses que les Soviétiques les rattrapent, parviennent à les sauver d'un danger mortel pour repartir de plus belle atterrir sur la planète rouge. La ver-







La cosmonaute de Planeta Bur*...*

et sa collègue américaine dans la version de 1965.

La navette de Planeta Bur.

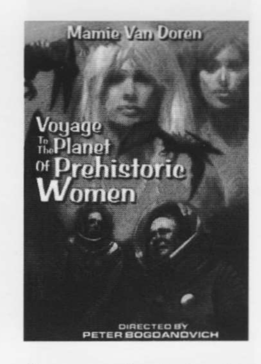
sion américaine s'intitulera *Battle Beyond the Sun* (1963) et gommera jusqu'à la moindre référence directe à la compétition américano-russe. L'histoire se situe dans un monde qui a connu une guerre nucléaire et qui est divisé en deux régions : Hémis Nord et Hémis Sud. Les deux États se livrent à une compétition pour la conquête des planètes du système solaire, entre autres Mars. Ici, ce sont les cosmonautes de Hémis Sud (qui représentent tout de même le monde occidental) qui s'avèrent sympathiques face aux cosmonautes du Nord, plus vindicatifs. Ce film à petit budget, tourné par Francis Ford Coppola à ses débuts, intègre une scène de monstre tentaculaire qui dénature sans doute le projet initial mais s'inscrit avant tout dans le spectaculaire. Ce genre de séquence symbolise aussi le clivage entre ce cinéma de science-fiction des pays de l'Est, très actif mais peu connu et qui cherche au-delà du divertissement à « éduquer les foules » tandis qu'à l'inverse, le cinéma de Roger Corman, les films de série B américaines, veulent d'abord impressionner, dépayser le spectateur tout en distillant, plus implicitement, l'esprit des valeurs qui les animent.

Planeta Bur est vendu dans près de 30 pays mais jamais présenté sous sa version originale dans les salles de cinéma occidentales.

Lorsque *Planeta Bur*, second grand film de Pavel Klushantsev, sort en 1961, il est vendu dans près de 30 pays mais jamais présenté sous sa version originale dans les salles de cinéma occidentales. Roger Corman en achète les droits et remonte cette œuvre en deux films très différents. Le premier, *Voyage sur la planète préhistorique* (1965) est attribué à Curtis Harrington (parfois crédité sous le nom de John Sébastian) mais il reprend en fait une grande partie de la pellicule tournée par Klushantsev avec quelques ajouts qui remplacent les scènes jugées par les producteurs américains trop « soviétiques ». Ainsi, la figure de la cosmonaute cède la place à une créature davantage « American way of life ». L'original russe présente plusieurs minutes d'exploration de la planète avec en fond sonore un chant « patriotique » à la gloire des pionniers de l'espace. Tout a disparu dans la version américaine. En 1966, Roger Corman va encore utiliser la pellicule de *Planeta Bur* pour une nouvelle version intitulée cette fois-ci *Voyage sur la planète des femmes préhistoriques*. Reprenant une partie de l'histoire initiale, le scénario s'en éloigne encore davantage avec l'aventure d'une équipe de secours venue sauver des cosmonautes qui se sont écrasés sur Vénus et luttent contre des monstres préhistoriques dont un ptérodactyle (la scène figure dans le film russe mais reste secondaire) qui s'avère être le dieu vénéré par un peuple féminin (et court vêtu). Ce qui dans *Planeta Bur* fabrique la trame en filigrane de l'aventure, à savoir ce « chant des sirènes » attirant les cosmonautes sans qu'ils voient la moindre créature intelligente sur ce monde, devient le prétexte chez Peter Bogdanovich, le réalisateur de cette énième mouture, à montrer ces femmes en bikinis.

Quant à *Mechte Navstretchu* (1963) réalisé par Otar Koberidze et Mikhail Karyukov, il connut un sort identique. À la demande de Roger Corman, Curtis Harrington s'en servit abondamment pour tourner en 1966 *Queen of Blood*. Il inséra uniquement quelques raccords tournés à peu de frais afin de rendre le récit aussi cohérent que possible. Entre *Mechte Navstretchu* et *Queen of Blood*, il y a un énorme fossé de conception et d'approche du cinéma. Dans le film soviétique, l'intrigue linéaire en apparence est construite sur plusieurs éléments qui s'entrecroisent. Il y a d'abord Tanya l'astrophysicienne et son fiancé Ivan. Leur amour semble au centre de l'intrigue. Puis un peuple issu d'Alpha du Centaure parvient à capter une chanson vantant les mérites de la conquête spatiale russe, ce qui le décide à prendre contact avec les humains. Mais le vaisseau extraterrestre s'écrase sur un satellite de Mars et deux fusées tentent de le récupérer. Après de nombreuses péripéties, les hommes découvrent dans une capsule de secours une Centaurienne qu'ils vont tenter de ramener sur Terre, allant jusqu'au sacrifice volontaire d'un cosmonaute (Ivan) pour mener à bien cette mission. On comprend alors qu'il s'agit d'un songe de Tanya découvrant la force de son amour pour Ivan.

La même trame existe dans la version américaine, mais il n'y a désormais ni chant, ni ●●●



Voyage sur la planète des femmes préhistoriques, deuxième version américaine de Planeta Bur. *Seuls les deux cosmonautes et un ptérodactyle figurent dans l'œuvre originale. Les autres éléments sont des ajouts de Roger Corman et Peter Bogdanovich.*



L'un des vaisseaux de 2001, l'odyssée de l'espace, *de Stanley Kubrick (1968).*

●●● amour entre deux personnes, rien de plus qu'un sauvetage d'une capsule venue d'Alpha du Centaure pour y rencontrer une étrange créature féminine à la peau verte qui se nourrit de sang humain. Après s'être débarrassés d'elle, les astronautes survivants découvrent que leur vaisseau contient des œufs pondus par cette extraterrestre agressive. Voulant les détruire, ils en sont empêchés par les scientifiques qui préfèrent en garder quelques-uns pour les étudier. Toute la poésie presque naïve, teintée d'un discours idéaliste sur l'avenir radieux du communisme, s'efface brusquement pour faire place à des obsessions, des angoisses liées à la menace sourde de « l'autre », la créature fascinante mais dangereuse qui veut nuire à l'humanité.

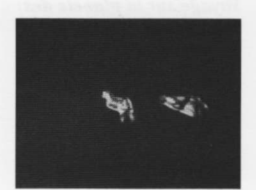
1968, L'ANNÉE OÙ LE CINÉMA DE SCIENCE-FICTION AMÉRICAIN GAGNA LA GUERRE FROIDE SUR PELLICULE

À partir de 1966 le programme Apollo prend le dessus sur celui de l'URSS, le lanceur N1 qui devait emporter vers la Lune un engin Lok ressemblant au LM américain. Dans le même temps, le cinéma de science-fiction américain va supplanter celui des pays de l'Est, dont le système économique s'enraye dangereusement. Il faut évoquer en premier lieu *La planète des singes* de Franklin J. Schaffner. Si les premières minutes se déroulent dans un vaisseau futuriste aux détails soignés, l'ambiance générale, le décor de l'espace infini et étrange évoquent déjà la lassitude d'explorations lointaines parfois dénuées de sens. Puis la découverte de ce monde inconnu qui s'avère être la Terre du futur dévastée par un conflit nucléaire et dominée par les singes délivre son message politique et contestataire qui fait date dans ce genre cinématographique. Trois autres films font leur apparition presque simultanément sur les écrans. Le premier, peu connu, est pourtant à sa manière un symbole du tournant de cette compétition, c'est *Compte à rebours* (*Countdown*) de Robert Altman. L'histoire, résumée succinctement, présente la phase finale de la course à la Lune. Les Américains apprennent qu'une fusée soviétique est déjà en route. Le programme Apollo n'étant pas complètement opérationnel, ils décident en urgence de lancer un système de remplacement, plus aléatoire. L'engin se pose sur l'astre lunaire, un astronaute en descend et en chemin, il tombe sur l'engin russe et découvre son équipage, mort. Il ramasse l'emblème de l'URSS, encore enfermé dans son sachet hermétique et, improvisant une sorte de monument commémoratif, il installe les deux drapeaux côte à côte (période de la détente oblige). Ce passage, presque anecdotique dans ce long-métrage dont le nœud du récit est ailleurs, offre, mieux que tous les documentaires télévisuels ou les articles historiques, l'illustration parfaite de la tension qu'a dû représenter cette compétition de très haut niveau, tout autant symbolique, technologique que fortement militaire.

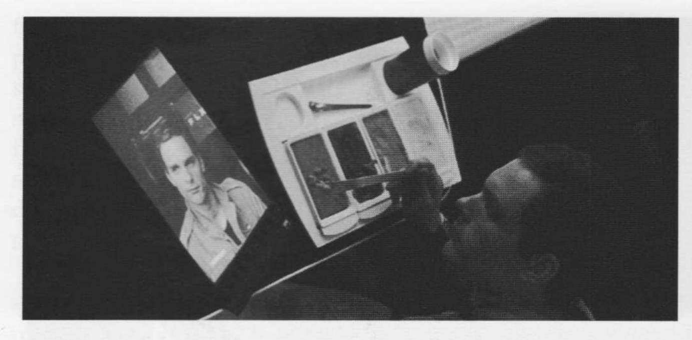
La conclusion de cette rencontre pourrait se trouver dans *Mission Mars*, série B de Nicholas Webster, sortie en juillet. Le scénario complète d'une certaine manière *Countdown*. En effet, le récit présente une expédition américaine vers Mars découvrant deux corps de cosmonautes russes en orbite autour de la planète rouge et lors de leur atterrissage, un troisième entièrement congelé, sur le sol martien. Ils pourront le réanimer puis devront combattre des créatures agressives. Seul l'un des membres de l'équipage américain et le rescapé soviétique parviendront à rejoindre la Terre. Ils sont les victimes tragiques d'une quête grandiose mais dangereuse et parviennent à affronter de très nombreuses épreuves ensemble. Entre le slogan publicitaire de l'affiche de *Compte à rebours*, s'inquiétant de la présence soviétique possible sur la Lune, et la coopération inespérée de *Mission Mars* entre cosmonautes et astronautes face au danger extraterrestre, se fabriquent cinématographiquement les représentations populaires d'une période à la fois tendue mais aussi ouverte à l'espérance d'un monde en paix. Une vision plus occidentale que soviétique, qui est également le reflet d'une suprématie de l'Amérique pouvant

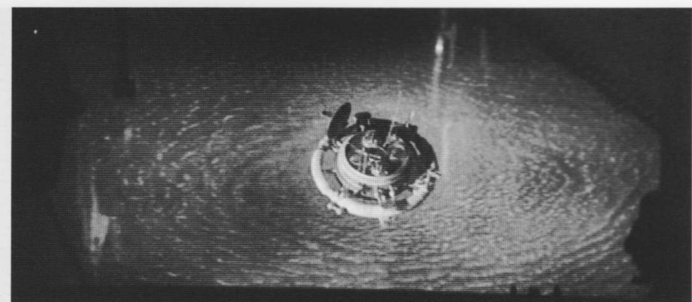


Countdown, *de Robert Altman. Un sous-titre explicite : « La course dans l'espace » et un questionnement qui rappelle bien le contexte spécifique de la guerre froide :* « Qu'arriverait-il si les Russes étaient les premiers sur la Lune ? »



Des cosmonautes perdus dans l'espace à proximité de Mars dans Mission Mars.





Stanley Kubrick filme les détails de la vie quotidienne dans l'espace comme la nourriture.

L'arrivée du vaisseau à proximité de la station spatiale de Solaris, *d'Andrei Tarkovsky (1971).*

envisager son avenir avec espoir, presque sans agressivité, car désormais sans adversaire véritable capable de la concurrencer dans les domaines technologiques et plus particulièrement spatiaux.

Mais c'est le dernier des trois films qui a profondément marqué les esprits et demeure une référence incontournable. Il s'agit de *2001, l'odyssée de l'espace* de Stanley Kubrick, qui ouvre la voie à une autre vision de l'espace, plus métaphysique, presque atemporelle, en dehors de cette opposition entre Américains et Russes qui touche à sa fin (dans la course aux étoiles). La situation politique est d'ailleurs à peine évoquée, bien que de manière forte à travers une scène de rencontre sur une station spatiale internationale, où Russes et Américains se croisent tandis que les premiers s'interrogent sur les découvertes des seconds dans un cratère lunaire… Beaucoup de spécialistes ont glosé sur les influences visuelles du film. Pour certains la station spatiale est totalement inspirée de la « roue » dans *La conquête spatiale* de Byron Haskin, la sortie du héros dans le vide sidéral et les visions à l'intérieur du complexe spatial auraient été empruntées à *En route pour les étoiles*, de Klushantsev. Que l'inspiration provienne à la fois des deux blocs prouve en tous les cas l'importance de ces cinémas populaires en pleine compétition, en pleine guerre froide, qui s'échangent leurs visions propres, leurs effets spéciaux, leurs esthétismes par pellicules interposées, sans autorisation, ni droits d'auteurs, ni reconnaissance de l'apport de l'autre. Mais Stanley Kubrick, plus que tout autre réalisateur avant lui dans ce genre spécifique de la science-fiction, pousse au maximum sa recherche effrénée du détail technique, accompagné dans son travail par de nombreux consultants issus de la NASA. Sa vision offre un regard sur une conquête spatiale maîtrisée, banalisée, s'attardant sur les détails de la nourriture en état d'apesanteur, l'exercice physique quotidien dans un espace confiné pendant plusieurs mois, etc. C'est à une représentation standardisée de l'espace sous contrôle humain que nous invite le réalisateur. Ce qui lui permet de ne plus tourner son regard sur l'aventure spatiale proprement dite et ses dangers mais, plus précisément, sur le sens profond de cette quête.

Ces cinémas populaires en pleine compétition s'échangent leurs visions propres par pellicules interposées.

Lorsque le 20 juillet 1969, Neil Armstrong foule le sol lunaire, ce match sans précédent se clôt. Les essais soviétiques du lanceur N1 (trois en tout) peu concluants seront définitivement abandonnés en 1976. L'intérêt pour l'espace, dans sa dimension médiatique, va péricliter. Avec les accords sur la limitation des armements nucléaires (Salt I en 1972 et Salt II en 1979), une ère de détente semble s'ouvrir malgré les nombreux conflits périphériques qui nourrissent encore les angoisses de destruction du monde. Dans ce contexte précis, « l'affrontement » par grand écran interposé connaît à la fois un véritable déclin, mais aussi un ensemble de mutations profondes qui correspondent à cette nouvelle donne géopolitique. Que peut-on filmer de la conquête spatiale après *2001* ? Dans un premier temps, la réponse des studios est-Allemands semble s'imposer avec *Signal, une aventure spatiale* réalisée par Gottfried Kolditz en 1970, qui s'inspire fortement du film de Stanley Kubrick. Les effets spéciaux très soignés sont au service d'un récit similaire qui raconte la quête d'un vaisseau spatial à l'équipage international et multiracial cherchant à déchiffrer un message non humain venu des étoiles. Supposé se passer dans un avenir relativement lointain, avec une humanité régie par un gouvernement général, sans aucune allusion politique contemporaine, le film ne rencontra pas le succès escompté tout comme, en 1972, *Eolonéa* qui lui aussi envisageait une Terre unie et une expédition à la poursuite d'un signal émanant de la constellation du cygne. Tout un discours sur les valeurs humaines du dépassement de soi, du goût de l'inconnu, semble porter le film vers une dimension quasiment métaphysique abordée déjà par *2001, l'odyssée de l'espace*. Mais ces réalisations du pacte de Varsovie semblent de pâles imitations. Aussi, quand le russe Andrei Tarkovsky sort *Solaris* en 1971, d'aucuns attendent le pendant soviétique à l'esthétisme du film de Kubrick et une réponse sinon politique, du moins philosophique.

Ils voient sur les écrans du monde entier un spectacle plus introspectif que spectaculaire où la science-fiction ne paraît être qu'un prétexte puisque la planète explorée a l'apparence ●●●



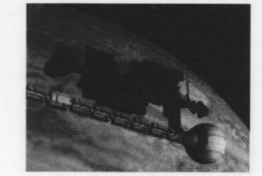
Russe et Américain quittent le sol martien, ensemble, grâce à leur coopération mutuelle. Image du film Mission Mars.



L'intérieur de la station spatiale de Solaris, *d'Andrei Tarkovsky (1971).*

●●● d'une gigantesque masse liquide et matérialise dans la station spatiale les fantômes enfouis de l'inconscient de chacun des cosmonautes. Ce qui donne lieu à des scènes épurées en matière d'effets spéciaux et beaucoup plus intimistes comme si la réponse aux questionnements humains ne se trouvait pas dans l'espace infini mais en chacun de nous. Pourtant, contrairement à certaines analyses de critiques cinématographiques, ce film de Tarkovsky s'inscrit bien à l'intérieur des codes de la science-fiction. En effet, la station spatiale n'est pas qu'une maquette pendue au bout d'un fil. Son intérieur est particulièrement soigné et insiste sur un état de délabrement, d'abandon qui peut être compris comme une métaphore de l'inutilité de la conquête spatiale face à des questions plus importantes et plus personnelles. C'est aussi un refus de la vision presque chirurgicale du vaisseau américain de *2001*. Le cinéma de science-fiction communiste offre alors un regard acerbe et décalé (ce qu'il avait déjà su faire en 1963 avec *Ikarie XB1*), masquant parfois à peine la critique ouverte vis-à-vis des régimes communistes autoritaires, et, aussi, lentement, agonisants. Ce qui n'empêche pas quelques grandes productions de l'Europe de l'Est d'offrir encore à la fois des spectacles riches et des débats politiques qui traitent de la colonisation, de l'interventionnisme d'État et des luttes d'influence. C'est le cas de *Im Staub der Stern* (*Dans la poussière d'étoiles*), réalisé en 1976, filmé dans les décors naturels de la Roumanie et dans les studios de la RDA à Babelsberg. Il est interprété par des stars tchèques, yougoslaves et polonaises. Les vagues allusions au capitalisme (les méchants extraterrestres), à l'esclavagisme et à des risques de dérapages nucléaires n'empêchent pas qu'il puisse se regarder comme un simple divertissement très influencé par l'esthétisme du cinéma de SF américain comme *Cosmos 99*. Dans le même temps, la science-fiction, genre adulé du public outre-atlantique, se replie sur des sujets déjà passablement abordés au cours des décennies précédentes, le space opéra s'épanouit à travers la première trilogie *Star Wars* (1977-1983) qui révolutionne le cinéma de genre avec de nouveaux effets spéciaux. Ici, l'univers dans son ensemble est contrôlé par de nombreuses races extraterrestres, dont les humains. Le récit, très manichéen, s'inspire des contes de fée et de l'éternel combat entre le bien et le mal. Le danger extraterrestre revient de façon spectaculaire à travers l'aventure *Alien* (1979- 1998) et semble montrer de nouveau l'ennemi inconnu, loin des conflits politiques, là encore dans une société où les voyages interplanétaires représentent le quotidien de l'humanité. Seule la suite du film de Kubrick (*2001*), intitulée *2010, premier contact*, réalisée par Peter Hyams en 1984, évoque de nouveau le contexte géopolitique puisque dans le scénario, au moment où une guerre nucléaire paraît proche d'éclater entre les deux superpuissances, une expédition conjointe américano-soviétique tente de résoudre l'énigme du vaisseau Discovery, toujours en orbite autour de Jupiter. Le danger extraterrestre, mais aussi le message rassurant transmis à l'humanité vont transcender les rapports conflictuels Est-Ouest. C'est un peu la « morale » de ce film à un moment où la guerre froide, tout en se durcissant, laisse apparaître l'espoir de la perestroïka. C'est d'ailleurs alors que ce système touche à sa fin malgré les efforts de Mikhaïl Gorbatchev pour tenter de sauver le régime, qu'est entreprise une coproduction soviético-occidentale, *Hard to Be a God* (1990) de Peter Fleischmann, tirée d'un roman des frères Strugatzki. Le récit décrit une société humaine évoluée qui observe les autres mondes sans intervenir jusqu'à ce que l'un des explorateurs, malgré les interdits, prenne parti au cœur d'un conflit sur une planète encore plongée dans une société archaïque, proche du Moyen-Âge terrien.

Ce projet ambitieux connaît de nombreuses vicissitudes techniques et financières et sort finalement presque dans l'anonymat le plus complet, au moment où l'URSS s'effondre définitivement. Plus que son sujet et sa réalisation, ce sont ses déboires de production qui paraissent symboliser



Le Leonov s'arrime au Discovery pour trouver des réponses à l'énigme du premier épisode. Photo tirée de 2010, premier contact.

fortement la fin d'une époque. L'éclatement du pacte de Varsovie entraîne de nombreux soubresauts et entre autres, la disparition brutale des structures de production cinématographique. Les films populaires, en particulier de science-fiction, s'effacent pratiquement des circuits traditionnels de distribution pour laisser place aux productions américaines.

Si les balbutiements d'un cinéma russe de science-fiction remontent aux années 20, les réalisations sont alors rares et la production ne s'accélère que durant la période de la guerre froide, davantage sur le thème que nous venons de présenter, celui d'une conquête spatiale, d'une forme de colonisation des étoiles. Or même durant cette époque, sur à peu près quatre décennies et en étudiant uniquement les films ayant rencontré un certain succès, c'est-à-dire un corpus de 29 œuvres, 19 sont américaines, sans compter toutes les autres qui traitent de space opéra, de monstres extraterrestres, d'invasions planétaires, etc. Le cinéma des pays de l'Est qui se développe pendant plus de trente ans est donc circonscrit dans le temps et très précis sur ses objectifs. La guerre froide s'inscrit bien dans ce cadre restreint d'une compétition cinématographique. En 1990, l'URSS est définitivement vaincue, son système socio-économique marxiste implose en emportant avec lui des rêves d'épopée spatiale que le cinéma, à la fois objet de divertissement et outil de propagande, a cherché à mettre en image, offrant, sans le savoir, aux générations futures, un objet insolite mais riche en enseignements culturels et historiques. ■

Joël MAK DIT MACK

Index des films étudiés

(titre, réalisateur, pays, année, couleur, discours politique, philosophique, idéologique...)

1. **Rocketship X-M**, de Kurt Neumann, USA, 1950, N&B. Le sacrifice d'un équipage américain pour informer le monde du danger de l'utilisation de l'atome.
2. **Destination Moon**, d'Irving Pichel, USA, 1950, couleur. L'Amérique des investissements privés doit conquérir la Lune pour protéger le monde contre d'autres adversaires qui vont se lancer bientôt à l'assaut des étoiles.
3. **Flight to Mars**, de Lesley Selander, USA, 1951, couleur. Les Terriens sont moralement plus droits que les Martiens peu scrupuleux et belliqueux (métaphore de l'URSS ?).
4. **Red Planet Mars**, de Harry Horner, USA, 1952, N&B. Seul Dieu (habitant sur Mars ?) peut vaincre le communisme.
5. **Conquest of Space**, de Byron Haskin, USA, 1955, couleur. L'homme, américain et militaire, doit craindre Dieu mais il peut faire de grandes choses.
6. **Doroga K Zvyezdam** (**En route vers les étoiles**), de Pavel Klushantsev, URSS, 1958, Sovcolor + N&B. L'homme soviétique va conquérir l'espace.
7. **The Angry Red Planet**, d'Ib Melchior, USA, 1959, couleur. Les Martiens ne veulent pas de l'homme sur leur planète car il ne maîtrise pas assez le nucléaire.
8. **Der schweigende Stern**, de Kurt Maëtzig, RDA/Pologne, 1959, couleur. Le monde doit s'unir pour ne pas périr de sa technologie (nucléaire), c'est le message laissé par les Vénusiens qui ont détruit leur planète.
9. **First Spaceship on Venus**, de Kurt Maëtzig/Hugo Grimaldi, USA, 1959, couleur. Version américaine de *Der schweigende Stern.*
10. **Nebo Zovyot**, de Kozyr et Mikhail Karzhukov, URSS, 1959/60, couleur. La supériorité du cosmonaute soviétique sur l'américain.
11. **Planeta Bur**, de Pavel Klushantsev, URSS, 1962, couleur. L'homme soviétique à la conquête des planètes.
12. **Ikarie XB** (**Voyage to the End of the Universe**), Tchécoslovaquie, 1963, N&B. La conquête spatiale n'a pas de but, le « voyage » de l'homme est sans fin et illusoire.
13. **Battle Beyond the Sun**, de Thomas Colchart (pseudonyme de Francis Ford Coppola), USA, 1963, couleur. Version américaine de *Nebo Zovyot.*
14. **Mechte Navstrechu**, d'Otar Koberidze et Mikhail Karzhukov, URSS, 1963, couleur. La grandeur du cosmonaute russe prêt à tous les sacrifices pour l'avenir de l'humanité.
15. **Robinson Crusoe on Mars**, Byron Haskin, USA, 1964, couleur. L'homme américain, sauveur des peuples de l'espace et libérateur des esclaves extraterrestres.
16. **Voyage to the Prehistoric Planet**, de Curtis Harrington, USA, 1965, couleur. Version américaine de *Planeta Bur.*
17. **Voyage to the Planet of Prehistoric Women**, de Francis Ford Coppola, USA, 1965, couleur. Autre version américaine de *Planeta Bur.*
18. **Queen of Blood**, de Curtis Harrington, USA, 1966, couleur. Danger de « l'autre » au visage vert, féminin mais surtout vampirique.
19. **La planète des singes**, de Franklin J. Schaffner, USA, 1968, couleur. Métaphore sur le potentiel autodestructeur de l'homme.
20. **2001, l'odyssée de l'espace**, de Stanley Kubrick, USA, 1968, couleur. La quête de l'homme et de son identité à travers la conquête de l'espace. Une rencontre avec son créateur ?
21. **Compte à rebours**, de Robert Altman, USA, 1968, couleur. La conquête spatiale, un dépassement et une compétition loyale entre USA et URSS, mais un seul vainqueur.
22. **Mission Mars**, de Nicholas Webster, USA, 1968, couleur. Face au danger de l'espace, l'homme ne peut résister qu'en étant uni : américain et URSS.
23. **Mars**, de Pavel Klushantsev, URSS, 1968, couleur. L'homo-sovieticus à la conquête du système solaire
24. **Signale. Ein Weltraumabenteuer**, de Gottfried Kolditz, RDA, 1970, couleur. Sommes-nous seuls dans l'univers ?
25. **Eolonéa**, de Herrmann Zschoche, RDA, 1972, couleur. Que sont ces étranges messages venus des étoiles ?
26. **Solaris**, d'Andreï Tarkovsky, URSS, 1972, couleur. L'espace est une illusion. L'homme regarde les étoiles comme des miroirs où il se cherche désespérément.
27. **Im Staub der Stern**, RDA, 1976, couleur. Faut-il prendre le parti de l'opprimé contre l'oppresseur ? Droit à l'ingérence et lutte contre l'exploitation sous toutes ses formes.
28. **2010, premier contact**, de Peter Hyams, USA, 1984, couleur. Une réponse à la quête de l'homme. Dieu ou d'autres puissances « créatrices » venues d'ailleurs ?
29. **Hard to Be a God**, de Peter Fleischmann, Europe-URSS, 1990, couleur. Doit-on aider une puissance en retard technologiquement pour la pousser sur un chemin similaire au sien ?

Pour en savoir plus :
Walter Dornberger, *L'arme secrète de Peenemünde : les fusées V2 et la conquête de l'espace*, J'ai lu, 1966.

Schuetz, Melvin H., *A Chesley Bonestell Space Art Chronology*, 1999.

Picard Timothée, « Du rejet de la science-fiction traditionnelle à la science-fiction comme métaphore de la condition spirituelle de l'homme moderne: *Solaris* et *Stalker* de Andrei Tarkovski », dans *Les Nouvelles formes de la Science-Fiction.* Colloque de Cerisy 2003, Roger Bozzetto et Gilles Menegaldo (éds.), 2006.

Laurent Guido, « les films de science-fiction », dans *Dictionnaire mondial des images*, sous la direction de Laurent Gervereau, pp. 945-948, Nouveau Monde Éditions, 2006.

Sur Pavel Klushantsev, voir le reportage des Danois Mads Baastrup et Sonja Vesterholt *The Star Dreamer*, 2002.

Sur Roger Corman, lire son autobiographie, *How I Made a Hundred Movies in Hollywood and Never Lost a Dime*, publiée chez Da Capo Press, New York, 1990.

Voir aussi sur Internet :
1. Daniel Riche, le thème du « voyage dans l'espace » au cinéma et dans la bande dessinée sur http://www.ic.unicamp.br/~stolfi/PUB/misc/misc/SpaceDansBD.html

2. Jacques Garin, Mars et le cinéma de science-fiction sur : http://gotomars.free.fr/marsintro.html



Fig. 5, Dessin de Couturier, « Le commencement de la fin », Le Sifflet *n° 28, 11/8/1898.*

Marianne dans la caricature

de 1830 à 1918 : une égérie féministe dans un monde dominé par les hommes ?

On trouve dans la caricature du XIXe siècle des images représentant Marianne, symbole de la République et de la nation, comme une femme émancipée, fougueuse, ne craignant pas d'affronter des adversaires masculins. La femme est alors pourtant loin d'être considérée comme l'égale de l'homme dans la société française.

Maurice Agulhon dans sa trilogie sur Marianne distingue, pour le premier siècle de l'existence de l'allégorie au bonnet, deux idoles contradictoires. L'une est sage et modérée, l'autre vive et révolutionnaire. La caricature, qui met en image l'âpreté des combats politiques pousse à l'extrême cette opposition. Elle met en scène une Marianne étonnante, représentant les aspirations du mouvement républicain radical : combative, bagarreuse, souvent armée, elle ridiculise, menace, expulse, tue ses adversaires qui sont en général des hommes. Elle fait figure d'égérie « féministe » dans une société profondément patriarcale et machiste.

Tout au long du XIXe siècle, les femmes sont en France (et ailleurs) considérées comme des êtres de seconde zone. Le code Napoléon instaure un déséquilibre flagrant entre les deux sexes : si l'adultère est relativement accepté pour l'homme, il est considéré comme un délit pour la femme ; le crime « passionnel » perpétré par le mari trompé sera négligé par la justice mais lourdement condamné pour la conjointe homicide. Les femmes sont considérées comme incapables, mineures à vie, soumises au père ou au mari. Bien que revendiqué pendant la Révolution française puis tout au long du XIXe siècle par quelques devancières (et quelques éclairés), le

droit de vote ne sera accordé aux femmes qu'en 1944 en France. Elles n'accéderont aux responsabilités politiques ou sociales que très récemment (et encore : aucune femme n'a encore été présidente de l'Assemblée nationale, du Sénat ou de la République). L'identité d'instruction n'est proclamée qu'en 1925, le droit d'ouvrir un compte deviendra possible après la Seconde Guerre mondiale… La société du XIX[e] siècle est dirigée politiquement, économiquement, moralement et culturellement par les hommes (certains ont plus de poids que d'autres évidemment) qui édictent les normes sociales.

Pourtant, le symbole le plus durable et le plus largement répandu dont s'est doté le mouvement républicain et finalement la nation tout entière est une femme, une allégorie dont l'histoire a été largement étudiée par Maurice Agulhon[1]. On pourrait d'ailleurs ne pas s'étonner de ce choix féminin, sorte de « prolongement » d'une tradition allégorique pour la transcription des idées, et du culte marial qui serait pour l'occasion laïcisé. Mais tout au long du XIX[e] siècle, deux visages de cette allégorie de la Liberté, devenant progressivement Marianne[2], s'opposent résolument. L'un d'eux tourne le dos à ces images de mère sage, sévère, souffrante ou aimante, pleine de compassion et évocatrice d'apaisement et d'ordre[3]. La seconde allégorie, reconnaissable le plus souvent à son bonnet phrygien, se montre parfois fougueuse, combative, énergique, affronte ses ennemis (toujours des hommes) et se paie même le luxe de les dominer, de les humilier, voire de les tuer. On pense évidemment à la *Liberté guidant le peuple* de Delacroix (1830), mais aussi à la *Marseillaise* de Rude (inaugurée en 1836).

Si Marianne monte « au combat », elle ne se montre combattante et dominante que dans certaines périodes bien particulières.

Mais c'est dans la caricature que l'on trouve la grande masse de ce type de Marianne affirmées, dominatrices, presque « masculines ».

Comment un monde dominé par la gent masculine, dans une période qui n'accorde pas une place très favorable au sexe qualifié alors de « faible », a-t-il pu se donner comme égérie, certes symbolique, une femme aux allures dominatrice et guerrière ?

Dans la caricature

L'image de Marianne dans le dessin de presse, pour la question qui nous intéresse, peut se lire selon trois postures : les dessinateurs représentent l'allégorie entravée, morte ou en situation d'infériorité, seule, mais en général entourée d'hommes qui la dominent. Marianne peut également apparaître (majorité des cas) comme « neutre » dans son rapport aux hommes ou neutre seule (elle « symbolise » la République, la liberté ou la nation, mais son attitude n'est pas dominatrice). Enfin, une partie des dessins met en scène une Marianne dominante soit dans son rapport aux autres protagonistes de l'image (masculins quasiment toujours), soit du fait de son activité, de son rôle social et/ou de ses attributs. Cette dernière image de Marianne qui nous intéresse plus particulièrement représente environ 15 % des dessins que nous avons collationnés (soit 150/1 000 caricatures françaises publiées entre 1830 et 1918 qui mettent en scène l'allégorie étudiée).

Si Marianne monte « au combat », pour reprendre le titre des premières recherches de Maurice Agulhon sur l'allégorie républicaine, elle ne se montre combattante et dominante que dans certaines périodes bien particulières. Deux ingrédients doivent être réunis : un affaiblissement de la censure contre la presse et l'image d'une part, et de l'autre, une agitation politique et sociale importante autour des questions républicaines ou de la nation. Ce sera le cas entre 1830 et 1835, dans les mois qui suivent la révolution de 1848, après la chute du Second Empire, puis, en fonction des variations de la vie politique, par phases à partir de 1876 jusqu'en 1918 et notamment autour de 1905.

La Monarchie de Juillet

Durant la première période envisagée, c'est-à-dire après les Trois Glorieuses, apparaissent les premières images de la Marianne combattante dans le dessin politique. Dans *La Caricature*, journal fondé par Philipon dans lequel on retrouve les signatures des plus grands dessinateurs d'alors, sept lithographies nous intéressent particulièrement[4]. La première, datée de 1831, représente une scène de théâtre de Guignol et sera saisie par les autorités[5]. Une marionnette à bonnet rouge tient dans ses bras un fort gourdin avec lequel elle assène ses coups à Charles X, renversé en 1830 (et montré en bien mauvaise posture), et Louis-Philippe qui est perçu comme un « roi-citoyen » décevant. L'allégorie domine nettement les deux monarques, mais la métaphore du théâtre permet une certaine distanciation par rapport à la réalité. L'univers des marionnettes autorise les excès, en atténue la portée. Les retournements de situation sont toujours possibles…

Quelques mois plus tard, l'allégorie au bonnet nous est montrée marchant sur un globe terrestre (universalité de son message) et, munie d'un panier d'osier, *« séparant l'ivraie du bon grain[6] »*. Comme le confirme la légende, il s'agit bien d'une métaphore évangélique, puisque le nom de Jésus est cité. De son panier ●●●

1. Agulhon Maurice, *Marianne au combat*, *Marianne au pouvoir*, *Les Métamorphoses de Marianne*, Flammarion.

2. La première apparition du surnom, au départ péjoratif de « Marianne », date de la Révolution française, mais ne se répandra que tout au long du XIX[e] siècle.

3. Image de Marianne que l'on retrouve plutôt dans la représentation officielle.

4. À partir de 1832, Philipon lance *Le Charivari*, qui se montre moins systématiquement politique dans ses charges que *La Caricature*. L'allégorie à bonnet y est plus faiblement présente. On retrouve néanmoins quelques Marianne dominantes.

5. Dessin de Grandville, sans titre, *La Caricature* n° 35, 30/6/1831.

6. Anonyme, sans titre, *La Caricature* n° 49, 6/10/1831.

●●● qu'elle agite s'échappe une myriade de petits hommes, représentants du juste milieu. Marianne nous est présentée sous les traits d'une femme puissante, un géant dont la taille apparaît comme surdimensionnée par rapport à la petitesse des petits personnages qui virevoltent autour d'elle, mais également comparativement à la taille du globe sur lequel elle se tient. Le dessinateur lui accorde une présence très puissante, elle apparaît comme très nettement dominante physiquement et symboliquement.

Un troisième dessin met en scène une confrontation avec le monde masculin : toujours dans *La Caricature*, mais cette fois en 1833, Marianne affronte Louis-Philippe dans une salle d'arme[7]. Tous deux croisent leur fleuret, lui muni de ses protections d'usage (de couleur blanche), elle, parée de ses seuls vêtements féminins (où dominent les couleurs de la cocarde). Les deux adversaires se font face et nous sont montrés de profil. L'allégorie de la Liberté-République tient tête au roi dans un échange sportif mixte qui reflète la confrontation entre le mouvement républicain et la Monarchie de Juillet. Louis-Philippe apparaît comme perfide puisqu'il tient un poignard dissimulé dans son dos. (Fig. 1)

D'autres lithographies alimentent cette image d'une Marianne affirmée. Dans deux cènes, elle prend la place de Jésus et annonce qu'elle sera bientôt trahie[8]. Dans une autre œuvre, elle apparaît sous la forme d'une cariatide d'un bougeoir dont la flamme brûle les hommes (ses adversaires), animalisés pour l'occasion en moucherons (donc plus petits qu'elle et subissant un déni d'humanité) qui volent autour d'elle[9]. Un dessin de 1833 présente une allégorie de la liberté sous la forme d'une statue imposante, sur un fort piédestal, que des hommes, en contrebas, tentent de déstabiliser avec des cordes[10]. Comme l'indique la légende à ces « petits » hommes symboles de la Monarchie de Juillet, *« si elle tombait vous seriez écrasés »*.

Ainsi l'image d'une Marianne dominante et menaçante physiquement, substitut de Jésus et sportive, s'opposant aux puissants dans un quasi-corps à corps, apparaît-elle dès les premières années où se développe le dessin de presse républicain.

La Marianne des communards aura le même type d'attitude fougueuse et guerrière, sera le plus souvent armée, dominera de son corps ses ennemis masculins.

1848

On retrouve, mais de manière atténuée, de telles scènes après la Révolution de 1848 dans *Le Charivari,* quotidien modéré fondé par Philipon en 1832. Marianne montre par exemple le chemin de l'exil à la famille royale en tenant dans sa main un glaive (symbole de justice) menaçant[11]. Sous le crayon lithographique de Daumier, son apparition (quasi divine) suffit à mettre en déroute des « ex-ministres » de Louis-Philippe qui semblent totalement affolés par sa seule présence (celle d'une femme), l'un d'eux tentant de fuir par une fenêtre[12]. (Fig. 2)

La voilà encore conduisant le char de la République alors que de petits gnomes (Thiers, Montalembert, Molé) tentent en vain de lui mettre des *« bâtons dans les roues[13] »*, ou en 1851, armée d'un fusil et entravant le chemin de Louis-Napoléon Bonaparte auquel elle fait face virilement[14].

AVEC LA CHUTE DU SECOND EMPIRE

En 1870, après l'échec de Sedan, la haine républicaine s'exprime de manière très vive dans les très nombreuses feuilles volantes qui sont diffusées alors, notamment contre la figure de Napoléon III. Dans certains dessins, Marianne domine ses adversaires de toute sa hauteur, munie d'un sabre et d'une cuirasse[15] (Fig. 3) ; on la voit également dans le rôle de l'ange chassant l'homme de Sedan et sa femme Eugénie du *« paradis perdu[16] »*. Munie d'un glaive et triomphante, chaînes brisées à ses pieds, elle met en déroute une volée d'aigles couronnés[17]. On la voit également sur une barricade, pendant le siège de Paris, avec un sabre encore[18], elle chasse ailleurs *« la basse-cour »* des Tuileries avec un fouet[19]. Armée d'une épée, elle conduit aussi la *« balayeuse nationale »*, machine qui nettoie les scories de l'Empire déchu, Napoléon III, Eugénie et l'aigle symbolique[20]. Sous le crayon d'Alfred Le Petit, elle appelle, très virile, à venger les morts de la guerre[21], ou jette à bas la famille impériale, transperçant même le corps de Jérôme Bonaparte avec sa lance[22], etc.

La Marianne des communards aura le même type d'attitude fougueuse et guerrière, sera le plus souvent armée, dominera de son corps ses ennemis masculins. On la verra arborer fièrement le drapeau rouge[23] comme dans un beau dessin de Mathis (Fig. 4). Drapée de rouge, elle se montre par exemple comme un géant sur un socle que de petits Versaillais hystériques tentent de détruire. Mais comme le dit la légende, *« ils ne la démoliront jamais[24] »*. Marianne se montre totalement indestructible, même par une coalition d'hommes.

Un dessinateur hostile aux insurgés comme Bertall choisit même de représenter la Commune comme une mangeuse d'hommes à la une du *Grelot*. Assise de manière négligée à une table, un militaire piqué à sa fourchette, elle

7. Anonyme, « Grand assaut d'armes », *La Caricature* n° 118, 7/2/1833.
8. *La Caricature* n° 81, 17/5/1832 et *La Caricature* n° 216, 25/12/1834.
9. « Ils se brûleront tous », *La Caricature*, 29/7/1832.
10. Anonyme, sans titre, *La Caricature* n° 122, 7/3/1833.
11. « Bureau des départs », *Le Charivari*, 1/3/1848.
12. Dessin de Daumier, « Dernier conseil des ex-ministres », *Le Charivari*, 9/3/1848.
13. Dessin de Daumier, sans titre, *Le Charivari*, 29/11/1849.
14. Dessin de A. Chacot, « On ne passe pas ! », *Journal pour rire*, 8/8/1851.
15. Dessin de Georges Pilotell, « Que le peuple veille !!!! », 1870.
16. Dessin d'Eugène Renaudéry, « Le Paradis perdu », vers 1870.
17. Dessin de Hadol, « La République », *Chansons illustrées* n° 78, vers 1870.
18. Dessin de Vernier, « Le contraste », 1870.
19. « La République chassant la basse-cour des Tuileries », 1870.
20. « La balayeuse nationale », vers 1870.
21. Dessin d'Alfred Le Petit, « La France », *La Charge* n° 18, 13/8/1870.
22. Dessin d'Alfred Le Petit, « La résurrection », *La Charge* n° 23, 17/9/1870.
23. « La femme porte-drapeau dans l'iconographie de la Commune », in Jung Ruth (dir.), Régnier Philippe (dir.), Rütten Raimund (dir.), Schneider Gerhard (dir.), *La caricature entre République et censure. L'imagerie satirique en France de 1830 à 1880, un discours de résistance ?*, actes du Kolloquium uber den satirischen Bildjournalismus im 19. Jahrhundert, Francfort, 24-27 mai 1988, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1996, p. 423-434.
24. Dessin de Dupendant, « Ils ne la démoliront jamais », *Feuille volante*.
25. Dessin de Bertall, « Paris à table », *Le Grelot* n° 7, 20/5/1871.









Ci-dessus : Fig. 4, Dessin de F. Mathis, « Une page d'histoire, Le couronnement de l'édifice », Feuille volante, *1871.*
Ci-contre de haut en bas :
Fig. 1, Dessin de Grandville, « Grand assaut d'armes », La Caricature *n° 118, 7/2/1833, détail.*
Fig. 2, Dessin de Daumier, « Dernier conseil des ex-ministres », Le Charivari, *9/3/1848.*
Fig. 3, Dessin de Georges Pilotell, « Que le peuple veille !!!! », 1870.

réclame d'autres *« généraux maître d'hôtel »* ou *« quelques colonels mayonnaise*[25] ». Alfred Le Petit reprendra cette image de l'ogre pour symboliser la République rouge.

Les premières décennies de la IIIe République

Avec une violence moindre, on retrouve le même type d'images après 1876, année qui voit le mouvement républicain relever la tête face à l'Ordre moral de de Broglie et Mac Mahon. Dans le dessin de presse, l'allégorie républicaine affronte ses principaux adversaires que sont le bonapartiste, l'orléaniste, le légitimiste et le jésuite. Elle peut s'opposer aux hommes en refusant de prendre leur bras, mais elle porte également le glaive. En 1878, de plus nombreux dessins montrent l'allégorie écrasant le serpent clérical et bonapartiste avec fermeté (la femme n'est-elle pas censée être craintive ?), jetant des feux d'artifice sur ses adversaires, fouettant un jésuite, donnant des coups ●●●



Fig. 6, « Cruelle Séparation », Les Corbeaux n° 1, 2/4/1905.

À droite, Fig. 7, Dessin de Radiguet, sans titre, Carte postale, 7/1914.

●●● de hache pour détruire les symboles de la réaction, menaçant ses ennemis de son clystère, voire portant un canon sur l'épaule pour tirer des boulets sur ses adversaires ou prenant la tête de manifestations populaires composées exclusivement d'hommes. Un dessin de Pépin au *Grelot* la présente à la place du Christ, en pleine résurrection[26]. Les plaques de pierre de son tombeau entrouvert écrasent des soldats romains (jésuites, bonapartistes, etc.). Encore un rôle d'homme, comme lorsqu'elle figure sous les traits de Gulliver que les Lilliputiens ne parviennent pas à entraver[27] ! Et ce ne sont là que quelques exemples.

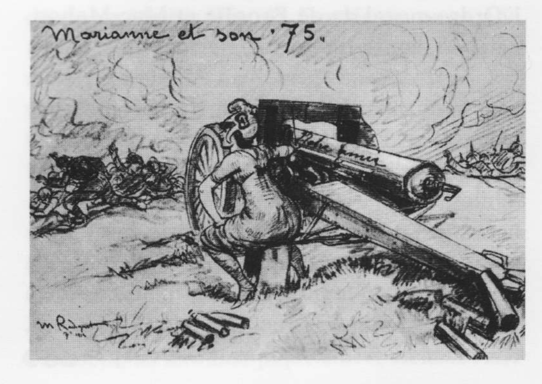
À la Belle Époque

Comme on le voit, cette figure d'une Marianne dominante se fait récurrente. On la retrouve également pendant la Belle Époque, où la dame à bonnet, devenue si universelle, envahit jusqu'à la réclame[28] ! L'allégorie républicaine se montre particulièrement vaillante sous le stylet des dessinateurs de sensibilité radicale ou socialisante[29], ceux qui soutiendront la politique d'Émile Combes et la séparation de l'Église et de l'État et réclameront en plus que soient enfin prises des mesures en faveur des couches populaires. Durant quelques années, la situation politique s'inverse par rapport à la période de l'Affaire Dreyfus où la « réaction » se montrait dynamique. À partir de 1899, mais plus encore suite aux élections de 1902, la République réduit les appétits de l'Église notamment. La caricature, surtout dans la presse anticléricale, fait s'opposer Marianne aux forces qui lui sont supposées les plus hostiles. Dans ce combat, elle se confronte toujours à des éléments masculins qu'elle domine le plus souvent.

Dans le journal dreyfusard *Le Sifflet*, Marianne donne un énergique coup de pied dans un faisceau de fusils (attributs guerriers d'hommes) qui s'écroule et emporte avec lui un militaire et un religieux. *« Bien fragile le piédestal*[30] *»*, peut-on lire en légende (Fig. 5). Le sens commun attribue en général la fragilité aux femmes…

De nombreuses charges la montrent dorénavant armée de fusils, de fouets, de haches, de gourdins, de balais, de lances à incendie également. Marianne est par exemple dessinée en train de scier énergiquement une chaîne qui relie le pape à un coffre-fort, symbole du budget du culte[31] (Fig. 6). Dans cette charge des *Corbeaux*, journal anticlérical satirique franco-belge (1904-1909), le pontife est désespérément nu, face à une Marianne habillée et sûre d'elle, arborant un sourire provocateur. L'auteur de cette caricature choisit une situation vestimentaire inversée par rapport aux scènes conjugales ou adultérines, très nombreuses dans le dessin d'humour à l'époque. Cette scène semble difficilement imaginable dans les journaux frivoles de la Belle Époque dans lesquels la femme se montre au moins autant déshabillée que l'homme, sinon plus !

Sous le pinceau de Grandjouan dans *L'Assiette au beurre*, Marianne venue jusqu'au Vatican à la rencontre de l'intransigeant Pie X fait tomber le pape de son « saint » siège, de telle manière qu'il se retrouve à terre, les « jupes » relevées[32]. Dans d'autres dessins, dame République peut également se tenir



26. Dessin de Pépin, « Pâques !!! », *Le Grelot* n° 368, 28/4/1878.
27. Dessin d'Alfred Le Petit, « Madame Gulliver », *Lyon républicain*, 25/4/1880.
28. Delporte Christian, *Images et politique en France au XX*e *siècle*, Paris, Nouveau Monde, 2006.
29. L'allégorie au bonnet phrygien peut, à une même époque, en fonction de la sensibilité des dessinateurs, évoquer la République radicale, la République sociale ou encore la République conservatrice.
30. Dessin de Couturier, « Le commencement de la fin », *Le Sifflet* n° 28, 11/8/1898.

assise sur ses adversaires réduits à des postures humiliantes. Ainsi fête-t-elle ses victoires électorales.

La première couverture de *La Calotte* propose une image de la République plus véhémente encore : armée d'un fusil, une cartouchière à la ceinture, elle tire sur un prêtre dont le derrière est dénudé. L'ecclésiastique représente, comme on peut le lire quelque part dans l'image, un animal nuisible[33]. *La Calotte*, avec un dessin de Lange Gabriel, utilise également l'image du héros de Victor Hugo qui, dans *Les Travailleurs de la mer*, affronte la pieuvre[34]. Elle montre ainsi l'énergie dont doit faire preuve Marianne contre le cléricalisme dont les tentacules s'immiscent partout, dans l'enseignement, l'armée, la magistrature, les colonies. L'allégorie munie d'une hache tranche à grands coups le corps du monstre marin. L'action énergique, comme on le voit, représente la planche de salut de Marianne.

On a vu Marianne prenant la place de Jésus, elle apparaît aussi dans le rôle d'un autre personnage masculin, celui de saint Georges sur son cheval lancé au galop, terrassant le dragon (un curé)[35] (voir Fig. 9).

L'extrême gauche, comme au temps de la Commune, s'empare elle aussi de Marianne qui devient la « sociale », ou la « grève générale » menant les hommes à la lutte.

De 1914 à 1918

Pendant la Première Guerre mondiale, Marianne ne symbolise plus la République conquérante mais la nation en arme, que l'on oppose à l'ennemi prussien. Dans le dessin de presse, elle peut se montrer dorénavant canonnière à côté d'un gros 75 et mettant en déroute l'ennemi[36] (Fig. 7). Lucien Métivet dans *Le Rire rouge* choisit de la dessiner en soldat partant au front et fermant la bouche d'un député pour signifier qu'on doit se lasser des discours et passer à l'action[37]. Elle apparaît également vêtue en guerrière gauloise, affrontant avec détermination et colère, à mains nues, l'aigle prussien, ou encore en tambour au sein de la troupe, etc.

Pendant la Première Guerre mondiale, Marianne ne symbolise plus la République conquérante mais la nation en arme.

De 1830 à 1918, la caricature politique s'empare de la figure de Marianne comme d'aucune autre. L'allégorie arbore mille visages, elle intervient dans une gamme de situations très nombreuses : héroïne, neutre ou adversaire honnie. Dans cet ensemble d'une grande profusion et d'une grande richesse, une bonne partie des allégories bénéficie d'un statut de figure dominante. Le phénomène n'est donc pas isolé, et s'étale, comme on l'a vu, de manière hétérogène sur la période, apparaissant notamment lors des crises les plus aiguës. Comment comprendre cette « masculinisation » de la dame au bonnet, dans un univers culturel dominé par les hommes ?



Fig. 8, Sculptogravure de J. Lamboursain, « Le triomphe de Marianne 1906 », Carte postale, 1906.

L'effet de la caricature

La caricature fonctionne avec des codes largement admis. Elle utilise des procédés conventionnels et s'inscrit, pour être comprise, dans une tradition bien connue. À partir du moment où l'allégorie à bonnet est communément choisie pour représenter en image[38] les idées de Liberté, de République voire de Nation, le dessinateur, hostile ou favorable, doit se conformer à ce choix, sous peine de n'être pas compris. Le langage caricatural s'impose alors, et induit certains effets mécaniques : pour représenter le conflit qui oppose Marianne à ses adversaires, le dessinateur n'a pas beaucoup de choix. Mettant en scène un combat à outrance, le caricaturiste doit valoriser son idole et au contraire rabaisser ceux qui lui font face. Il s'agit du monarchisme, du bonapartisme, du cléricalisme et de l'orléanisme, principales forces s'opposant à la République entre 1870 et 1890 puis du capitalisme, de l'armée, de la justice ou encore de l'Église que la caricature oppose le plus souvent à Marianne après 1900. Or il s'avère que ces forces sont toutes représentées sous des apparences masculines. ●●●

31. « Cruelle séparation », *Les Corbeaux* n° 1, 2/4/1905.
32. Dessin de Grandjouan, « Le baise-pieds », *L'Assiette au beurre* n° 176, 13/8/1904 (Rupture du Concordat).
33. Dessin de Asmodée, « Marianne chasse la Grosse bête », *La Calotte* n° 1, 14/9/1906.
34. Dessin de Lange Gabriel, « La pieuvre de Loyola », *La Calotte* n° 12, 30/11/1906.
35. Dessin de Saint-Fourien, « Le nouveau saint Georges », *La Calotte* n° 206, 19/8/1910.
36. Dessin de Radiguet, Carte postale, 7/1914.
37. Dessin de Lucien Métivet, « Le bavard Blaguénor, député », *Le Rire rouge*, 19/12/1914.
38. L'écrit se montre moins systématiquement allégorique en la matière. La République peut être par exemple dépeinte sous l'apparence d'un vaisseau bravant les tempêtes comme dans « La République est faite », article de Gringoire, *Le Don Quichotte* n° 229, 8/11/1878, p. 2.

●●● Ainsi donc, le caricaturiste hérite d'une vision bipolaire *genrée* et doit s'inscrire dans un schéma d'opposition féminin/masculin où l'élément féminin domine le masculin !

Face à cet ensemble d'hommes (l'officier pour l'armée, le prêtre pour l'Église, etc.), Marianne apparaîtra parfois comme une victime, ce qui pourra susciter la compassion du lecteur, sa révolte face à l'injustice et aux menaces qui pèsent sur leur République, alors représentée comme une femme fragile et sans défense. Mais sous le pinceau du dessinateur épris d'idéaux républicains, Marianne doit apparaître également comme victorieuse, car il s'agit de convaincre le lecteur que le mouvement républicain triomphera de ses ennemis.

Dans la culture occidentale, les dominants ayant été des hommes, la valorisation, comme procédé de la caricature, s'élaborera autour d'une idée de virilisation.

Le dessinateur doit donc « travailler » son héroïne, comme n'importe quel héros de caricature. Marianne, dans 6 dessins sur 10 environ a pour attribut une arme (glaive, sabre, dague, épée, fusil, balai, gourdin, clystère, fouet...). La caricature arme son allégorie, car dans l'affrontement graphique, l'arme tient une place de choix. Elle reflète la violence des rapports humains. Le balai qui permet de donner des coups et de chasser l'adversaire n'est pas un symbole féminin, mais un attribut largement répandu dans toute la caricature (notamment dans des mains d'hommes). Le fusil, élément masculin par excellence fonctionne de même comme un attribut viril et menaçant contre l'adversaire, aux mains de Marianne comme dans celles de n'importe quel personnage de la caricature. Le glaive peut symboliser la justice, mais il apparaît souvent comme une vraie menace pour les ennemis de la dame au bonnet qui n'hésite pas, à l'occasion, à en venir aux mains et à distribuer des coups de poings !



Fig. 10,
Dessin de Couturier,
La Chronique municipale socialiste, *13/1/1900.*

Le dessinateur s'ingéniera également à dégrader l'image des adversaires de l'égérie républicaine, en employant quelques recettes bien connues. Il jouera sur les postures de ces derniers, présentés en déséquilibre ou tombés, parfois à genoux ou à quatre pattes, alors que Marianne se montrera bien campée sur ses deux jambes, ou dans une posture dynamique. Elle dominera ses adversaires masculins en marchant sur leur corps comme dans cette carte postale de Lamboursain où, non contente d'appuyer un pied sur chacune de ses deux victimes, elle les tient également en laisse[39] ! (Fig. 8)

De nombreuses charges mettant en scène d'autres personnages que Marianne usent du procédé, comme dans *La Calotte*, où Populo, image virile de l'ouvrier, pose un pied sur un curé moribond[40]. Marianne pourra également apparaître assise sur ses adversaires, triomphante. On la verra aussi les pendre à une potence, comme elle pourra également l'être par ses ennemis (masculins, évidemment) dans un journal antirépublicain comme *Le Triboulet* par exemple[41]. La caricature use de procédés dans lesquels les stéréotypes, quel que soit leur genre, sont interchangeables.

L'allégorie dont on veut assurer un caractère dominant verra sa taille croître au détriment de celle de ses ennemis, dans un jeu de changement d'échelle. La « nanisation » des uns et la « géantisation » des autres relèvent là encore d'une pratique courante de la caricature qui recherche des procédés d'opposition, de valorisation ou de dégradation.

Enfin l'expression des visages traduira de manière stéréotypée, pour Marianne, l'assurance et la joie induites par le sentiment de force et le triomphe, pour les autres, le dépit engendré par l'impuissance et la défaite.

Marianne la combattante habitera de préférence le haut de l'image, procédé courant dans la caricature pour valoriser un personnage positif et qui provient des codes de représentation de l'imagerie religieuse. Ainsi en est-il par exemple dans l'affiche de Steinlen pour le journal *Le Petit Sou*, où Marianne, en haut de l'image, tient des chaînes brisées tout en entraînant vers la bataille des hommes en contrebas[42].

Dans la culture occidentale, les dominants ayant été des hommes, la valorisation, comme procédé de la caricature, s'élaborera autour

39. Sculptogravure de J. Lamboursain, « Le triomphe de Marianne 1906 », Carte postale, 1906.

40. Dessin de Saint-Fourien, « La vraie fête des Cendres », *La Calotte* n° 77, 28/2/1908.

41. Dessin de Crak, « Un doux rêve », *Le Triboulet*, 8/1/1882.

42. Dessin de Steinlen, « Le Petit Sou », *Affiche*, 1900.

d'une idée de virilisation : Marianne se transforme ainsi en héros masculin (Gulliver, Jésus, saint Georges terrassant le dragon (Fig. 9), Josué[43]) ou adopte un rôle social tenu en général par un homme (le travailleur face à la pieuvre, le soldat, le dompteur, le chasseur, etc.).

Dans le cadre d'affrontements politiques qui voient s'opposer la République et les forces qui lui sont hostiles, la caricature met en scène un combat symbolique (traduction du combat réel) dans lequel se dessinent un vainqueur et un vaincu. Cette mise en jeu du corps de Marianne induit de manière quasi automatique une masculinisation des attitudes : plus le dessinateur valorisera son héroïne, plus il élèvera le symbole féminin au-dessus des éléments masculins qui l'entourent, problématique qui ne se poserait pas obligatoirement dans ces termes si Marianne se confrontait à d'autres allégories féminines (face à Germania, il peut y avoir une Marianne forte face à une adversaire faible ou au contraire une Marianne jolie et féminine face à une allégorie de l'Allemagne hommasse et vieillie, symbole de la force brute et destructrice).

Marianne bénéficie de procédés valorisants habituellement réservés à des hommes. L'allégorie combattante, image d'une femme affirmée, émancipée et dominatrice ne serait donc qu'un « artefact » de la caricature et rien de plus ?

Le corps de Marianne, un corps de femme ?

Tout au long de ces presque dix décennies, le corps de Marianne évolue. Neutre ou puissant dans les années 1830-1840 et le plus souvent revêtu d'un manteau évoquant l'antique et des sandales aux pieds, l'allégorie se « féminise » après 1870. Marianne « s'incarne » alors sous les traits d'une femme jeune et jolie, dont la tenue vestimentaire et la coiffure évoluent. Le dessinateur ne se satisfait plus de ce drap le plus souvent rouge découvrant les épaules, voir un sein. Il la déshabille parfois totalement pendant la Commune de Paris, pour montrer Thiers (en gnome) la violant sous le regard impassible de Jules Favre. Mais dans ce cas, l'allégorie nue (pureté, fragilité) dont le corps exhale la puissance se rebelle par un ferme coup de pied et jette en arrière son violeur.

Dans les années 1872-1880, Marianne est souvent présentée sous les traits d'une enfant. La République doit grandir, s'affirmer, n'est jamais tout à fait adulte aux yeux du dessinateur qui espère toujours qu'elle accède enfin au pouvoir. Adulte et « rouge », elle pourra également être présentée comme particulièrement musculeuse, comme c'est le cas dans un dessin d'Alfred Le Petit qui prend soin de souligner, à l'aide de jeux de modelé, le galbe de ses biceps[44].



Fig. 9,
Dessin de Saint-Fourien,
« Le nouveau saint Georges »,
La Calotte *n° 206, 19/8/1910.*

L'image de Marianne s'inspire de plus en plus à partir de 1870 de la mode du temps présent. La robe « toge » cède la place à des jupes cintrées, serrées à la taille par des pièces de tissus, parfois courtes et dont les motifs colorés sont de plus en plus variés. Le vêtement s'agrémente de rubans auxquels le dessinateur adjoint quelques bijoux.

L'hebdomadaire *La Calotte* à la Belle Époque imagine même l'allégorie au bonnet sous les traits d'une jolie femme en pantalons… lorsqu'elle chasse le curé, munie de son fusil. L'allégorie « incarnée » voit sa chevelure se raccourcir après 1900. Les cheveux peuvent être également ramenés derrière la tête en chignon. Marianne porte dorénavant des talons hauts, elle se fait gracieuse et élégante, arbore un mignon sourire. Le bonnet phrygien est parfois remplacé par un foulard noué derrière la tête, sans doute plus « populaire » et qui peut être agrémenté d'une cocarde. Parfois, l'énergique ●●●

43. « Le nouveau Josué », *Le Charivari*, 20/10/1833.

44. Dessin d'Alfred Le Petit, « Les deux Républiques », *Le Grelot* n° 42, 28/2/1872.



Fig. 11, « Souvenir de 1871 - Dédié à la Garde nationale », sd.

●●● symbole républicain montre même, sous sa robe rouge, des dessous très… affriolants !

Pour le dessinateur adorateur des Marianne énergiques et triomphantes, la « féminité » n'est pas incompatible avec la force. Le corps de Marianne apparaît comme érotisé dans ces images. Ses vêtements, en général moulants, dévoilent des formes sexualisées et évocatrices. Les épaules nues, elle fait parfois preuve d'une grande impudeur en montrant sa poitrine, ce qui ne paraît paradoxal ni au dessinateur ni au lecteur, par rapport au fait qu'elle porte, par exemple à même la peau, un fusil en bandoulière comme dans un dessin de Couturier paru dans *La Chronique municipale socialiste*[45]. (Fig. 10)

Notons que le caractère dominant de Marianne ne se traduit pas par une masculinisation systématique des attitudes, certaines étant alors considérées comme péjoratives, comme le fait de fumer par exemple ou de boire en public.

Marianne la rebelle se fait donc de plus en plus « réelle », de plus en plus « femme », de moins en moins allégorie. À la Belle Époque, elle se conjugue au présent et devient une paysanne, une ouvrière, une cocotte voire une bourgeoise. De toute évidence, Marianne exprime deux tendances contradictoires, l'idéal féminin (objet d'assouvissement des fantasmes sexuels masculins) et l'idéal politique (écrasement symbolique de ses adversaires masculins).

Comment expliquer la permanence de ce type de femme affirmée dans l'imaginaire du XIX[e] siècle ? L'évolution de la place du « sexe faible » dans la société expliquerait-il le succès de ces Marianne incarnées ?

LES FEMMES DANS LE MOUVEMENT POLITIQUE ET SOCIAL

La caricature reflète en partie les évolutions sociales. En 1848, *Le Charivari*, adopte une ligne républicaine modérée[46]. Sous la plume de Daumier, le journal s'inquiète méchamment des « divorceuses », sobriquet infamant attribué aux femmes qui se révoltent contre la suppression du droit au divorce et, poussées par une hystérie supposée, déclarent *« la patrie en danger*[47] *»*. Daumier se moque également des *« femmes émancipées*[48] *»*… dont l'alcoolisme représente le signe même… de leur émancipation !

Ces images traduisent l'intervention autonome du « sexe faible » dans le mouvement social et, leur pendant, les images négatives que les hommes construisent d'elles. La caricature, tout au long du XIX[e] siècle, se montre particulièrement dure envers les femmes qui revendiquent leur indépendance ou qui réclament le droit de vote. Anonymes ou emblématiques, elles subissent les sarcasmes des caricaturistes (bien évidemment des hommes). Le dessinateur diffuse une vision machiste de la femme, sauf exception, pour la Marianne « émancipée » comme on l'a vu.

Paradoxe ?

Bien que cantonnées le plus souvent dans la sphère privée, les femmes depuis la Révolution française interviennent parfois sur la scène sociale, à la grande surprise des hommes, on peut l'imaginer. Ainsi en est-il à partir de 1830, pendant les Trois glorieuses où l'on voit des femmes sur les barricades, mais aussi animer les premiers journaux féministes, souvent liés aux utopistes fouriéristes et saint-simoniens. En 1848, des femmes en général socialistes[49] se manifestent et réclament le droit de vote. Elles adressent des pétitions au Gouvernement provisoire, s'organisent dans des clubs, publient des journaux. De nombreuses femmes, bourgeoises principalement, s'illustrent dans des carrières d'écrivains. Des femmes défendent leurs droits et accèdent à la notoriété militante, comme Flora Tristan, ou Maria Deraisme qui fonde en 1870 L'Association pour le droit des femmes.

On sait bien le rôle des femmes pendant la Commune de Paris, et pas seulement celui de figures emblématiques comme Louise Michel, type même de la femme militante et émancipée. Les femmes étaient déjà nombreuses lors des rassemblements le 4 septembre 1870. Elles se montrent à intervalles réguliers pendant toute la période d'occupation prussienne. Les voilà en

45. Dessin de Couturier, *La Chronique municipale socialiste*, 13/1/1900.

46. Raimund Rütten, « Devant la mutilation de la République, le mutisme des républicains dans *Le Charivari* en 1848 et 1849 », in *La Caricature entre République et censure*, 1996, p. 215-233.

47. Dessin de Daumier, « Les divorceuses », *Le Charivari*, 4/10/1848.

48. Dessin de Daumier, « Les divorceuses », *Le Charivari*, 12/10/1848.

49. Comme l'explique Jacqueline Lalouette, les femmes étaient partie congrue dans les banquets républicains entre 1847 et 1849 et lorsque des banquets de femmes avaient lieu, il s'agissait surtout d'individualités catholiques et républicaines rappelant à leurs consœurs leurs devoirs d'épouse et de mère. (Jacqueline Lalouette, « Les femmes dans les banquets politiques en France (vers 1848) », *Clio*, numéro 14/2001, *Festins de femmes*).

nombre pour empêcher Thiers de récupérer les canons de Montmartre. Elles s'organisent, sous la Commune, dans L'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés dirigée par Nathalie Le Mel et Élisabeth Dimitrieff. L'égalité des salaires est revendiquée, ainsi que la scolarisation des filles, la création de crèches, l'aide aux femmes seules, etc.[50]

Plusieurs milliers de femmes s'engagent dans les combats lors de la semaine sanglante pour défendre l'insurrection contre Versailles. Certaines seront tuées dans les combats ou fusillées, d'autres déportées comme Louise Michel, que la caricature républicaine et antirépublicaine fustige haineusement dans les décennies qui suivent. Ce rôle des femmes a néanmoins parfois été mis en image de manière favorable. Certaines feuilles volantes exaltent l'image de la rebelle armée dressée sur une barricade[51] (Fig. 11). Il ne lui manque qu'un bonnet phrygien pour s'appeler « Commune », dérivé prolétarien de Marianne. Les images se croisent alors, s'alimentent. Qui de la femme représentée au combat sans attributs allégoriques ou de Marianne dominant Guillaume 1er inspire l'autre dans l'imagerie la plus radicale ?

Cette image d'une Marianne dominatrice semble hériter de ces femmes qui s'affirment dans un monde dominé par les hommes.

Le mouvement féministe se perpétue avec Hubertine Auclert et son journal *La Citoyenne* fondé en 1881. Il se renforce à la Belle Époque[52]. En 1901 se crée un Conseil national des femmes françaises, section française du Conseil international des femmes. L'association vise à regrouper les forces vives du mouvement féministe et féminin. Elle revendique 28 000 membres peu après sa fondation. Marguerite Durand dirige *La Fronde* à partir de 1897, quotidien *« féminin et féministe »* totalement réalisé par des femmes et qui fusionne en 1903 avec le journal anticlérical et socialiste *L'Action*. La socialiste Madeleine Pelletier apparaît, elle aussi, comme le prototype de la féministe militante qui refuse le sort réservé aux femmes, revendiquant l'émancipation sexuelle et le droit à l'avortement. Les femmes sont également présentes dans le mouvement libre penseur par exemple, comme adhérentes ou comme propagandistes.

Dans le dessin d'extrême gauche il n'est pas rare de rencontrer, après 1900, la femme prolétaire combattante, celle qui manifeste aux côtés de ses compagnons de combat contre le capital. Elle aura alors la même fougue que son pendant allégorique au bonnet qui s'en prend aux symboles du capital et de l'armée, mais le corps de ces manifestantes n'exprimera pas l'érotisme souvent associé à Marianne. Peu actives dans les grèves, les femmes ne suscitent pas moins l'admiration pour leur ténacité et leur souci d'organisation, comme en témoignent certains articles de la *Guerre sociale* ou de *l'Humanité*[53].

Ainsi cette image d'une Marianne dominatrice semble hériter de ces femmes qui s'affirment dans un monde dominé par les hommes, des femmes qui combattent, qui revendiquent, qui se retrouvent au coude à coude avec les hommes dans les luttes sociales, ou même à leur initiative. Notons que dans les manuels d'iconologie d'avant la Révolution française, comme celui de Gravelot et Cochin, les auteurs recourent à une telle image de femme armée et énergique pour figurer, en mauvaise part, l'anarchie. Le symbole, de négatif, est devenu, dans l'imagerie marianophile, éminemment positif !

Cette image de Marianne, produite par les dessinateurs les plus radicaux, les plus sensibles aux sursauts de la rue, confrontés à une nouvelle présence des femmes dans la vie quotidienne, militante et culturelle, contredit le stéréotype même de la femme soumise et éternelle mineure du XIXe siècle. Jouant avec la rhétorique caricaturale qui pousse inévitablement à rendre l'allégorie dominante, les dessinateurs permettent que se diffuse, sans doute en partie malgré eux, une autre image de la gent féminine, au travers d'une Marianne, certes toujours allégorique, mais de moins en moins symbolique, de plus en plus incarnée, de plus en plus réelle, de plus en plus calquée sur le modèle de ces femmes rebelles dont on lit les brochures et la presse, que l'on rencontre dans les manifestations, les clubs et les associations. L'imagerie polémique reflète la présence de ces femmes qui défendent leur *« émancipation*[54] », pour reprendre le titre d'un ouvrage féministe d'alors.

Les Marianne les plus avancées traduisent l'intervention des femmes dans la société[55]. La caricature qui les propage aide, sans nul doute, à diffuser une image positive de la femme combattante, aidée en cela par la rhétorique même du dessin de presse. Dans les représentations mentales, ces images contredisent l'idée que la femme affirmée serait une dépravée et risquerait de détruire l'ordre social.

Mais ces représentations restent globalement minoritaires et ne peuvent masquer la prédominance du point de vue masculin et patriarcal dans les mentalités. ■

Guillaume DOIZY
http://caricaturesetcaricature.com

50. Voir Claudine Rey, « Les communeuses en première ligne », *Gavroche* n° 151, 2007, p. 4-10.
51. « Souvenir de 1871 - Dédié à la Garde nationale », sd.
52. Winock Michel, *La Belle Époque – La France de 1900 à 1914*, collection Tempus, Perrin, 2003, p. 153 et suiv.
53. Maïté Albistur et Daniel Armogathe, *Histoire du féminisme français du Moyen-Âge à nos jours*, édition des femmes, Paris, 1977.
54. Madeleine Pelletier, *L'Émancipation sexuelle des femmes*, 1911.
55. Dans sa thèse, Beatrix Schmausser-Strauss repère trois sortes de femmes dans la presse politique entre 1870 et 1914 : la femme fatale, la femme émancipée (le mouvement féministe) et l'allégorie politique (Marianne). Voir *Göttin der Schönheit, Frauenrechtlerin und Nationalheldin. Frauen in der Karikatur Frankreichs von der Kommune bis zum ersten Weltkrieg.*

Le travail dans l'imagerie de la Révolution nationale

Sous le régime de Vichy, le gouvernement mené par Pétain décide de valoriser le travail. Les images utilisées par la propagande présentent alors une France majoritairement artisanale et paysanne, loin du monde de l'usine et des ouvriers syndiqués.

Le thème du travail s'est trouvé être très présent au cœur des récentes campagnes électorales de l'année 2007. Nombre de candidats, notamment les deux présents au second tour de l'élection présidentielle, ont défendu l'idée de redonner sa valeur au travail[1]. L'usage de ce même thème par des candidats différents et opposés a pu paraître déconcertant, voire comme une source de confusion : le travail est-il une valeur de gauche ou de droite ? Cette aura de confusion n'a pu qu'être entretenue par la communication électorale du futur président Nicolas Sarkozy qui tout en faisant une campagne très à droite citait Léon Blum et Jean Jaurès. Cette confusion ne fait que s'épaissir si on veut bien se rappeler qu'historiquement les candidats de 2007 ne sont pas les premiers à mettre le travail au premier plan dans leurs discours. Sans revenir sur tous les précédents, il en est un singulier et qui pose problème à la mémoire collective : Vichy. Personne, pas même Jean-Marie Le Pen ou Philippe de Villiers, n'a parlé du travail avec cette référence. La principale raison est extérieure au problème du travail [Rousso, 1990]. Mais cela tient aussi au fait que les partis actuels n'envisagent pas le travail de la même façon que Vichy. Ainsi peut-on parler du travail, sans parler de la même chose. C'est ce que voudrait montrer cet article en s'intéressant au cas du régime de Vichy. Qu'est-ce que le travail pour les hommes de ce gouvernement ? Avec sa Révolution nationale, l'État français de Pétain met le travail au premier plan. Sa propagande doit populariser ce programme et, à cette fin, elle élabore sa propre imagerie. C'est dans celle-ci que l'on cherchera ici la signification du travail mis en exergue par la Révolution nationale.



Affiche de Bernard Villemot réalisée pour le secrétariat général de l'Information, qui prend place dans un triptyque Travail, Famille, Patrie.

1. Voir l'éditorial d'*Histoire et sociétés*, 22.

Travail, Famille, Patrie

La Révolution nationale est d'abord l'idéologie officielle de l'État français installé par Pétain. C'est celle dont la devise Travail, Famille, Patrie remplace la devise républicaine Liberté, Égalité, Fraternité. Le travail apparaît dès lors comme un point central de la propagande du nouveau régime. En changeant ainsi la devise, les tenants de la Révolution nationale signifient que, pour eux, le travail est d'abord une valeur; une valeur fondamentale qui prime sur la défense des droits de l'homme hérités de la Révolution française. Aussi, cette étude s'appuie sur les images illustrant la valeur travail. Ont été mis de côté les documents de la propagande pour la charte du travail et surtout l'abondante production invitant les Français à donner leur travail dans le cadre de la relève puis du STO, sauf quand on y retrouve le reflet de l'image du travail défendue par la Révolution nationale.

Idéologie officielle du nouveau régime, la Révolution nationale est diffusée par des organismes du pouvoir central. Toutefois, même à ce niveau, Vichy n'est pas un bloc uniforme. Il est travaillé par différents courants. La propagande est partagée entre deux grands pôles concurrents: le secrétariat général de l'Information et la Légion française des combattants (LFC). En février 1941, le secrétariat change de main avec l'arrivée de Paul Marion, remplaçant l'ancien sénateur Georges Portmann qui a assuré un bref intérim après le départ de Pierre Cathala en décembre 1940. Paul Marion est un ex-doriotiste, *« journaliste fascisant »* avant la guerre[2]. Il fait partie des technocrates qui prennent progressivement le pas sur les traditionalistes au sein du régime. À la tête du secrétariat, il tente d'y concentrer la propagande et d'évincer les pétainistes de la Légion. Or, la Révolution nationale et sa valorisation du travail sont surtout chères aux traditionalistes proches de Pétain. Avec le retour de Pierre Laval à la tête du gouvernement en avril 1942, Paul Marion perd de son influence, mais la Révolution nationale ne revient pas au cœur de la propagande. La collaboration avec l'Allemagne passe un cran, en particulier avec l'instauration du STO (Service du travail obligatoire), en réponse à la politique de la main-d'œuvre de Sauckel (Aktion Sauckel). De plus, dans un pays défait et occupé, la propagande se déploie sous le contrôle de l'occupant allemand, notamment à travers l'ORAFF (l'Office de répartition de l'affichage). La Révolution nationale n'est pas la priorité de l'Allemagne nazie qui préfère utiliser le papier des affiches – matière rationnée en ces temps de pénuries – à d'autres fins. Aussi, les affiches exaltant la valeur travail datent de la première partie du régime de Vichy; la majorité est éditée en 1941. À partir de 1942, le travail sur les affiches du secrétariat général de



L'affiche des deux maisons de R. Vachet, dont on ne connaît ni la date exacte, ni les conditions de création.

l'Information, c'est celui du STO. La Révolution nationale passe nettement au second plan, même si elle ne disparaît pas totalement. Elle réapparaît ponctuellement sur d'autres supports, comme les timbres, et continue d'imprégner la propagande propre à certains services ministériels, comme celui de l'artisanat.

Malgré l'autoritarisme et le centralisme des administrations vichyssoises, l'imagerie de la Révolution nationale n'a pas une source unique. Celle-ci est aussi issue d'initiatives multiples et décentralisées, pas forcément contrôlées par les organes centraux de la propagande et qui restent mal connues. C'est le cas en particulier de l'affiche qui reste certainement aujourd'hui la plus célèbre de la Révolution nationale: celle des deux maisons de R. Vachet. Ce document se retrouve désormais dans la quasi-totalité des manuels d'histoire des classes de troisième et de première. Si sa valeur pédagogique est évidente, il pose davantage de problèmes sur le plan de la recherche historique. Il doit son succès pédagogique au résumé saisissant qu'il propose de l'idéologie de la Révolution nationale. Pourtant, il n'a pas été conçu par le pouvoir central. Il est édité par le Centre de propagande pour la Révolution nationale d'Avignon. Ces centres sont des locaux de propagande installés dans les villes de la zone sud et affiliés à l'Amicale de France. Cette dernière est une association privée, mais, animée par Gabriel Jeantet, membre du cabinet du chef de l'État, elle jouit d'une reconnaissance officielle [Amaury, 1969]. C'est un groupement maréchaliste dont les services de Paul Marion échouent à prendre le contrôle. Toutefois, faute d'archives, son activité reste mal connue; d'autant que chaque centre est géré localement. On ne sait pas exactement quand cette affiche a été créée, à combien d'exemplaires et sur quel espace elle a été diffusée, combien de personnes ont pu la voir durant la guerre, comment ses commanditaires ont obtenu l'autorisation de l'afficher et le papier pour l'imprimer… Ce n'est donc pas à proprement parler un document de la Révolution nationale (si l'on entend par ce terme l'État français), mais il témoigne des relais que ses pro- ●●●

2. L'expression est de R. Paxton, 1997, p. 284 et 296.

●●● moteurs ont pu trouver dans le pays et de la pénétration, de l'assimilation et de l'appropriation de ce projet ; une appropriation suffisante pour qu'aujourd'hui cette affiche puisse passer pour un document de propagande du régime lui-même.

Cette image pose aussi problème à cause de son auteur, R. Vachet, dont on ne sait quasiment rien. Les dessinateurs des affiches du secrétariat général de l'Information sont mieux connus. Roland Coudon et Roland Hugon, par exemple, travaillent dans la publicité et l'illustration dans les années 1930. Pour donner corps à cette imagerie du travail, Vichy fait appel à des artistes qui bénéficient déjà d'une certaine reconnaissance. Les deux auteurs du timbre Travail de 1943, Paul-Pierre Lemagny et Raoul Serres, sont titulaires l'un et l'autre du grand prix de Rome. Lemagny est professeur à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts depuis 1939. Tous deux ont également en commun de commencer à dessiner des timbres durant la guerre. Mais le support de l'affiche est beaucoup plus utilisé pour parler du travail. Sur les 238 timbres sortis durant l'occupation, seuls deux ont pour thème le travail. Ils sont tous les deux édités un 24 avril, jour de l'anniversaire du maréchal Pétain. L'un en 1944 célèbre la charte du travail. L'autre en 1943 fait partie d'une bande de cinq timbres imprimée à un million d'exemplaires. Ceux des extrémités sont des portraits de Philippe Pétain se faisant face (l'un en civil, l'autre en militaire) ; les trois centraux illustrent chacun l'une des trois valeurs de la devise Travail, Famille, Patrie. Les timbres de cette bande sont les seuls émis durant la période de Vichy à porter la mention « État français ».

Tous n'ont pas la position de Lemagny et de Serres lorsqu'ils sont recrutés par les services de la propagande. Les affichistes et les photographes sont souvent des hommes jeunes, d'une trentaine d'années, qui n'accéderont à la notoriété qu'après la guerre, comme Bernard Villemot ou Robert Doisneau. Ces travaux d'artistes jeunes et encore méconnus ont certainement, pour leurs auteurs, davantage une valeur alimentaire qu'idéologique et on s'égarerait à vouloir y lire systématiquement la marque d'une adhésion personnelle. Après la débâcle du printemps 1940, les industriels passent moins de commandes aux affichistes et Bernard Villemot, qui n'a alors que 29 ans, gagne sa vie en se faisant employer pour décorer la vitrine de la rue Scribe du Commissariat aux sports, conduit par Jean Borotra de 1940 à 1942 [Gervereau, 1985]. Dans cet emploi, il réalise notamment l'affiche du serment des athlètes de 1943 [Levet-Labry, 2007]. Pour le secrétariat général de l'Information, il crée une affiche sur le travail qui prend, elle aussi, place dans un triptyque Travail, Famille, Patrie exposé dans un des wagons d'un train de la propagande qui circule dans le pays[3]. Robert Doisneau réalise des clichés d'artisans au travail pour la revue *Métiers de France*. On lui doit, notamment, la photographie d'un apprenti imprimeur qui illustre la couverture du numéro 9 de la revue en juin 1942[4]. À Lyon, l'équipe Alain-Fournier veut œuvrer au « redressement moral » et vit de commandes de l'État jusqu'en 1944 [Gervereau, 1990].

La propagande par l'image s'adresse au plus grand nombre quand elle utilise les affiches placardées dans le pays, les expositions fixes ou itinérantes dans les wagons des trains de la propagande ou encore les timbres-poste. Elle est destinée à un public plus précis quand elle est publiée dans des journaux ou des revues contrôlés par Vichy, par exemple la revue *Métiers de France*, créée par le service de l'artisanat, lui-même créé par Vichy au sein du ministère de la Production Industrielle[5]. L'activité de propagande de ce service est intéressante non seule-

3. AN 72AJ/1079.
4. AN F12 11973, *Métiers de France*, 9.
5. AN F12 11973.



ment à cause de la place que la Révolution nationale donne à l'artisanat, mais aussi par la personnalité de son chef de service, Pierre Loyer, qui incarne les ambiguïtés de Vichy. Pierre Loyer est un pétainiste fidèle qui reste au service du maréchal même après la libération de Paris. C'est un partisan convaincu de la Révolution nationale, mais qui mène aussi dans son service une politique dirigiste.

Le travail d'une France rurale et traditionnelle

Dans la fameuse affiche des deux maisons, la devise Travail, Famille, Patrie est gravée sur les fondations de la maison France redressée sous la protection du maréchal Pétain (les sept étoiles de la distinction de maréchal flottent au-dessus du logis). À l'inverse, la maison France & cie, celle livrée, selon R. Vachet, à l'influence des Juifs, des francs-maçons et des communistes (évoqués par l'étoile de David, les trois pointes d'un compas et la couleur rouge omniprésente dans cette partie de l'affiche), s'est écroulée en 1940 parce que ses fondations sont pourries. Cette France de la défaite repose sur du sable et sur l'un de ces sacs de sable, on peut lire le mot paresse. Ainsi, l'imagerie de la Révolution nationale oppose une France qui retrouve le goût du travail et celle d'avant-guerre qui en aurait oublié la valeur. Cette France de la paresse est évidemment celle du Front Populaire coupable d'avoir diminué le temps de travail et inventé les congés payés. Les pétainistes gardent en tête les images de ses occupations d'usine dans une ambiance festive.

Pour aller contre l'oisiveté de ces grévistes, Vichy choisit d'honorer le travail. La légende de l'affiche de Villemot proclame que *« le travail des Français est la ressource suprême de la patrie »*. Le secrétariat général de l'Information commande des affiches pour célébrer la fête du travail. Le régime s'empare du 1er mai pour montrer que *« le travail est à l'honneur »* comme l'affirme la légende de l'affiche dessinée par Roland Hugon pour le 1er mai 1942[6]. L'affiche du 1er mai 1941 est tirée à trois millions d'exemplaires. Probablement parce qu'il est plus consensuel (comme la fête des mères, la fête du travail n'est pas une invention de Vichy ; les manifestations du 1er mai sont plus anciennes), ce thème de la fête du travail résistera plus longtemps (jusqu'en 1942) que la Révolution nationale elle-même. Un motif est récurrent sur les affiches pour la fête du travail : celui d'un bâton de maréchal placé sur une enclume de forgeron. Cette image illustre assurément l'idée d'un Philippe Pétain parvenu aux plus hautes distinctions à force de travail. Elle célèbre le travail en donnant le maréchal en exemple dans une certaine forme de culte du chef. Mais ce dessin prend sens aussi parce qu'il fait écho aux autres

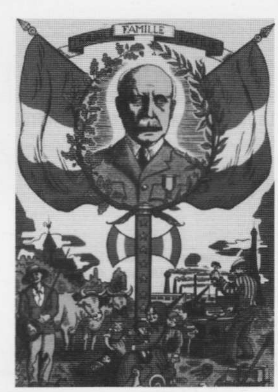


Extrait du discours du maréchal Pétain à Saint-Étienne en 1941. Le bâton de maréchal posé sur l'enclume symbolise la réussite de Philippe Pétain à force de travail.

images du travail véhiculées par la propagande. La figure du forgeron en est un leitmotiv, tout comme celle du laboureur.

Car le travail valorisé par l'imagerie pétainiste n'est pas tout le travail. Vichy opère une sélection. Le régime a ses préférés : le paysan et l'artisan. Il est clair que, dans la Révolution nationale, l'agriculture et l'artisanat incarnent le travail. Ce sont ces deux activités que l'imagerie utilise. À l'inverse, l'ouvrier et le monde de l'usine sont écartés. Sur le dessin de R. Vachet, les fondations supportent quatre solides piliers qui soutiennent la maison France. Les deux piliers centraux sont l'artisanat et la paysannerie. L'affiche Travail de Villemot est un photomontage réunissant trois artisans et un train de labours. Sur une gravure de Maurice Albe de 1941 figurent sous le portrait du maréchal Pétain et de part et d'autre de son bâton, le dessin d'un paysan devant ses bœufs dans un champ fraîchement labouré et celui d'un forgeron martelant une pièce sur son enclume.

Le travail des pétainistes est celui d'une France rurale et traditionnelle, d'une France ●●●



Gravure de Maurice Albe, 1941.

6. AN 72AJ/1403.

●●● d'avant la révolution industrielle. Sur l'affiche des deux maisons, la maison ruinée repose sur le système capitaliste. Ce n'est pas que les pétainistes refusent totalement l'industrialisation. Mais, pour eux, la France n'est pas l'Angleterre, elle n'a pas vocation à s'industrialiser davantage et c'est pour l'avoir oublié qu'elle a chu en 1940. La vocation de la France, c'est la terre. La France des pétainistes est un pays de paysans et c'est ce que montre l'imagerie de la propagande. Dans le duo de la paysannerie et de l'artisanat, le second est subordonné à la première. Les artisans de Vichy, comme le forgeron des images, sont des auxiliaires de l'agriculture. Vichy survalorise l'artisanat rural. Dans la revue *Métiers de France*, celui-ci figure (avec les métiers d'art[7]) sur la moitié des couvertures. En 1943, c'est un paysan que dessine Lemagny pour le timbre Travail. De même, André Galland place au premier plan un laboureur dans un champ aux sillons tricolores sur une affiche où la LFC *« veut faire la révolution par le travail »*. Le vrai travail est donc celui de la France éternelle des champs, de la terre qui ne ment pas (autre image où Pétain est représenté à la rencontre d'un laboureur[8]). L'image reproduit le vocabulaire de la droite barrésienne.

Avec le paysan et l'artisan, la Révolution nationale oppose aux conflits de l'usine le modèle du travail familial et indépendant. Le paysan, comme l'artisan, travaille avec son propre patrimoine, transmis dans la famille et exploité en famille. Toutefois, cette dimension familiale du travail apparaît plutôt dans les images consacrées précisément à la famille ou encore, par exemple, sur l'affiche pour le tirage de la loterie nationale du 31 mars 1943, dite Tranche de l'apprentissage[9]. Les images du travail insistent davantage sur le travail indépendant. Elles mettent en scène des hommes seuls. C'est très net pour l'agriculteur qui est montré sous les traits du laboureur seul derrière son attelage. Les artisans peuvent être plusieurs sur la même affiche, mais sans être ensemble. Chacun est alors dans son propre univers, dans son propre atelier. Il représente son corps de métier et travaille isolément. C'est le cas sur l'affiche de Villemot ou sur une affiche de 1942 intitulée *« La France compte sur ses artisans »* représentant, de chaque côté d'un cartouche central avec un message de Pétain, un menuisier seul en bleu de travail et, de nouveau, un forgeron, seul aussi, en tablier de cuir marron[10].

Les ouvriers aussi sont représentés seuls. L'ouvrier et l'usine ne sont pas totalement absents de l'image, mais leur représentation paraît subordonnée à celle de la paysannerie et de l'artisanat. Sur les dessins, les paysans et les artisans sont au premier plan. L'usine, modèle repoussé, est renvoyée, graphiquement, au second plan. Sa représentation est simplifiée. Cette usine, que l'on aperçoit au fond de l'image, c'est une cheminée et un toit en sheds. C'est ainsi, par exemple, que la représente Roland Coudon pour la fête du travail 1941[11]. On ne montre jamais l'intérieur de l'usine. Ainsi, on ne représente pas, non plus, l'ouvrier travaillant avec d'autres ouvriers dans l'usine. La propagande pétainiste ne reproduit jamais de concentration de travailleurs. L'ouvrier est montré seul, comme le paysan et l'artisan. La réalité du travail industriel à l'usine est occultée. En outre, sa représentation est ambivalente. Elle recoupe celle de l'artisan. L'artisan est le plus souvent représenté en forgeron, c'est un homme des métaux. Il manie le même outil (le marteau). Ces ressemblances permettent de glisser facilement de l'ouvrier métallo à l'artisan forgeron.

En rapprochant l'image de l'ouvrier de celle de l'artisan, Vichy donne le travail artisanal, ou, du moins ce qu'il se représente comme tel, en modèle à l'ouvrier. Les ouvriers apparaissent sur les affiches du 1er mai ou celles de la charte du travail. Celles-ci ont en commun l'anticapitalisme du message. La légende de l'affiche du 1er mai 1941 (*« je tiens les promesses, même celles des autres »*) est un extrait du discours de Saint-Étienne où le maréchal Pétain fait l'apologie d'un monde du travail débarrassé de la lutte des classes. Son dessin montre un ouvrier et Pétain se serrant la main. Pour la charte du travail, l'ouvrier, la maîtrise et le patron sont repré-

7. Cf infra.
8. AN 72AJ/1026, image 16.
9. AN 72AJ/1080.
10. AN 72AJ/1405.
11. AN 72AJ/1395.

sentés main dans la main. Grâce au corporatisme, les relations du travail sont débarrassées des luttes de classes inhérentes au capitalisme. L'ouvrier a les mêmes intérêts que ceux de son patron, qui sont ceux de leur métier. L'organisation corporatiste en corps de métiers érige l'atelier artisanal en modèle. Dans ce dernier, le compagnon et le maître-artisan travaillent ensemble, sans l'intermédiaire de syndicats et sans grèves. À destination des artisans, la référence aux anciennes corporations de métiers est claire. En couverture ou dans ses pages intérieures, *Métiers de France* montre des blasons de corporations médiévales et des images de saints patrons. L'atelier artisanal est donné en modèle par Pétain lui-même dans son discours de Thiers le 1er mai 1942. S'inscrivant dans la thématique du chef qui tient ses promesses, il annonce la réalisation d'une charte de l'artisanat. Dans ce discours, Pétain commence par parler des ouvriers, donnant ainsi l'artisanat en modèle à ceux-là. Le paradoxe est que Vichy échoue à appliquer le corporatisme dans l'artisanat. La charte de l'artisanat est un moyen pour le ministère de la Production Industrielle de soustraire les artisans à la charte du Travail préparée par le ministère du Travail ; elle témoigne de la rivalité entre ces deux administrations. En outre, elle ne sera finalement jamais appliquée.

La qualité du travail manuel

Il ne suffit pas de dire que le travail glorifié par Vichy est celui de l'agriculture et de l'artisanat pour lever la confusion avec d'autres discours politiques se référant au travail. L'agriculture et l'artisanat de 1940 ont évolué avec la révolution industrielle. Leurs productions se sont mécanisées. Contrairement à son image de refuge de la production manuelle, l'artisanat intègre les machines que le progrès technique met à sa disposition. Dès la fin du XIXe siècle, les menuisiers utilisent des bancs de sciage mécanique. Dans l'entre-deux-guerres, les pétrins mécaniques se répandent dans la boulangerie... L'agriculture aussi a fait sa révolution technique au XIXe siècle. Si les tracteurs restent encore rares, les faucheuses, les herses, les semoirs mécaniques, etc., se sont répandus. Des entrepreneurs de travaux agricoles sont apparus qui proposent leurs machines au moment des moissons par exemple. Dans toutes les régions existent des PME, et des artisans, pour fabriquer et entretenir ces machines agricoles.

Point de tout cela dans l'imagerie pétainiste. Le travail est manuel et la machine est absente. C'est le cas sur l'affiche Famille de Villemot. Pour le timbre Travail de 1943, Lemagny dessine un paysan moissonnant à la faux. L'image la plus fréquente pour évoquer le travail agricole est celle du laboureur guidant sa charrue tirée par un attelage de chevaux ou de bœufs. Sur de nombreuses images, même la charrue n'est pas présente ; on ne voit plus qu'un ou deux animaux de trait derrière un paysan tenant, à la main, un pic ou une fourche. Il existe une réticence évidente à montrer des machines. Celle-ci se retrouve dans l'évocation de l'artisanat. Les pétainistes en sont restés (mais, sur ce point, ils ne sont pas forcément les seuls) à l'assimilation du travail artisanal au travail manuel. Sur les affiches destinées au public le plus large, les artisans travaillent leur produit à la main. Là, l'image la plus fréquente est celle du forgeron tenant d'une main un marteau avec lequel il travaille une pièce de fer rouge, qu'il maintient sur l'enclume avec une tenaille de l'autre main. Comme pour le faucheur, l'image montre la main en action. Cette valorisation du geste manuel se retrouve aussi dans l'imagerie de propagande destinée aux professionnels eux-mêmes. Dès le premier numéro de *Métiers de France*, une double page intitulée *« intelligence et beauté de la main »* donne la tonalité. Elle montre, cadrées en gros plan, des mains travaillant à des gestes de précision comme la taille de pierres fines ou la gravure de métaux. Dans ces documents diffusés par Vichy auprès des professionnels, la machine n'est plus aussi systématiquement absente. On peut même y trouver la trace d'un embryon de vulgarisation technique. Mais, même là, l'approche de la modernité est ambiguë. Elle est très limitée ; elle est absente des deux tiers des numéros de *Métiers de France*, par exemple. Elle ne se trouve que dans les pages intérieures et jamais en couverture. Son usage est rejeté aux marges. Sur les photographies, ce sont des apprentis ou des femmes qui sont avec des machines ou des outils électriques comme si le vrai artisan se devait, lui, de travailler avec ses mains. Surtout, cette modeste évocation du progrès est contredite par le reste de ce que donnent à voir ces mêmes supports où le rouet domine la machine à coudre, et la faux, la faucheuse.

Dans l'industrie aussi, cette imagerie répugne à montrer des machines. Sur les affiches, la machine est simplement suggérée par le dessin d'un engrenage. Cette valorisation du travail manuel fait partie de l'anti-intellectualisme du pétainisme. Elle laisse peu de place à la figure de l'ingénieur, absent de l'imagerie destinée au grand public alors que par ailleurs Vichy leur accorde une certaine reconnaissance. On retrouve là aussi les ambiguïtés d'un régime qui aura souvent fait le contraire de ce qu'il disait.

Si la Révolution nationale préfère les façons traditionnelles éprouvées par un long usage, c'est qu'elle y associe une certaine idée de la qualité. Pour les pétainistes, la maîtrise de cette gestuelle de la main confère à ses détenteurs de la noblesse et elle est gage de qualité. ●●●



Pas question de saboter le travail en Allemagne, il faut faire honneur à la qualité française.

●●● Une qualité présentée comme une particularité française. Elle correspond au troisième thème de la devise Travail, Famille, Patrie. C'est l'aspect nationaliste du pétainisme. Presque paradoxalement, il se retrouve jusque dans la collaboration. En allant travailler en Allemagne, les requis du STO doivent faire honneur à cette tradition de qualité, pas question de saboter le travail. L'une des affiches de propagande du STO invite les travailleurs français en Allemagne à être ambassadeur de la qualité française[12].

La Révolution nationale fait de l'artisanat le creuset de cette qualité française. La maîtrise du travail manuel apparaît comme la garantie de la qualité et de la pérennité de la production. La propagande proclame la supériorité du métier manuel sur le travail à l'usine. Bernard Aldebert, sur une affiche de 1942 de l'équipe Alain-Fournier, place au premier plan sur un fond clair un solide gaillard tenant simplement ses outils à la main et à l'arrière-plan une usine qui brûle sur un fond sombre avec pour légende : *« le métier reste »*. Les



Affiche de Bernard Aldebert, 1942. Pour la propagande de la Révolution nationale, le métier manuel reste supérieur au travail à l'usine.

12. AN 72AJ/1427.

artisans sont les détenteurs d'un savoir-faire transmis de génération en génération dans le cadre de l'atelier. Cette transmission est un héritage. Elle se fait dans le cadre de la famille, autre valeur mise au premier plan par Vichy. Une affiche de 1942 de Philippe Noyer, également de l'équipe Alain-Fournier, proclame *« donne à ton fils l'amour de ton métier »*. Le travail et la famille forment ainsi un tout cohérent. L'artisan, comme le paysan, hérite du patrimoine avec lequel il travaille et du savoir-faire qui lui permet de le valoriser et de le transmettre à son tour. Ainsi, l'artisan fait une production de qualité car il y a personnellement intérêt. La production industrielle, par son caractère impersonnel, ne pourrait pas offrir les mêmes garanties. L'apprentissage de ce savoir-faire a la valeur d'une initiation. Pour les traditionalistes, l'artisan est aussi un maître qui forme des apprentis en leur transmettant les secrets qu'il a lui-même appris de ses maîtres. Seul l'atelier artisanal où le maître, le compagnon et l'apprenti se côtoient au travail semble devoir permettre la préservation de ces traditions. Le verbe pétainiste oppose la tradition de qualité de la production familiale à la camelote industrielle. S'adressant aux artisans, Pétain parle des *« antiques traditions »* héritées de *« tant de siècles »* qui ont fait la *« fortune »* et la *« gloire »* du pays[13]. L'image appuie cette rhétorique en montrant des objets faits à la main, d'une grande finesse et à la valeur artistique avérée. Elle illustre ainsi la qualité défendue dans les discours – le verbe et l'image s'épaulent – tout en incitant les artisans à s'inscrire dans cette tradition. Dans *Métiers de France*, le service de l'artisanat mène une véritable croisade pour le « bon goût ». Mais, ce faisant, la propagande survalorise l'artisanat d'art, tout comme l'artisanat rural, et elle enferme l'artisanat dans une conception réductrice qui laisse de côté, en particulier, ses aspects plus modernes.

Au final, on comprend que la conception pétainiste du travail se retrouve si peu dans les discours politiques actuels, même les plus à droite, tant elle n'est plus opérante. Mais cette vision n'était pas opérante non plus en 1940. C'est sa principale faiblesse, qui explique que très rapidement, la Révolution nationale s'éclipse. C'est une conception du travail intemporelle, celle d'une France éternelle idéalisée. Elle est traditionaliste et même réactionnaire puisqu'elle procède d'un double rejet de la Révolution française (Travail, Famille, Patrie contre Liberté, Égalité, Fraternité) et de la révolution industrielle. C'est aussi un travail choisi. Ce choix véhicule une hiérarchie. Le travail le plus honorable est celui du paysan. Vient ensuite l'artisan qui est l'auxiliaire du paysan dans le travail des champs. Puis viennent l'ouvrier et le travail dans l'usine dont la vision est subordonnée à celle de la paysannerie et de l'artisanat. L'ouvrier de la Révolution nationale n'est pas le camarade mais le compagnon. Il ne défend pas ses droits avec les autres ouvriers face au patron. Il travaille avec son patron. La Révolution nationale montre une industrie où le patron et l'ouvrier travaillent main dans la main, libérée de la lutte des classes sur le modèle – rêvé – de l'artisanat. ■

Cédric PERRIN



Affiche de Philippe Noyer, 1942. Le travail et la famille forment un tout cohérent.

13. *Métiers de France*, 1, éditorial.

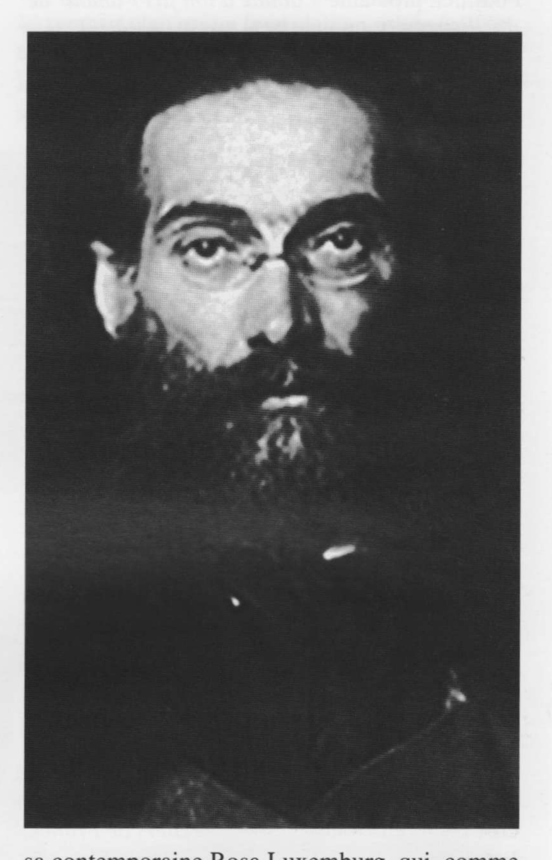
BIBLIOGRAPHIE

Amaury P., *De l'information et de la propagande d'État. Les deux premières expériences d'un « ministère de l'information » en France*, LGDJ, 1969.
Cointet M., *Pétain et les Français*, Perrin, 2002.
Delporte C., *Les crayons de la propagande*, Paris, CNRS, 1993.
Gervereau L., « Portrait d'un affichiste », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2, 1985.
Gervereau L., Peschanski D. (dir.), *La propagande sous Vichy, 1940-1944.*
Levet-Labry E., « École nationale d'éducation physique et sportive et Collège national de moniteurs et d'athlètes de 1941 à 1942 : complémentarités et concurrences », *STAPS*, 75, pp. 101-114, 2007.
Passera F., *Les affiches de propagande 1939-1945*, Mémorial de Caen, 2005.
Paxton R., *La France de Vichy*, Seuil, rééd. 1997.
Perrin C., *Entre glorification et propagande. L'État et les artisans (1938-1970)*, CHEFF, 2007.
Rousso H., *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Seuil, 1987-1990.

Le pacifisme anarchiste de Gustav Landauer

Dans les années qui précèdent 1914, en Allemagne, Gustav Landauer tente de faire obstacle à la guerre en propageant ses idées pacifistes à travers discours et articles théoriques.

Article paru dans *Collegamenti Wobbly*, n° 9, gennaio-giugno 2006 et reproduit ici avec l'aimable autorisation du site http://anarchisme-nonviolence2.org/. Traduction : Jean-Manuel Traimond.



La première décennie du XX[e] siècle en Allemagne fut caractérisée par les présages de guerre, que l'anarchiste Gustav Landauer (1870-1919) – animateur d'une organisation libertaire étendue à tout le territoire national, la Ligue socialiste – observa et jugea avec autant de justesse que d'engagement militant[1]. Dès 1907, il vit dans le militarisme du Reich de Guillaume II son principal objectif polémique : en réfléchissant à la politique étrangère allemande, il lia le militarisme au nationalisme et à l'idéologie chauviniste dont le succès auprès des masses était dû à leur immaturité politique[2]. Il lui opposa donc, dans les articles successifs publiés par l'organe de la Ligue socialiste, *Der Sozialist*, un pacifisme à réaliser par *« l'éducation »* du peuple.

La ligne défendue par Landauer se fondait sur l'idée que la société anarcho-socialiste ne pouvait provenir que de l'implication directe des hommes décidés à construire un monde d'où seraient bannies l'exploitation et l'oppression ; la société idéale, en somme, ne pouvait être conçue comme le résultat d'une action venue d'en haut, ni comme inéluctable. Cette conception s'appuyait sur l'idée de la communauté, en tant que cellule fondamentale de l'organisation sociale, dans laquelle la production se serait développée grâce au système coopératif. Landauer ne se fiait donc ni à l'action des partis ni à celle des syndicats ; la cité future serait une communauté de communautés, imaginée comme le succès d'un processus de séparation d'avec la société existante. Il ne se reposait pas plus sur l'action d'une classe sociale déterminée, mais espérait la création d'un peuple nouveau, à la naissance duquel aurait contribué l'engagement pour une culture nouvelle. Du point de vue organisationnel, enfin, la Ligue socialiste aurait repoussé toute tentative centralisatrice, optant à l'inverse pour une structure de type fédéral.

Paix, guerre, mouvement social

La paix entre les nations, selon Landauer, constituait la prémisse de la réalisation du projet de la Ligue. Ceci distinguait ses positions de celles de sa contemporaine Rosa Luxemburg, qui, comme Lénine, bien que s'opposant à la guerre menaçante, pensait que des tensions entre les puissances impérialistes naîtrait le sursaut révolutionnaire de la classe ouvrière. Luxemburg ne pensait pas que l'impérialisme soit la conséquence de la nouvelle phase du capitalisme, mais elle estimait que le capitalisme était une conséquence naturelle du système, joint au stade de développement où il était nécessaire de s'approprier la plus-value dérivant de l'exploitation des formations sociales arriérées. La dirigeante socialiste pensait aussi que l'impérialisme et son corollaire le militarisme devaient être abattus par la révolution, pas par des proclamations pacifistes[3].

Sur le thème de la guerre et de la paix, les idées de Landauer ne se différenciaient pas de la ligne dominante de la social-démocratie allemande et du socialisme d'orientation marxiste de l'époque qui, à la suite des dernières réflexions d'Engels, se fiaient à la paix en tant que véhicule du changement social[4]. À l'occasion de l'annexion autrichienne de la Bosnie-Herzégovine (1908), par exemple, Landauer avait précisé que, dans cette crise qui menaçait de tourner en une guerre plus étendue, ce qui était en jeu n'était pas seulement

1. Voir « L'anarchismo in Germania : il pensiero politico di Gustav Landauer », *Collegamenti Wobbly*, nuova serie n ° 5, gennaio-giugno 2004, p. 103-111.

2. G. Landauer, « Parlamementskritik », *Das Blaubuch*, II, n° 22, 30 maggio 1907, p. 663-669.

3. Voir la synthèse par Rosa Luxemburg in *L'accumulazione del capitale, contributo alla spiegazione economica dell'imperialismo* (1913), Torino, Einaudi, 1968.

4. Cf. Madeleine Rébérioux, « Il dibattito sulla guerra », in *Storia del marxismo*, vol. 2, Einaudi, 1979, p. 908. Et « Introduizone alla prima ristampa di le lotte di classe in Franca del 1848 al 1850 », in *K. Marx, Fr. Engels, Opere scelte*, Editori Riuniti, p. 1275.

LANDAUER, GUSTAV (1870-1919)

Né à Karlsruhe, Gustav Landauer suit des études interrompues de littérature et de philosophie et entre en contact avec les « jeunes » du SPD, qui sont en opposition avec la ligne de leur parti. En 1893, il est le rédacteur de *Der Sozialist*, l'organe des « jeunes », qui devient celui de la tendance anarchiste dans ce groupe. Arrêté la même année pour ses activités politiques, il fait deux, puis neuf mois de prison. Il y approfondit ses idées politiques, considérant désormais que le changement social ne se fera que par la prise de conscience par les opprimés de la « servitude volontaire » qui les attache aux appareils de domination, qu'il ne se concrétisera ensuite que par la formation de coopératives de production et de consommation. Influencé par le pacifisme de Tolstoï, il fonde en 1908 le Sozialisticher Bund, qui va s'opposer à la guerre. Après la défaite des spartakistes, il s'engage, avec Erich Mühsam, dans le mouvement en faveur des conseils ouvriers. Il est commissaire du peuple à la Culture et à l'Éducation dans la première République des conseils de Bavière (7-13 avril 1919). Arrêté après la chute de la seconde République des conseils, il est exécuté le 2 mai à la prison de Munich-Stadelheim.

[Biographie in, Franz Jung, *Le chemin vers le bas. Considérations d'un révolutionnaire allemand sur une grande époque (1900-1950)*, Agone, 2007]

un idéal abstrait de « justice », mais l'intérêt direct des socialistes qui trouveraient dans la guerre la barbarie plutôt que le socialisme. Le changement qu'il recommandait passait du reste par une construction lente, progressive et « tranquille », du socialisme dans la société existante, sans l'exigence d'un soulèvement de masse contre celle-ci[5]. Mais la société anarcho-socialiste devait être le produit de l'action consciente des individus mis en mouvement par une théorie claire, qui ne pouvait se diffuser que dans la paix, lorsque les réunions et les discussions sont possibles. En 1911, en se prononçant sur la seconde crise du Maroc, il mit l'accent sur l'idéologie de la guerre, qui entraînait des conséquences immédiates sur la situation politique intérieure ; car elle tentait d'unir le peuple autour du gouvernement au nom de la cause patriotique commune, empêchant par là sa maturation politique et intellectuelle. La crise marocaine avait aiguisé le nationalisme allemand. Elle avait créé dans le pays un sentiment de défaite, car les aspirations expansionnistes avaient été frustrées, et ouvert la voie à l'intensification de la propagande revancharde, qui visait à la création d'un puissant empire colonial capable de s'opposer à ceux des autres nations. L'idée de la « guerre préventive » contre la France, avancée dans le passé par Bismarck, appuyée par l'industrie militaire, trouva ces années-là un terrain favorable pour se répandre dans de vastes couches de la population. Contestant les hypostases utilisées par l'idéologie dominante, Landauer tenta de les démasquer : *« Nous avons envoyé un bateau de guerre au Maroc. Nous avons commencé à négocier avec le gouvernement français. Nous avons ? Nous ? Oui, nous, ou comme sont poussés à dire les lecteurs de journaux, l'Allemagne. »* Bref, derrière une terminologie trompeuse, se cachaient les intérêts de puissances rivales. Le peuple ne pouvait savoir quels étaient les véritables enjeux de l'affaire marocaine parce que *« nous avons confié à peu de personnes le pouvoir de disposer de notre vie, de notre mort, et de notre conscience[6] »*.

Par une intervention ultérieure dans *Der Sozialist*, « Révolution, nation et guerre » (1912), Landauer reconnut que la guerre était consubstantielle au système étatique, qui n'était pas exclusivement le produit du capitalisme, ou, autrement dit, qui n'était pas seulement lié à l'existence de l'État capitaliste. Réfléchissant aux expériences révolutionnaires du passé (en particulier à la Révolution française) et du présent (surtout la révolution mexicaine de 1911), il remarqua que, une fois conquis le pouvoir, ou atteints les objectifs que l'action révolutionnaire s'était fixés, les peuples « en armes » devaient eux aussi nécessairement se tourner vers la guerre contre les puissances hostiles : *« La guerre des États, la politique étatique ne provoque pas que guerre sur guerre ; la politique étatique entraîne également nécessairement, nous sommes contraints de le reconnaître, que la révolution mène à la guerre comme légitime défense contre la tentative d'oppression des États étrangers qui attaquent de l'extérieur[7]. »*

Le résultat de la révolution politique, c'est-à-dire le changement radical dans un seul pays grâce à l'action décidée du peuple, ne pouvait mener immédiatement à l'abolition de la guerre, inséparable de l'existence de l'État en soi : Landauer souligna alors la valeur d'une action pacifiste à caractère internationaliste[8] : *« Aucun peuple ne peut se préoccuper de la liberté et tenter de fonder un ordre juste chez lui, sans que tous les autres peuples ne soient solidaires de la lutte contre la guerre et contre l'État. Tant qu'on ne parviendra pas à ceci, non seulement les États continueront à faire la guerre, mais même les nations révolutionnaires seront contraintes de s'armer pour la faire. »*

Le penseur reprenait là l'inanité de l'effort révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique et, à l'inverse, sa prédilection pour un changement lent mais irréversible que la perspective communautaire aurait garanti ; mais seulement dans un environnement de paix ●●●

5. GL, « Der Krieg », *Der Sozialist*, troisième série, I, n° 4, 1er avril 1909, p. 25-27.
6. GL, « Marokko », *Der Sozialist*, troisième série, III, n° 14, 15 juillet 1911, p. 105.
7. GL, « Revolution, Nation und Krieg », *Der Sozialist*, troisième série, IV, n° 4, 15 février 1912, p. 25.
8. *Ibid.* p. 26.



●●● qui aurait assuré la stabilité aux conquêtes obtenues. Il en conclut *« que l'élan et l'action d'un individu, d'une équipe, d'un peuple, de masses déterminées peuvent être soudains, grands, puissants, véhéments. Mais les résultats obtenus et consolidés en fin de compte ne sont qu'un petit pas en avant. Ceci doit nous faire comprendre que notre tâche est difficile et de longue durée*[9] *»*.

Une arme contre la guerre : la grève

Landauer avait présenté la synthèse de ses conceptions à une assemblée à Berlin, le 19 septembre 1911, devant un public d'à peu près 700 personnes. Il souligna la nécessité d'une action organisée pour faire obstacle à la guerre des États[10]. Le discours fut imprimé la même année, sous le titre « Pour l'abolition de la guerre par l'autodétermination du peuple » à 100 000 exemplaires, mais il fut immédiatement confisqué par la police. En octobre 1912, Landauer en publia dans *Der Sozialist* les passages les plus significatifs quant à la capacité de la classe ouvrière d'éviter la guerre et quant à l'efficacité de la grève générale.

Le thème de la grève constituait un élément de polémique dans la social-démocratie allemande comme dans le socialisme international. En Allemagne, la gauche social-démocrate dirigée par Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Franz Mehring et Klara Zetkine soutenait l'idée de la *« grève de masse »*, appelée ainsi pour la distinguer de la *« grève générale »* des anarchistes et des syndicalistes. Elle avait un caractère politique, parce qu'elle ne devait pas être proclamée pour obtenir des concessions de détail du gouvernement, mais représentait une arme révolutionnaire. Ces positions rencontrèrent une opposition au sein du parti. Les dirigeants syndicaux liés au SPD, en particulier, repoussaient l'hypothèse de la grève, dont ils prévoyaient l'échec. Ils étaient sûrs qu'ils ne pourraient y impliquer que leurs adhérents, provoquant alors la répression gouvernementale. La direction du parti, guidé depuis 1900 par August Bebel, n'admettait de son côté l'usage de l'arme de la grève que si les droits constitutionnels fondamentaux se voyaient mis en péril. Même en ce cas, la grève n'aurait pas eu de caractère « spontané » et « insurrectionnel », comme le soutenaient Luxemburg et la gauche[11].

La position de la majorité social-démocrate se répercutait aussi au sein de la Deuxième Internationale (1889-1914), dont le SPD était le parti dominant. Au congrès de Stuttgart en 1907, à la suite de la révolution russe qui, deux ans plus tôt, avait beaucoup utilisé l'instrument de la grève, les discussions sur le danger de guerre avaient été dures. Dans les diverses motions présentées dans le débat sur le militarisme, on discuta des moyens d'éviter les préparatifs de guerre. La motion présentée par Bebel reprenait les positions du parti allemand et évitait de soulever la question de la grève ; celle du socialiste français Jean Jaurès s'appuyait sur la solidarité internationale des ouvriers, sans entrer dans les mérites des actions à entreprendre (*« de l'intervention parlementaire à l'agitation publique, aux manifestations populaires et aussi à la grève générale et à l'insurrection »*) qui seraient choisies sur la base des conditions spécifiques de chaque nation. Enfin, Gustave Hervé, défendant les positions du syndicalisme révolutionnaire inspiré par Georges Sorel, avait proposé de répondre à une éventuelle déclaration de guerre par une *« grève militaire »* insurrectionnelle[12]. Le document final approuvé à Stuttgart reprit en gros les positions allemandes et ne se référa pas à l'arme de la grève contre la guerre[13]. La question fut résolue trois ans plus tard au congrès de Copenhague (1910). L'Anglais Kair Hardie y défendit l'idée d'une action internationale organisée pour bloquer le travail dans tous les secteurs industriels liés à l'industrie de guerre. Cependant, même à cette occasion, on évita toute référence à la grève générale dans la résolution finale approuvée par l'assemblée.

Les analyses de Landauer dans « L'abolition de la guerre par l'autodétermination des peuples », « Sur le libre jour du travail » (1911) et « La social-démocratie et la guerre » (1912)[14] développent un discours unitaire mais pas systématique sur la grève.

Le raisonnement de Landauer était lié à un appel, publié en septembre 1911 dans *Der Sozialist*[15] par le groupe berlinois « Arbeit » de la Ligue socialiste, qui suggérait aux travailleurs d'organiser une grève de masse contre la guerre, ledit *« libre jour du travail »*. Landauer indiqua les présupposés de l'initiative, les reliant au thème du nationalisme patriotique[16] :

« Les travailleurs qui se sentent socialistes n'ont aucun intérêt patriotique. Sans doute, ils aiment leur pays, leur langue maternelle, leurs coutumes,

9. *Ibid.*
10. La conférence, intitulée « Der Krieg – Die Regierung – Die Sebstbestimmung des Volks », avait été organisée par le groupe Arbeit de la Ligue socialiste. Voir « Offentliche Reden und Vorträge GL », in GL, *Zeit und Geist*, R. Kauffeldt et M. Maatzigkeit, 1997, p. 358.
11. Voir Cole, *Storia del Socialismo*, vol. III, la Seconda Internazionale, 1889-1914, tome I, 1968, p. 376.
12. Salsano, *Antologia del pensiero socialista*, vol. III, la Seconda Internazionale, 1981, p. 5-46.
13. 7e congrès socialiste international tenu à Stuttgart du 16 au 24 août. Compte rendu analytique publié par le secrétariat du bureau socialiste international, Bruxelles, 1908.
14. GL, « Vom Freien Arbeitertag », *DS*, 3e série, III, n° 19, 1er oct. 1911, p. 145-146.
15. G. « Arbeit ». « An die deutschen Arbeiten ! », *DS*, III, 17 sept. 1911,p. 129.
16. GL, « Vom Freien Arbeitertag », p. 145.

mais ils savent qu'ils n'ont rien à voir avec les controverses entre gouvernements, qu'ils n'ont rien à attendre des intérêts de leurs riches oppresseurs. Les travailleurs qui se sentent socialistes ne veulent aucune guerre. Ils refuseraient et abhorreraient même une révolution qui, bien que préparée avec soin, se servirait, comme dans les guerres entre États, de moyens raffinés d'assassinat de masse. Ils ont donc le devoir de refuser la guerre, non seulement parce qu'ils n'ont aucun intérêt à en soutenir les objectifs, mais parce qu'un conflit leur nuirait directement. »

Considérant que les travailleurs peuvent exercer le contrôle sur la production, Landauer propose que ceux-ci suspendent le travail, dévoilant ainsi leur force : *« Si les travailleurs refusent de continuer à produire, aucun gouvernement ne peut se lancer dans une guerre. » « Le libre jour du travail »* devait être préparé par les travailleurs eux-mêmes, sans la médiation du parti social-démocrate, voire des syndicats dont l'anarchiste dénonçait la bureaucratisation progressive, affirmant avec un vocabulaire qui évoquait la réflexion à la même époque de Robert Michels, que dans les organisations du mouvement ouvrier régnait non la démocratie, mais la démagogie. Il proposait l'idée de l'auto-organisation des travailleurs, qui s'uniraient en ligues et en groupes – comme dans la Ligue socialiste – selon leur secteur industriel. Les manifestations contre la guerre auraient eu un caractère national, sans prévoir cependant une rencontre centrale, mais en développant les initiatives locales, à l'écart de l'influence des organisations politiques et syndicales officielles[17].

Dans son texte d'octobre 1912 sur l'abolition de la guerre, Landauer dut toutefois déjà constater l'échec de l'initiative. Il en analysa les raisons : les travailleurs ne pouvaient en théorie que refuser la guerre, parce qu'ils sentaient *« au fond d'eux-mêmes »* qu'ils en seraient les principales victimes ; d'un autre côté, ils étaient incapables de lancer la grève, l'unique action de masse qui aurait pu arrêter la guerre. Il commenta cette contradiction fondée sur l'idée de l'individu qu'il avait déjà développée dans le passé. Chacun, selon lui, porte en soi un savoir transmis par les générations précédentes et appartenant à l'espèce : *« Les personnes ne réussissent pas à penser leurs idées, elles cachent en elles-mêmes des connaissances infinies et une secrète sagesse, mais elles ne réussissent pas à les mettre en œuvre*[18]*. »* Dans ce savoir générique se retrouve le désir de paix, écrasé par la société capitaliste moderne et par l'État, puisque les travailleurs ne sont plus en état d'agir de manière autonome et d'affirmer leurs intérêts et leurs valeurs. De façon critique envers la politique, il situa la cause de cette situation dans la séparation entre travail manuel et travail intellectuel ; elle a pour conséquence que la majeure partie du peuple ne peut plus réfléchir à l'intérêt général : *« Les ouvriers pensent lentement ; chez leurs parents on pensait avec lenteur et l'école ne les a pas améliorés, elle ne les a pas entraînés. Leur pensée est restée emprisonnée et ils ont toujours jugé favorablement la possibilité d'attribuer à d'autres la tâche de penser à leur place. Ceci, seulement ceci, est la cause du malheur dont nous parlons : le système de la délégation ! »*

Landauer ne voyait aucune différence entre un gouvernement réactionnaire et un gouvernement progressiste, proche des intérêts du travail, parce qu'il considérait que c'est dans la représentation politique que plongent les racines de la renonciation à exercer la faculté d'autodécision donnée à chacun. C'est pour cela qu'il voyait dans la grève générale organisée de façon autonome par les travailleurs le seul moyen d'empêcher la guerre, et le premier pas vers un nouvel ordre social sans gouvernements ni partis. Le type d'organisation qu'il proposait de réaliser dans l'immédiat contenait une évolution vers l'autonomie des sujets sociaux. Il avait pensé au modèle représenté par le prélude de la Révolution française : *« Les sections et les quartiers à Paris et dans les autres villes s'articulaient, pendant la grande révolution, de cette façon : les assemblées demeuraient en session permanente, contrôlaient et conseillaient constamment leurs représentants. Elles ont par là nourri leur capacité à prendre des décisions autonomes et elles n'ont pas seulement accompli un travail précieux pour l'avenir, elles ont forgé un présent, une action vitale, une vie publique joyeuse. »*

La grève, donc, pour lui n'était pas qu'un moyen de barrer la route à la guerre, mais constituait déjà un résultat. Au moment même où les travailleurs se seraient dotés d'une structure autonome, ils auraient accompli un pas vers la reconquête de la liberté volée par les gouvernements. *« Si nous nous préparons à récupérer la liberté, si nous nous organisons de la bonne manière, avec des moyens qui ne créent pas une nouvelle servitude et un nouveau gouvernement, nous verrons déjà dans cette préparation, dans cette libre organisation, la liberté, la joie, le bonheur*[19]*. »*

Un pacifisme éthique

Les contradictions du SPD et des autres partis socialistes, entre hostilité au conflit et incapacité de lancer des actions de masse pour l'empêcher, se répercutèrent sur l'Internationale, qui fut incapable de poser des limites au processus d'intégration nationale des socialismes des différents pays, prenant ainsi le chemin qui la mènerait à l'échec de 1914.

En particulier, on vit se renforcer constamment au sein de l'Internationale une aile, de droite, soutenue par de nombreux Allemands et ●●●

17. *Idem*, p. 146.
18. GL, *DS*, III, IV, n° 19, p. 149.
19. *Idem*, p. 150-152.

●●● d'autres pays, enclins à accepter comme un fait l'existence d'empires coloniaux, et qui proposait *« une politique coloniale socialiste »*, visant à améliorer le traitement des indigènes et à s'assurer que l'exploitation des ressources naturelles se fasse en faveur de toute l'humanité[20]. Le débat fit rage dans la social-démocratie allemande. Nous avons déjà mentionné la politique antibelliciste de Karl Liebknecht, auteur d'un essai célèbre sur le militarisme et l'antimilitarisme. Il y dénonçait le caractère capitaliste et impérialiste de la guerre et, en politique intérieure, le caractère répressif du *« militarisme prussien*[21] *»*. Karl Kautsky prit position à cette époque. Le théoricien de l'orthodoxie jugeait que la politique de l'impérialisme pouvait être le fourrier de la révolution. Alors, contrairement au passé, elle ne risquait pas d'être *« prématurée »*, vu que le mouvement ouvrier, grâce à son parti, avait à présent acquis la force et l'autorité suffisante pour se charger de la conduite de la société. Il formula ensuite, dans les années de guerre, la théorie de l'*« ultra-impérialisme »* qui, contrairement à ce que seront ensuite les thèses de Lénine, niait que la phase impérialiste soit le stade ultime du capitalisme[22]. Enfin parut l'étude de Rudolf Hilferding sur le capital financier qui, au sein des débats des *Marx Studien* publiées à Vienne en 1904, voyait dans les noces du capital bancaire et du capital le danger des guerres interimpérialistes, fourrier cependant là encore de la révolution sociale[23].

Landauer estimait que l'éthique devait guider les travailleurs dans leur lutte contre la guerre, une éthique nourrie de la valeur suprême du refus de la barbarie.

Landauer, dans un article de 1912, « La social-démocratie et la guerre », s'appuya sur le débat dans le socialisme pour exprimer un point de vue antibelliciste de caractère éthique. En tant qu'observateur du Congrès internationaliste de Bâle en novembre de cette année, il souligna que, contrairement aux déclarations *« pour la galerie »*, les partis sociaux-démocrates avaient une fois de plus démontré leur manque d'union et leur incapacité à déclarer la grève générale contre la guerre, comme l'avaient proposé Jaurès à Stuttgart et Hardie à Copenhague, et s'étaient limités à des déclarations de paix toutes rhétoriques[24]. Selon Landauer, l'incapacité d'adopter une position antibelliciste cohérente était due à l'hostilité de l'idéologie marxiste, hégémonique dans la social-démocratie internationale, à l'encontre de toute attitude éthique, et à son acceptation acritique du *« réalisme politique »*. La position de l'anarchiste se basait en revanche sur une opposition de principe à la guerre, dont le seul résultat est la barbarie. Il écrivit : *« Le marxisme est par nature enclin à se dresser contre toute idéologie, contre toute passion, contre tout point de vue éthique. Pour les marxistes, il n'y a aucune raison de principe contre la guerre, ou qui fasse recours à l'idéologie, à la passion, à l'éthique ; idem pour les révisionnistes. »*

Landauer remarquait que, cinquante ans plus tôt, Marx et Engels, dans *La Nouvelle Gazette Rhénane* avaient vu dans la guerre un moyen de réalisation du socialisme. Il les critiqua, soulignant qu'ils avaient été poussés à des positions antirusses par leur conviction que le socialisme pouvait se développer en peu de temps ; de même, à son avis, le SPD prenait une position ambiguë à l'égard de la guerre, parce qu'il la croyait proche de la conquête du pouvoir. C'était pourtant une erreur d'analyse, bientôt démontrée par la réalité, à laquelle s'associait une erreur théorique : croire que le socialisme pouvait être construit par l'action du prolétariat dans l'État, cela portait nécessairement à accepter la logique de guerre, qui pour un anarchiste est de même nature[25]. Il estimait au contraire que l'éthique devait guider les travailleurs dans leur lutte contre la guerre, une éthique nourrie de la valeur suprême du refus de la barbarie, une valeur à réaliser à travers la construction des communautés mises à la base de la société idéale de l'avenir. D'ailleurs, Landauer tenta toujours de rester fidèle à une conception de l'éthique qui imposait d'organiser concrètement sa vie en harmonie avec ses propres principes.

Il est clair que Landauer proposait une interprétation simpliste des positions de Marx et Engels, ne serait-ce qu'en ne les replaçant pas dans le contexte historique de l'époque et dans leur théorie du développement historique ; pour eux la guerre de l'Europe civilisée contre la Russie *« dernier rempart de la réaction »* aurait anéanti les résidus féodaux, créant ainsi les conditions de la lutte socialiste du prolétariat. Cependant, d'un autre point de vue, son interprétation a valeur de prophétie, parce qu'au déclenchement du conflit mondial, le gouvernement allemand eut beau jeu d'exploiter les sentiments antirusses de la social-démocratie. Avant de s'aventurer dans la guerre éclair contre l'Occident, le gouvernement prit la précaution de faire parvenir la déclaration de guerre au Tsar, sans laquelle – selon le chancelier Bernhard von Bülow – les sociaux-démocrates n'auraient pas voté les crédits lors de la séance parlementaire du 4 août 1914. Les marxistes allemands, selon Landauer, avaient du reste transformé le marxisme en dogme, en le réduisant à une espèce de catéchisme ; il renvoyait pourtant la critique à Marx et Engels eux-mêmes, et appelait son geste marxisme ; les objections de Landauer s'élevaient contre un

20. Cole, *op. cit.*, p. 88, Rebérioux, *op. cit.*, p. 929.
21. Karl Liebknecht, *Militarismus und Antimilitarismus*, 1907.
22. Kautsky, *La via al potere*, 1969.
23. Hilferding, *Il capitale finanziario*, 1961.
24. Cole, *Il pensiero socialista*, vol. II, p.108-111.
25. GL, *Die Sozialdemokratie und der Krieg*, *cit.*, p. 181-182.

marxisme *« vulgaire »*, simplifié. Il semble qu'en vérité il y ait une transposition dans ses écrits ; les *« marxistes »* y sont en réalité les sociaux-démocrates plutôt que les *« fondateurs »* présumés de la doctrine.

Une lecture libertaire de l'idée de nation

On a dit que selon Landauer la guerre était innée à l'État ; il pensait que l'un comme l'autre devaient être dépassés. Mais l'emprise du nationalisme sur les peuples d'Europe devait-elle pousser les anarchistes à prévoir aussi l'abolition des nations ? Landauer donnait une réponse négative nette, et, en ces temps de consolidation des états-nations, tenta de séparer le concept d'État de celui de nation. Or ce thème était déjà lui-même objet d'un vaste débat. D'un côté certains jugeaient que l'idée de nation était un résidu du passé, mise en crise par le caractère international du capitalisme, et que le socialisme balaierait définitivement. De l'autre on voyait émerger l'attribution à la nation d'une signification culturelle et sociale encore vivante et que l'internationalisme prolétarien devrait valoriser, en l'épurant des déformations dues au nationalisme et à la politique de pouvoir. C'est dans ce cadre conceptuel que se déroulèrent les discussions à l'époque de la Seconde Internationale[26]. De position « orthodoxe », Kautsky accepta les arguments de Marx et d'Engels sur le caractère temporaire des nations et de leurs conflits, affirmant la priorité des objectifs de classe de la révolution sociale sur la conquête de l'indépendance nationale. Il reconnut cependant avec réalisme qu'en ces années-là la lutte de classes ne pouvait se développer que dans le cadre des États-nations[27]. Rosa Luxemburg et Anton Pannekoek, de la social-démocratie européenne, nièrent le droit à l'autodétermination des nations *« mineures »*, convaincus que même la question nationale était une question d'*« intérêts de classe »*.

Opposé aux idées de Luxemburg en particulier au sujet de l'unité polonaise, Bernstein attribua en revanche une grande importance au sentiment d'appartenance nationale, lançant l'hypothèse d'institutions européennes de type fédéraliste. Le thème fut traité de façon riche et originale dans le courant « austromarxiste ». Stimulés par les problèmes liés à la multiplicité des nations de l'empire austro-hongrois, Max Adler, Otto Bauer et Karl Renner signalèrent que les nations avaient tendance à se consolider et invitèrent le socialisme à en valoriser les éléments positifs. En particulier, Bauer ne voyait pas de contradiction entre révolution sociale et révolution nationale et, comme Bernstein, appuyait l'idée fédéraliste des États-Unis d'Europe : Renner mettait en évidence le concept d'*« autonomie culturelle »* des nations, basée sur la possession d'une langue par une *« communauté »*, un terme qui pour ce penseur coïncidait avec celui de nation.

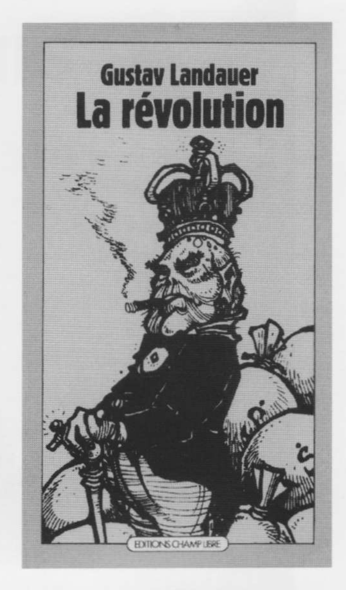
Bien que le débat soit particulièrement riche au sein du socialisme germanophone, la réflexion de Jaurès, hostile au militarisme, pacifiste et défenseur d'un socialisme humaniste, y apporta une contribution originale. Il condensa dans sa proposition de *« république sociale »* l'internationalisme ouvrier et l'exaltation du caractère « patriotique » des mouvements ouvriers nationaux, considérant que, avec la démocratie, l'indépendance nationale et l'autodétermination des peuples représentaient les données essentielles du socialisme.

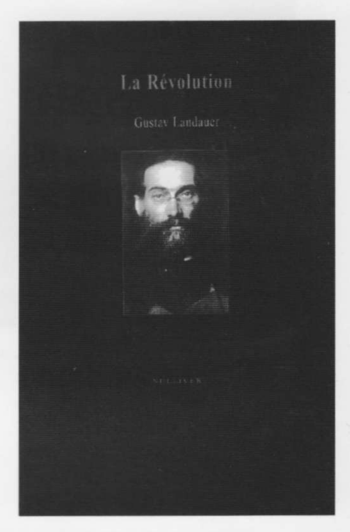
Lénine intervint aussi, défendant le principe de l'autodétermination des peuples en soutenant d'une part que l'idée de nation correspondait à une phase nécessaire du développement historique du capitalisme. D'autre part, en pensant aux conditions politiques russes, convaincu qu'une phase politique démocratique devait précéder la révolution socialiste, il affirma que la défense du principe d'autodétermination des peuples *« est un moyen d'attirer au parti du prolétariat les forces nationales qui, de l'Europe occidentale à l'Orient, se lèvent contre les régimes oppresseurs[28] »*.

Landauer reprit le thème dans une lettre ouverte adressée à Jean Mathieu (1874-1921), un érudit suisse et pasteur protestant d'orientation chrétienne socialiste. Du point de vue de l'anarchiste, la question n'avait pas qu'une importance théorique : la société idéale devait bien être le fruit d'une *« construction »* collective, et non pas le résultat attendu des passions destructrices des masses. Il définit donc la nation future comme une *« réalité »*, à laquelle il liait les mots *« belle, pacifique et prospère[29] »*. Les mots choisis, de manière révélatrice, évoquaient l'attention qu'il porta toujours à l'art – avec l'idée que le socialisme devait être une œuvre d'art – et à la réorganisation économique de la société (la *« prospérité »*) : jamais, depuis le début, il ne sépara aspects matériels et spirituels. Il y ajoutait la question de la paix, qui représentait l'unique possibilité de *« sauver »* l'idée de nation, en l'opposant à celle d'État – la cause du pouvoir, de l'injustice et de la guerre – en l'associant à la perspective communautaire.

Il clarifia ainsi sa pensée : *« En renonçant aux concepts de sang et de race, qui sont soit économiquement impalpables soit des phénomènes transnationaux, je veux affirmer que la langue ne suffit pas à faire une nation. En somme, la nation est le mode particulier par lequel, au sein d'une communauté homogène parce qu'elle a une histoire commune, l'homme générique et l'individualité singulière peuvent s'exprimer pleinement. »*

Les deux éléments fondamentaux qui fondaient une nation étaient la culture et l'histoire. D'un côté, effectivement, la nation n'est pas un ●●●





Les couvertures des deux éditions françaises de La Révolution, *de Gustav Landauer (1974 et 2006).*

26. Lire à ce sujet Gallissot, « Nazione e nazionalità nei dibattiti del movimento operaio », in *Storia del marxismo*, vol. II, 1979, pp.787-864, et *Antologia del pensiero socialista*, vol. III, 1981, p.161-188.

27. Gallissot, *op. cit.*, p. 809-817.

28. *Ibid.*, p. 818-821 et 850-853.

29. GL, « Zum Problem der Nation », *Der Aufbruch. Monatsblätter aus der Jugendbewegung*, I, n° 2-3, août-septembre 1915, p. 56-66.

●●● simple fait géographique ou linguistique ni principalement un phénomène politique, mais plutôt un ensemble de *« relations »* entre les hommes : *« Ce n'est que par rapport à toutes les nations qui forment un environnement culturel commun, que la spécificité d'une nation particulière peut être élucidée : la nation n'est pas un absolu, elle est une richesse de relations. »*

D'un autre côté il y avait l'histoire qui, comme la culture, représentait une relation entre les individus, et entre eux et leurs ancêtres[30].

En refusant d'identifier nation et État, l'anarchiste ne cherchait pas non plus à déceler, parmi ceux qui existaient déjà, un modèle valable pour l'avenir. Fidèle à sa conception interclassiste, il voulait encore moins identifier une classe sociale particulière à la nation, comme l'avait fait l'abbé Sieyès à l'orée de la Révolution française, ou un peuple spécifique porteur de valeurs universelles. Parmi les références culturelles de Landauer, on note Rousseau, plutôt le romantique des *Considérations sur le gouvernement de la Pologne*, dans lesquelles il voit la nation comme une entité socioculturelle dont les caractéristiques doivent développer l'amour de la patrie. On remarque au surplus de l'influence de Herder, avec l'idée de la nation en tant que communauté culturelle et spirituelle dans la définition de laquelle la langue joue un rôle-clé. Mais c'était cependant Fichte qui attirait le plus l'attention de Landauer, car il y retrouvait une conception exclusivement humaine de la nation, à laquelle il attribuait une mission universaliste à caractère clairement éthique[31]. En fait, même en admettant que dans l'avenir les nations *« historiques »* conservent leur spécificité culturelle et linguistique, Landauer ne cachait pas que la nation à laquelle il aspirait était encore à construire et, en définitive, coïncidait avec la communauté anarcho-socialiste. Il avouait la dimension éthique et utopique de son idée de la nation, et concluait en se retournant vers son interlocuteur : *« De toute façon, nous nous retrouvons ensemble dans une nouvelle nation de l'avenir, qui cherche ses membres parmi tous les peuples[32]. »*

La guerre réelle

Le 31 juillet 1914, le jour de l'assassinat de Jean Jaurès, qui mit fin à toute espérance que le socialisme international puisse prendre une position commune et s'affirmer contre la guerre, Landauer, en visite dans sa famille à Karlsruhe, écrivit ces paroles désespérées[33] sur la guerre : *« Nous interrompons notre voyage de repos et nous retournons à la maison. Il n'y a plus rien à espérer et rien à craindre. C'est arrivé. Le journal restera en vie, tant qu'il pourra conserver sa dignité. Nous aurions besoin à présent de la voix de Tolstoï et du cri puissant de chacun. Et de son aide.* [...] *En ce qui nous concerne, nous devrons trouver le moyen d'aider les hommes qui souffrent. Nous le ferons sans retard. »*

Le déclenchement de la guerre représenta un échec non seulement pour ses espérances, puisqu'il avait jusqu'au bout espéré un sursaut internationaliste des travailleurs, mais aussi pour l'expérience de la Ligue socialiste, qui ne fut plus capable d'exercer une quelconque influence sur le cours des événements. Le nationalisme et le patriotisme – fussent-ils pangermaniques ou juifs allemands comme dans le cas de Martin Buber – s'insinuèrent jusque parmi les représentants de l'organisation. Et même *Der Sozialist*, qui en était l'organe, mit bientôt fin à sa fonction. ■

Gianfranco RAGONA

30. GL, « Zum Problem... », p. 7, 8, 11.
31. Fichte, *Discorsi alla nazione tedesca*, UTET, 1965.
32. GL, « Zum... », p. 12.
33. GL à Ludwig Berndl, 31 juillet 1914, in GL, *Sein Lebensgang in Briefe*, 1929, vol. II, p. 459.

BIBLIOGRAPHIE

Œuvres de Gustav Landauer en français :
• *La Révolution*, traduit de l'allemand par Margaret Manale et Louis Janover, suivi de *Les révolutions contre les prophètes* de Louis Janover, Sulliver, 2006.
• *La Révolution*, traduction anonyme, Champ libre, 1974.

À propos de Gustav Landauer :
• Amedeo Bertolo (ouvrage coordonné par), *Juifs et anarchistes*, éditions de l'éclat, 2008.
• Philippe Despoix, *Éthiques du désenchantement. Essais sur la modernité allemande au début du siècle*, L'Harmattan, 1995 ; en particulier le chapitre 2, « Antipolitique. Gustav Landauer ou la modernité comme théâtre », p. 61-99.
• Michael Löwy, *Rédemption et utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale*, PUF, 1988.
Nota : Les *Lettres choisies de Martin Buber 1899-1965* (textes traduits et annotés par Dominique Bourel et Florence Heymann, CNRS éditions, 2004) reproduisent plusieurs correspondances entre Buber et Landauer. D'autre part l'édition Payot du *Discours de la servitude volontaire* d'Étienne de la Boétie (1re éd. 1976, dernière rééd. en poche, 2002) est augmentée de textes de Lamennais, P. Leroux, A. Vermorel, G. Landauer et S. Weil, celui de Landauer étant un extrait de *La Révolution*.

Sur le net :
• « Gustav Landauer » & « Les conseils ouvriers en Bavière » par René Furth : http://www.plusloin.org/plusloin/article.php3?id_article=54
http://www.plusloin.org/plusloin/article.php3?id_article=35
• « Gustav Landauer », par Paul Avrich : http://anarchie23.centerblog.net/2704168-Gustav-LANDAUER

Les jardins des ouvriers mineurs des Mines de Lens mis à l'honneur en 1926 à Paris



Jardin de la fosse numéro 7 d'Avion, à 3 kilomètres de Lens.

Après leur journée de travail, les mineurs de Lens se transformaient en jardiniers. Une occupation encouragée par la direction des mines, qui organisait un concours des plus beaux jardins.

En 1926, la France célébrait en grande pompe, au jardin du Luxembourg, en présence du président Doumergue, le trentième anniversaire de la fondation de la Ligue française du coin de terre et du foyer. À cette occasion fut fondé l'Office international des jardins ouvriers de France. Ce fut aussi un moment très particulier et inoubliable pour des dizaines d'ouvriers mineurs du bassin minier de Lens qui, pour cette célébration, furent conviés à Paris. Les invités originaires de Lens n'étaient pas « seulement » des mineurs de fond, mais aussi des jardiniers émérites et de surcroît lauréats du concours des jardins des Mines de Lens.

L'image la plus répandue du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais est celle d'un paysage strié dans tous les sens de cités, plus communément appelées des « corons ». Les corons sont des ensembles de barres composées chacune d'une dizaine de maisons de briques et de tuiles rouges, comportant rarement plus d'un étage et coiffées de combles. À chaque habitation était joint un lopin de terre sur lequel les Houillères avaient planté un arbre fruitier, soit un pommier soit un poirier.

La journée de travail d'un mineur était harassante. L'ouvrier mineur descendait à la mine par tous les postes: le matin, l'après-midi, la nuit ou le jour. De retour au coron après un moment de repos, il se remettait en route et partait *« pour une seconde journée de travail »* dans son jardin. Là, il semait, plantait ou repiquait des légumes et des arbres fruitiers de toutes sortes pour mieux nourrir sa famille, en bref pour améliorer son quotidien. Car le jardin n'était pas un luxe ni un moment de détente. Il était considéré par les responsables des mines comme un moyen d'augmenter ses revenus. Louis Hermant écrit à ce sujet: *« Chaque logement minier possède un jardin dont la superficie moyenne est de 370 m². La direction des Mines de Lens estime que chacun de ces jardins donne un produit annuel de 1 200 francs. Elle précise également que l'ouvrier réalise une notable économie, au prix d'un léger supplément de travail*[1]. »

Des mineurs attachés à leur coin de terre

Les jardins des cités minières étaient impeccablement entretenus. Pas une touffe d'herbe ne venait gêner la croissance des plantations ●●●

1. Louis Hermant, *Les Mines de Lens (1852-1914) à travers la carte postale*, Gauhéria, mai 1995, 33, p. 87.



Jardin de la fosse numéro 7 d'Avion.

●●● ou des semis. Entre voisins, c'était un concours qui s'organisait à chaque saison pour savoir qui aurait les plus beaux choux ou les plus belles salades. L'aspect esthétique avait beaucoup d'importance. La preuve, la beauté de certains jardins des cités minières était l'occasion de visites. *« Un jour, un jardinier en chef du Jardin du Luxembourg vint visiter les cités ouvrières et fut profondément impressionné par le savoir-faire de nos chers mineurs. Il le proclama bien haut un jour dans un congrès »* écrit un journal de Lens[2]. Les potagers étaient donc remplis de savoureux légumes et de quelques parterres de fleurs. Au tableau, ajoutons que les jardins étaient identifiables en fonction de la nationalité des jardiniers. Par exemple, ceux des mineurs polonais se reconnaissaient à la présence d'œillettes (pavots somnifères dont on extrait de l'huile) et de choux.

Pourtant, dans certaines cités de la Gohelle, les terres étaient très pauvres et pas particulièrement faites pour donner des volumineux légumes. Mais cela importait peu car les mineurs l'enrichissaient de compost réalisé à la maison. Pour replacer Lens dans le contexte du début du XXe siècle, disons juste qu'au lendemain de la Grande Guerre, les combats acharnés avaient détruit le bassin minier à plus de 90 %. Quant aux hommes des années vingt fraîchement revenus du front, ils avaient beaucoup changé et les jardiniers avaient modifié leurs méthodes de travail.

L'exemple le plus frappant du changement est l'abandon du ramassage du crottin de cheval dans les rues non encore goudronnées à cette époque. Après la Grande Guerre, plus personne n'assiste au spectacle offert par les ramasseurs de crottin de cheval. Avant 1914, cette corvée revenait aux enfants des mineurs. On les voyait partir pendant les vacances ou les jeudis (jour sans école) sans entrain, par équipes de deux, avec un balai à main et une vieille pelle à charbon pour ramasser le précieux engrais. Il existait même des variantes dans les équipements employés en fonction de la classe sociale des enfants. Les mineurs les plus pauvres envoyaient leurs enfants avec une vieille marmite à soupe pour recevoir le crottin, la classe moyenne les envoyait avec une caisse en bois munie d'une ficelle pour la traîner et les plus riches donnaient une ancienne voiture d'enfants montée sur roues. Lorsque deux équipes d'enfants se rencontraient, c'était à celle qui ramasserait le plus rapidement possible le précieux humus. Au bilan, la course se terminait par un ramassage rapide à la main.

Cette activité revenait aussi aux vieux mineurs qui entretenaient le jardin de leurs enfants. Ils récoltaient le crottin dans de vieilles casseroles et l'entreposaient ensuite dans une brouette toujours à portée de vue de crainte que des garnements ne viennent la dévaliser. Les plus futés ne travaillaient que les jours de marché. En effet, très tôt le matin, ils guettaient le passage dans leur rue des marchands ambulants qui arrivaient avec leurs chevaux pour ramasser l'engrais naturel. Mais l'arrivée de l'automobile tua cette activité.

1926 : LES PLUS FERVENTS JARDINIERS SONT RÉCOMPENSÉS À PARIS

Le 11 juillet 1926, les lauréats du concours des jardins de la Société des Mines de Lens étaient donc invités aux Fêtes du trentenaire de la fondation de la Ligue française du coin de terre et du foyer. L'aller et le retour se firent en train. L'heure du départ en gare de Lens avait été fixée à 5 h 45, pour une arrivée triomphale à Paris à 10 h 15. En effet, à la sortie de la gare du Nord, des camions de tourisme les attendaient. Le groupe se rendit d'abord à *L'Écho de Paris* où le grand journal leur avait réservé une réception grandiose. Le rédacteur en chef du journal porta un toast aux lauréats et rappela le calvaire que connut Lens de 1914 à 1918, *« la vaillance inégalée du soldat du Nord pendant la guerre, le martyre de Lens, les souffrances des populations et l'exemple qu'elles ont donné dans le labeur de la reconstruction »*. Ensuite, ils se rendirent à l'arc de Triomphe pour rendre hommage au Soldat Inconnu et y déposèrent une gerbe confectionnée de fleurs ramassées dans les jardins des ouvriers des mines. Puis, pendant près de deux heures, tous découvrirent en autocar les curiosités de la capitale. À 12 h 30, ils se retrouvèrent au Jardin du Luxembourg avant de passer à table au Restaurant du Lycée, boulevard Saint-Michel. À l'issue du repas, les jardiniers mineurs de Lens retournèrent au Jardin du Luxembourg pour y retrouver d'autres déléga-

2. *L'Avenir de Lens*, 6 juin 1926, p. 2.

tions venues de Dunkerque, de Bayonne, de Bretagne et de Nancy. Une revue des invités fut programmée et assurée par le général Pau, le président de la section des Jardins ouvriers du combattant. Du Luxembourg à la Sorbonne, en passant par les rues Soufflot et des Écoles, les délégations défilèrent ensuite devant de hautes personnalités parmi lesquelles figurait le président du Sénat. Les photographes et les cameramen en profitèrent pour graver de nombreuses images de ce défilé, d'autant que des jeunes trieuses[3] de charbon d'origine étrangère, des Tchécoslovaques et des Polonaises, s'étaient parées de costumes folkloriques.

À la Sorbonne, en présence du président de la République Gaston Doumergue et de l'abbé Lemire[4], les lauréats de Lens en retrouvèrent d'autres venus de Belgique, du Luxembourg et de Suisse. Une trieuse eut même l'honneur de remettre une belle gerbe de roses au président. Au cours des discours, l'abbé Lemire déclara en s'adressant aux Lensois : *« Dites-leur à nos chers mineurs de Lens qu'ils s'en vont en emportant les applaudissements de Paris »*. Puis le président leur remit leurs médailles et leurs diplômes. À la fin, tous regagnèrent la gare du Nord et montèrent dans le train de 19 h 35 en compagnie du directeur de la Société des Mines de Lens.

Le lendemain, dans son numéro du 12 juillet 1926, le journaliste du *Grand Écho* écrivait : « L'Écho de Paris *eut hier une visite à la fois réconfortante et gracieuse. À l'occasion de la fête du trentenaire de la fondation de « La Ligue du coin de terre et du foyer », la représentation à cette fête des « Jardins Ouvriers des Mines de Lens », conduite par Monsieur Roulland, chef du service central, est venue dans nos salles de rédaction saluer le journal ami. Cent trois délégués étaient nos hôtes. À leur tête venaient les lauréats du concours des jardins de 1926, puis suivaient douze trieuses, dont trois Polonaises, une Serbe, une Tchécoslovaque en costume national ; enfin, la musique des mineurs de la Cité Saint-Édouard des Mines de Lens, fosse 12. Quand, à 10 h 50, apparurent, place de l'Opéra, ces rudes hommes, vêtus du costume de travail, la tête couverte de la lourde coiffure de cuir bouilli, précédés de leur drapeau* [...] *le public parisien leur fit une ovation, et des balcons du grand-Hôtel où leur burnous faisaient des taches blanches et rousses,* [...] *tous les saluèrent de la main. »*

SAINT-FIACRE, PATRON DES JARDINIERS

Il est désormais acquis par tous que si les mineurs travaillaient beaucoup, ils n'en savaient pas moins s'amuser. Ils fêtaient la fête de Sainte-Barbe, de Saint-Éloi et organisaient aussi chaque année à Lens la fête des jardins. À cette occasion, tous se rendaient à la messe où le curé célébrait les mérites du saint patron des jardiniers. À

Le 30[me] Anniversaire de la Ligue du Coin de terre

De belles cérémonies se sont déroulées hier à Paris

La Ligue Française du Coin de Terre et du Foyer, Fédération nationale des Jardins ouvriers, a fêté hier le trentenaire de sa fondation.

A deux heures, les délégués, au nombre de 2.500, représentant tous les départements, se sont réunis dans les Jardins du Luxembourg ; fillettes vêtues de blanc, coiffées de larges chapeaux de paille tenant des guirlandes de fleurs, jeunes garçons portant le tablier bleu des jardiniers et le large chapeau, avec sur le dos des hottes pleines de fleurs ; mineurs coiffés du casque ; hommes et femmes réunis autour de leurs bannières, constituaient un cortège pittoresque, que précédait la clique de la Garde républicaine et que dirigeait l'abbé Lemire, député du Nord, fondateur de l'Œuvre.

Une séance solennelle présidée par M. Daniel-Vincent

Le Réveil du Nord *du 12 juillet 1926, p. 1.*

chaque fête assistait l'ensemble du conseil d'administration des Mines de Lens et l'abbé Lemire, le député du Nord fondateur des jardins ouvriers. La messe était suivie d'un concert de l'harmonie des Mines et d'un banquet sous le préau d'une des écoles de Lens. Le préau était décoré de faisceaux et de fleurs en abondance et durant les discours, les mérites de chacun étaient mis en évidence.

En 1926, la fête des jardins prit un relief particulier. Dans son discours, l'abbé Lemire remercia le directeur des Mines de Lens, Félix Bollaert, rappela la visite à Paris des lauréats du concours et déclara : *« Obtenir que tout le monde ait un coin de terre, un chez-soi convenable, c'est la meilleure et la plus efficace des œuvres morales et sociales. »*

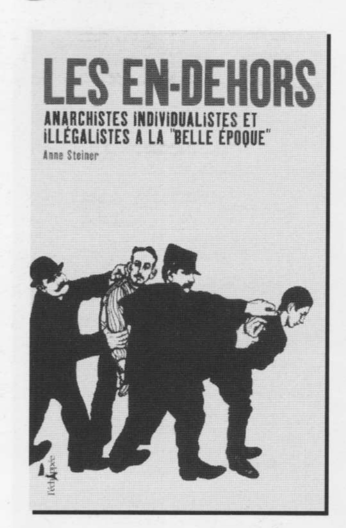
L'invitation lancée en 1926 aux mineurs lensois atteste bien que la Compagnie des Mines de Lens accordait une grande attention aux jardiniers et aux jardins. Pour ses propres jardins, elle avait parmi ses cadres un chef des jardins et plantations et des surveillants des plantations. Aujourd'hui encore, le jardin public face aux Grands Bureaux des Mines de Lens figure parmi les cent plus beaux jardins à la française de l'Hexagone. Même si, dans les années 20, les journalistes dénoncèrent le fait que le jardin d'Émile Basly, le député-maire en place, soit entretenu par les jardiniers de la ville, au frais des contribuables, le jardinage était une affaire sérieuse. Avec la fermeture des puits de mine et la disparition des mineurs, les potagers se sont raréfiés, laissant place à des jardins en friche ou à des pelouses. ■

Jérôme JANICKI

3. Une trieuse est une jeune qui travaille sur le carreau de fosse, elle trie le charbon qui vient du sous-sol pour en écarter les cailloux.

4. L'abbé Lemire : né à Vieux-Berquin en 1853, Jules Lemire était un ecclésiastique et qui plus est député d'Hazebrouck, qui s'est attaché à défendre les intérêts de la famille paysanne.

Bonnes feuilles



Les En-dehors
Anarchistes individualistes et illégallistes à la « belle époque »
Anne Steiner
L'échappée, 2008, 256 p., 17 €

Après l'anthologie des articles d'Albert Libertad (1875-1908), *Le culte de la charogne* (Agone, 2006) et l'étude universitaire de Céline Beaudet, *Les milieux libres. Vivre en anarchiste en France à la belle époque* (Éditions libertaires, 2006), ce nouveau livre atteste du renouveau d'intérêt pour un courant trop longtemps négligé, sinon calomnié, du mouvement libertaire d'avant 1914. L'auteur choisit comme fil conducteur de suivre l'itinéraire de Rirette Maîtrejean (1887-1968), de son entrée dans le mouvement jusqu'à sa débâcle au moment du procès des survivants de la « bande à Bonnot » et à l'éloignement de la plupart d'entre eux, tel le Rétif, plus connu sous le nom de Victor Serge (1890-1947). C'est justement une lettre de ce dernier que nous reproduisons ici. Il y expliquait sa difficile position avant ledit procès, pris entre son amitié avec plusieurs de ses protagonistes – et l'indispensable solidarité avec les victimes de la curée policière – et ses critiques de fond sur les dérives mortelles d'un courant qui avait pourtant eu le mérite de poser la nécessité de lier émancipation individuelle et émancipation collective, inventant à l'aube du XXᵉ siècle quelques-uns des thèmes les plus novateurs de l'après-mai 68.

« **Les survivants face à la justice**

Assistés de leurs avocats, Rirette et Victor, qui ont l'autorisation de correspondre, préparent conjointement leur défense. La découverte à leur domicile de deux brownings volés est le seul élément tangible figurant au dossier d'accusation. Mais Rirette est la gérante officielle de *l'anarchie* et Victor a défendu les bandits tragiques dans les colonnes du journal : c'est assez pour qu'ils soient présentés comme les idéologues et les inspirateurs de l'association de malfaiteurs contre laquelle le juge Gilbert instruit. Toute la difficulté consiste pour eux à mettre en pièces la construction de l'accusation sans renier leur identité, à se désolidariser des actes perpétrés par leurs coaccusés sans nuire à ces derniers. À l'extérieur, les individualistes s'inquiètent de ces préparatifs, ce qui contraint Victor à s'expliquer dans une longue lettre adressée à Émile Armand, qui assure désormais la gérance de l'anarchie : *« Qu'il est difficile d'éviter les malentendus. Et combien de camarades et toi, vous vous méprenez sur notre sentiment ! Certes nous avons le désir de bientôt revivre, le désir passionné de voir la fin de ce cauchemar immérité s'il en fut. Mais il me semble que tout dans toutes nos attitudes antérieures devrait vous dire clairement que nous ne ferons rien, et ne permettrons pas que l'on fasse rien qui soit contraire à notre sentiment, pour arriver à bonne fin. Qu'ai-je besoin de le dire ? J'avoue que cela m'est infiniment désagréable.*

Déjà dans des lettres antérieures détaillées, je t'ai exposé notre défense, car jusqu'à présent j'ai été en parfait accord avec Rirette. Bien sûr, ce ne sera ni le lieu, ni le moment de parler contre l'illégalisme, aux Assises. Tiens ! Nous n'y tenons pas. Je n'y tiens pas du tout. Mais si l'on me rend solidaire d'actes qui me répugnent (j'écris le mot juste) il faudra bien que je m'explique ! En ce cas, je le ferai, sois-en sûr, en termes assez clairs pour que l'on ne puisse se servir de mes paroles contre nos coaccusés. Je n'aurais pas pris la peine de peser chaque mot pendant l'instruction de crainte de mettre en cause quelque malheureux camarade, pour fournir à l'avocat général des armes contre eux. Si d'ailleurs on voulait se servir d'un lapsus toujours possible, dois-je le dire, je saurais rectifier.

Ce n'est pas la défense de mes intérêts qui me fait ne vouloir à aucun prix d'une solidarité imposée. C'est que je suis, nous sommes écœurés, navrés de voir que des camarades, des camarades que j'ai affectionnés au temps de leur premier et bel enthousiasme, aient pu commettre des choses aussi lamentables que la boucherie de Thiais. Je suis navré de voir que les autres, tous les autres, ont follement gaspillé et perdu leur vie dans une lutte sans issue et si triste, sous des dehors de courage éperdu, qu'ils ne peuvent même pas se défendre avec fierté.

Je chercherai d'éviter d'aborder aux Assises la question de l'illégalisme, dont ces tristesses me semblent donner une conclusion trop évidente.

Si je suis libre bientôt, il va de soi que je m'expliquerai là-dessus sans ambages. Je crois nécessaire après ces expériences de conclure. Je me repens de ne pas l'avoir fait jadis. Peut-être si j'avais été plus ferme, Valet serait-il vivant et ce pauvre Soudy libre. J'ai seulement manqué de combativité.

Tu m'écris : « On pourra toujours t'objecter après tes articles dans *l'anarchie*, en invoquant certains détails de votre vie privée que [...] » *Mes articles dans* l'anarchie *? Ai-je jamais fait autre chose que défendre les illégaux, ou me servir de circonstances pour faire valoir notre façon de raisonner et la légitimité de toutes les révoltes, ce qui ne veut pas dire que je les préconise toutes ? N'écrivais-je pas dans le plus combatif d'entre eux, « Les bandits », que les bandits sont les effets de causes situées au-dessus d'eux ?*

Mais si l'on me rend solidaire d'actes qui me répugnent (j'écris le mot juste) il faudra bien que je m'explique !

À la Libre recherche, aux causeries populaires (rue de Clignancourt), à Romainville, dans maintes causeries, j'ai dit combien je redoutais l'illégalisme. J'ai contredit Lorulot sur ce thème un soir dont les camarades de Paris doivent se souvenir. [...]

Tu vois que l'on ne pourra rien invoquer de mes articles, quant à notre vie privée, cela constitue un chapitre sur lequel je ne permettrai pas la discussion. Sans être partisan du salariat, j'ai pu être salarié. Sans être partisan du vol, j'ai pu être contraint à m'en servir. Cela ne regarde que moi, je ne le permets pas.

Ce que je te rappelle plus haut, c'est qu'il ne faut pas voir un changement d'attitude, comme tu l'écris, dans notre conduite. Quand il y aurait d'ailleurs changement, ce serait compréhensible. Les expériences qui se terminent sont bien faites pour abolir des illusions et rectifier des théories [...].

Au moment d'achever, je reçois un mot de Rirette où elle exprime justement cette opinion que nous ne devons entrer dans des explications de cette nature que si l'on nous y force. [...] *Je m'accorde soixante chances sur cent d'acquittement, pas une de plus. »*

Victor demande à Armand de transmettre cette lettre, qui insiste bien sur la convergence de vues entre Rirette et lui, à tous les camarades que la préparation du procès préoccupe. »

LA PUNITION DES VAINCUS

Le premier soin de l'Assemblée, après la victoire, fut de s'occuper de la vengeance à tirer des vaincus. Avant la fin du combat, le président de l'Assemblée, Sénard, le même qui avait justifié les massacres de Rouen, avait rédigé un décret qui condamnait à la déportation en masse les insurgés pris les armes à la main. De son côté, Cavaignac voulait qu'on les fît juger par des conseils de guerre. La commission nommée à ce sujet combina les deux propositions: elle proposa d'envoyer les chefs de barricades aux conseils de guerre et de transporter les autres; Cavaignac crut qu'on regardait sa proposition comme trop excessive pour être généralisée. Il dit qu'il repoussait le rôle violent qu'on lui donnait devant l'histoire: il paraît que le général s'inquiète fort du jugement de l'avenir; pour peu qu'outre cela le souvenir de son frère lui revienne quelquefois à la pensée, il n'est pas une de ses victimes qui puisse envier le repos de ses nuits.

Dans ce parti qui osait s'appeler la Montagne, combien s'éleva-t-il de voix en faveur des vaincus? On peut les compter: il y eut Pierre Leroux et Caussidière qui parlèrent de clémence à la tribune, et quelques jours après, Lamennais et Proudhon, qui réclamèrent dans le même sens par la voie de la presse. Pierre Leroux se plaignit que l'Assemblée délibérât toujours avec des passions au lieu de s'élever à ce calme religieux qui convenait aux représentants d'un grand Peuple; il remarqua que pas un des prêtres qui étaient dans l'Assemblée ne vint parler de clémence et de fraternité. Caussidière engagea aussi l'Assemblée à s'élever au-dessus de la haine et de la vengeance et à respecter la justice. « *Moi aussi j'ai souffert* », dit-il. « *N'ai-je pas eu un frère percé de soixante-quatre coups de baïonnette et blessé de trois coups de feu? N'ai-je pas vu mon pauvre père, qui a souffert aussi toutes les douleurs de l'existence d'un honnête homme? Eh bien! Je vous demande de dire une bonne parole ce soir avant de nous séparer.* » Pierre Leroux et Caussidière furent interrompus à chaque mot par des cris, des injures, des rires indécents et des rappels à l'ordre.

Tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection furent condamnés à être transportés dans les colonies.

[...] L'Assemblée vota le décret: tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection furent condamnés à être transportés dans les colonies autres que celles de la Méditerranée: on ne trouvait pas l'Algérie assez éloignée ni assez malsaine; les chefs ou instigateurs de l'insurrection furent renvoyés devant les conseils de guerre, ainsi que les réclusionnaires ou forçats libérés qui, suivant les journaux royalistes, se trouvaient au nombre de vingt mille parmi les insurgés; les conseils de guerre n'en trouvèrent pas un seul.

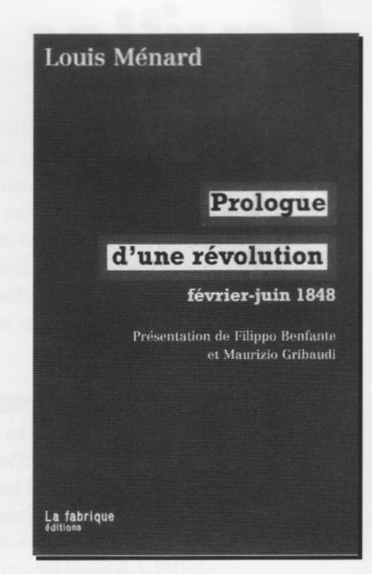
Sur l'insistance de Pierre Leroux, on permit aux enfants et aux femmes des transportés de les suivre dans leur exil. Un nommé Gustave de Beaumont voulait que ces pauvres femmes et ces pauvres enfants fissent le voyage à leurs frais; cet homme reçut quelques jours après une ambassade à Londres.

Les royalistes triomphaient; grâce à eux, la République honnête et modérée, comme on continuait à l'appeler, avait fait oublier non seulement les massacres de septembre, mais les fureurs réactionnaires du Directoire, du Consulat et de la Restauration elle-même. Pour trouver quelque chose de pareil, il faut remonter jusqu'à la Saint-Barthélemy et aux dragonnades.

Pendant une des dernières séances de juin, Lamennais, entouré, dans la salle des Pas-Perdus, d'un grand nombre de représentants, étendit les mains vers eux, et leur dit: « *Il y a un Dieu qui vous demandera compte de tant de sang!* » Dans la bouche d'un vieillard et d'un prêtre, ces paroles prenaient l'autorité d'une prophétie. Quelques jours après, Lamennais écrivit ces lignes: « Le Peuple constituant (journal de Lamennais) *a commencé avec la République, il finit avec la République. Car ce que nous voyons, ce n'est pas, certes, la République, ce n'est même rien qui ait un nom: Paris est en état de siège, livré à un pouvoir militaire, livré lui-même à une faction qui en a fait son instrument; les cachots et les forts de Louis-Philippe encombrés de 14 000 prisonniers, à la suite d'une affreuse boucherie organisée par des conspirateurs dynastiques, devenus, le lendemain, tout-puissants; des transportations en masse, des proscriptions telles que 93 n'en fournit pas d'exemples; des lois attentatoires au droit de réunion détruit de fait; l'esclavage et la ruine de la presse par l'application monstrueuse de la législation monarchique remise en vigueur, la garde nationale désarmée en partie, le Peuple décimé et refoulé dans sa misère, plus profonde qu'elle ne le fut jamais, non, encore une fois, non, certes, ce n'est pas là la République; mais autour de sa tombe sanglante les saturnales de la réaction.* [...] »

Il est inutile d'ajouter que le gérant du journal fut condamné: quant à Lamennais, malgré ses réclamations, on n'osa pas le mettre en jugement.

Proudhon justifia aussi l'insurrection, en l'assimilant à l'homicide dans le cas de légitime défense: [...] « *Un chômage de quatre mois s'est converti subitement en un casus belli: voilà en quelques mots toute la vérité sur ces sombres journées. Mais, quoiqu'on en ait dit, quoi que répande encore tous les jours l'égoïste et impitoyable calomnie, la générosité, la haute moralité des classes travailleuses n'ont point péri dans ce fratricide.* [...] *Ne répandons donc pas le sel et le vinaigre sur des plaies saignantes, ne portons pas le désespoir dans ces consciences assombries, ayons pitié de ces pauvres blessés qui se cachent et meurent sur la paille, en proie à la gangrène, soignés par des enfants sans pain et des épouses folles de misère.* »

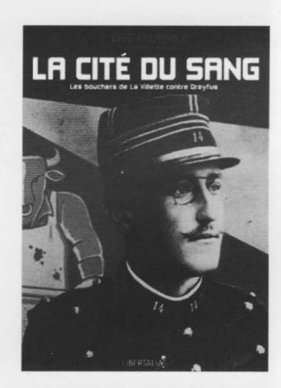


Prologue d'une révolution (février-juin 1848)
Louis Ménard

Présentation de Filippo Benfante et Maurizio Gribaudi, La fabrique, 2007, 250 p., 18 €

Louis Ménard (1822-1901) fit ses études à Louis-le-Grand en compagnie de Baudelaire, avant de devenir un jeune poète républicain et un ardent quarante-huitard. Dans cette chronique d'une révolution, il en décrit les étapes d'une manière vivante, depuis l'analyse des causes de son déclenchement jusqu'à son témoignage horrifié devant les massacres de juin qui souligne le fossé de sang qui sépare la république bourgeoise de la « sociale », espoir des opprimés. Dans cet extrait, on vérifiera que la réaction triomphante s'est toujours délectée de la « punition des vaincus », seulement dénoncée par quelques esprits courageux, tels Lamennais, Leroux ou Proudhon. Largement oublié de nos jours malgré des résonances actuelles, il faut redécouvrir un auteur qui voulait « conserver le droit de glorifier les causes vaincues et de regretter les religions mortes ».

Bonnes feuilles



La cité du sang
Éric Fournier
Libertalia,
2008, 280 p., 13 €

À la fin du XIX[e] siècle, les abattoirs de La Villette fascinent les antisémites en quête d'une base populaire conforme à leur idée de la France. Le marquis de Morès, paladin pégriot, puis Jules Guérin, agitateur vénal, transforment les plus violents des bouchers en troupes de choc nationalistes. Car l'affaire Dreyfus s'est aussi déroulée dans la rue, où les puissantes bandes antidreyfusardes entretiennent un climat d'agitation permanente. À ce jeu, ceux de La Villette fascinent ou effraient. Ils sont pourtant tournés en ridicule par leurs plus dangereux adversaires, les anarchistes de Sébastien Faure. Avec ces vaniteux bouchers, spécialistes du sang et de l'esbroufe, nous pénétrons au cœur de l'agitation antisémite, dans sa réalité et ses coulisses, où l'ignoble côtoie le grotesque.

Agrégé et docteur en histoire, Éric Fournier enseigne au lycée Charles-Baudelaire de Fosses (95).

« **Jules Guérin, agitateur vénal**

Février 1899, en un lieu tenu secret. Au milieu d'un salon cossu siège le duc d'Orléans, prétendant au trône de France, et son état-major. Il reçoit un émissaire de Jules Guérin, le plus violent des acteurs de l'affaire Dreyfus, le chef de la Ligue antisémitique de France (LAF). L'affaire est sérieuse. Les royalistes, qui financent secrètement la ligue depuis des mois, veulent savoir sur quelles forces ils peuvent compter dans l'éventualité d'un coup d'État. Pour rassurer ses très généreux donateurs, exposer son emprise sur les masses populaires, et prouver sa capacité insurrectionnelle, Guérin envoie quelques garçons d'abattoir. Lorsque, avec moult rodomontades, son émissaire fait entrer les colosses, toujours revêtus de leur longue blouse bleue, l'assistance est impressionnée. Ne reculant devant aucun effet de manche, il fait même tâter les puissants biceps des « tueurs » à l'entourage du duc. Ceux-ci sont alors ébahis et se persuadent aisément de la puissance de la LAF. Voilà les coulisses de l'agitation nationaliste ! Quant à la réalité, elle semble plus triviale : des putschistes de salon fascinés par des gros bras et un agitateur vénal, un escroc soucieux de rentabiliser l'antisémitisme ; une réunion secrète qui a lieu sous l'œil de la police, par lequel nous avons ce témoignage.

Un escroc, voici ce qui caractérise avant tout Jules Guérin. Dans les années 1880, alors qu'il ne fait pas encore de politique, il possède une petite entreprise de raffinage de pétrole à Aubervilliers. Il vole ses associés, ne rembourse jamais ses dettes. Mis en faillite en 1889, il incendie ses locaux et touche la prime d'assurance. La faute aux Rothschild, clame-t-il ensuite, en se campant comme un honnête petit patron vaincu par la grande finance juive. Devenu, dès 1892, un proche de Morès, Guérin n'a aucun mal à ressusciter une LAF moribonde et à remobiliser la cité du sang.

Aux yeux des bouchers de La Villette, il est le plus fidèle lieutenant du marquis, son successeur. Il l'accompagne partout : aux abattoirs, au marché, au café, à Verdun… Morès disparu, il s'efforce en permanence de raviver son souvenir. Morès est la légitimité de Guérin. Il organise donc son culte posthume, à l'occasion notamment de la commémoration de ses obsèques, chaque 20 juillet, dans les locaux de la LAF, au 51, rue de Chabrol. Il l'imite jusque dans son allure, s'affublant d'un chapeau de feutre semblable à celui du marquis, portant une fine moustache, comme le « roi des Halles ». La comparaison des portraits photographiques des deux hommes est particulièrement éloquente. Après la mort de Morès, le mimétisme de Guérin s'accentue encore. Il devient l'alter ego du marquis.

La ressemblance est facilitée par la présence physique incontestable de Guérin. Sa haute taille, ses larges épaules et ses muscles saillants font l'admiration de ses troupes. Il en impose, surtout lorsque la situation est tendue, car même au plus fort de l'agitation, il ne se départit jamais de son calme. C'est aussi un orateur efficace, alliant agressivité et détachement, un bonimenteur de la violence. Le sens de la répartie et le cabotinage qui le caractérisent sont indispensables à La Villette, monde de l'oral et de la virilité.

Pour s'assurer la fidélité des bouchers, il les flatte, les met en valeur, ce qui leur plaît assez. Aux réunions de la LAF, rue de Chabrol, il aime exhiber sa « garde d'honneur » devant l'assistance – le terme rappelle aux bouchers l'époque de Morès. Il ébauche avec ceux de La Villette des relations de sociabilité dépassant le cadre étroit du militantisme, veut tisser des liens, créer une communauté. Ainsi, en mai 1898, la LAF offre de nombreuses fleurs à Bernard Roux à l'occasion de son mariage. Le 5 mars 1899, il *« offre une matinée littéraire et artistique aux familles des ligueurs et des bouchers qui l'ont secondé ces temps derniers »*, suivie d'une fête rue de Chabrol. L'organe de la LAF, *L'Antijuif*, publie dans chaque numéro les cours du marché aux bestiaux de La Villette.

> *L'organe de la LAF,* L'Antijuif, *publie dans chaque numéro les cours du marché aux bestiaux de La Villette.*

Par la flatterie, la proximité, la prestance, et en invoquant le souvenir de Morès, Jules Guérin se constitue une solide clientèle aux abattoirs. Mais La Villette n'est pas la France. Guérin sait qu'il doit s'implanter ailleurs pour convaincre. L'affaire Dreyfus lui offre une occasion inespérée. Au prix de quelques réunions et d'autant de provocations, la LAF essaime sur le territoire en quelques mois. En 1898, elle compte près de 20 000 adhérents, 270 sections en province, et une dans chaque arrondissement parisien.

Guérin se brouille avec Drumont peu après les élections législatives de 1898, qui envoient vingt-trois députés antisémites à la Chambre, dont l'auteur de *La France juive*. Guérin accuse Drumont de mollesse et d'embourgeoisement. Plus qu'une vertueuse indignation, plus qu'une hypothétique pureté idéologique, c'est le contrôle d'un mouvement alors en pleine expansion, et de ses fonds, qui motive Guérin. »

La chronique médiatique de Jean-Jacques Ledos

LIBERTÉ TRÈS CONTRÔLÉE

La politique des États-Unis contredit souvent dans des documents cachés ce qu'elle proclame dans des déclarations officielles. Depuis 1967, le Freedom of Information Act (FOIA) a pour but de favoriser l'accès aux agences d'information d'origine gouvernementale parce que *« le public a le droit de savoir ce que fait le gouvernement, car un public informé est vital pour la démocratie »* (www.usdoj.gov/oip/). Des directives plus discrètes révèlent des intentions moins vertueuses. Sur le site de la National Security Archive, on trouve une « Information Road Map », feuille de route établie par un service du secrétariat à la Défense (Information Operations Primer), dans laquelle sont exposés la nécessité et les moyens de la propagande afin de *« s'assurer de la maîtrise de l'espace informatif »* de l'adversaire. L'Europe a connu jadis ce genre de guerre des communiqués avec des moyens moins perfectionnés. On a vu en Serbie, pendant la guerre avec la province du Kosovo, que de nouvelles armes de guerre électronique sont déjà en mesure d'interrompre la propagation des ondes (voir knowledge.driven.revolution.com). Les moyens éprouvés à l'usage des opérations militaires sont également appliqués à la surveillance des villes (voir aussi *Balkan Infos*, n° 130, mars 2008). La fiction de George Orwell était bien éloignée de notre actualité !

RÉSURRECTION

On prête à Edgar Faure cette remarque : *« Le pouvoir rend fou… »* Il aurait pu ajouter *« et stupide… »* Nombre d'hommes ou de femmes politiques apparaissent brillamment intelligents lorsqu'ils sont dans l'opposition ou bien lorsqu'ils ont quitté les allées du pouvoir. La solidarité gouvernementale impose de défendre des idées auxquelles ils ne souscrivent pas toujours. Invité de l'émission de Guillaume Durand « Esprits libres » en mars dernier, le repenti François Léotard a révélé un homme finement cultivé, censeur de la télévision actuelle. C'est le même, alors ministre de la Culture, qui défendait en 1987 le « mieux disant culturel » que respecterait la chaîne TF1, alors que l'État venait de la céder à un groupe d'affaires plus soucieux de profits que de culture. On connaît la suite. Tout le monde a droit à son chemin de Damas !

DROIT DE CRITIQUER

Le président de la République promet de libérer la télévision des contraintes des annonceurs publicitaires. Si la promesse était tenue, elle pourrait créer une nouvelle catégorie de programmes donnant la parole aux organisations de consommateurs dont les accès aux antennes sont habituellement réduits à l'expression de quelques généralités. Le droit de critiquer les manipulations, voire les mensonges des publicitaires ouvrirait un créneau qui pourrait fidéliser un auditoire d'un nouveau type. Le consommateur serait presque roi !

FÊTES NATIONALES

Les conquêtes par la force se terminent toujours mal. Napoléon avait décidé en 1808 d'aller mettre de l'ordre dans la monarchie espagnole au mépris de l'identité nationale. En mai, le sang des résistants que Murat fit couler fut le départ d'une longue guerre d'indépendance et le début du déclin de l'épopée napoléonienne. L'événement est illustré par les peintures et gravures de Goya. En Espagne, le 2 mai (Dos de Mayo) est une fête nationale populaire qu'on célèbre comme le 14 juillet en France. Avis aux agresseurs.

PRIX DE L'INDÉPENDANCE

La libéralisation des médias est évidemment un leurre. Quelle que soit leur volonté d'indépendance, les médias du secteur public ne sauraient déplaire au pouvoir qui leur permet d'exister. Publics et privés, s'ils accueillent la publicité, ils ne peuvent pas davantage se soustraire aux exigences des annonceurs qui sanctionnent la perte d'audience par une discussion sur les prix de passage. Il existe pourtant des démocraties où ni le pouvoir politique, ni les publicitaires ne font la loi. En Grande-Bretagne, la BBC a résisté à toutes les tentatives de captation depuis qu'une charte royale, octroyée en 1926 et renouvelée sans interruption depuis, assure son indépendance. Sa survie, bien que difficile, est assurée par une redevance supérieure de plus de 56 % à la taxe française. L'Allemagne, traumatisée par la période nazie où la propagande s'imposait de manière permanente, accepte les messages publicitaires mais en limite la durée. La redevance y atteint près du double de la française. Les membres d'une nouvelle commission pour une énième réforme devraient voyager, serait-ce seulement sous forme de navigation sur Internet.

SITE À VISITER

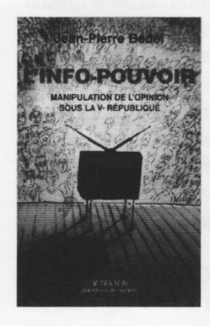
S'informer est un exercice difficile. On peut consulter avec profit le site bellaciao.org/fr. Bien entendu, il est important de vérifier la validité des informations recueillies. Voir, en particulier, l'article « Bilderberg », ce groupe de pression qui entretient discrètement avec de puissants moyens l'ordre libéral mondial.

L'ART DE LA CITATION

L'exercice de la citation consiste le plus souvent à extraire un élément de son contexte et à l'imposer comme la doctrine de son auteur. On attribue généralement la recommandation : *« Enrichissez-vous ! »* à Guizot, ministre de Louis-Philippe. Il s'agit, en réalité, de l'extrait d'une intervention à la Chambre des députés de l'époque qui était rien moins que libérale, au sens économique du terme. Le ministre recommandait à ses auditeurs, au-delà de l'enceinte parlementaire, l'usage de leurs droits sociaux parmi lesquels l'instruction. On sait trop peu que François Guizot fut le premier à en imposer l'obligation, au titre des missions de l'État, quarante ans avant Jules Ferry.

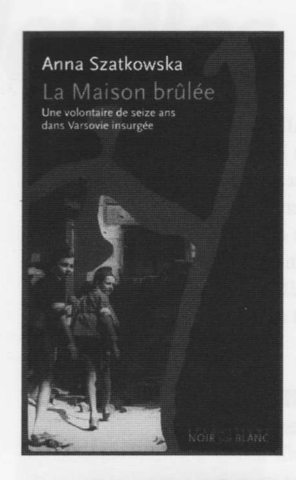
À PROPOS D'UNE RÉFORME

Depuis un demi-siècle, tous les présidents de la République ont eu le souci de soumettre l'audiovisuel public à leurs intérêts. Le dernier en date ne fait pas exception. Il s'agissait dans tous les cas d'élus au suffrage universel. Que ceux des électeurs de l'actuel locataire de l'Élysée qui se sentent trahis lèvent la main. D'ailleurs, la majorité des téléspectateurs domestiqués depuis des décennies sont satisfaits. Que ceux qui ne sont pas d'accord se fassent connaître, étant entendu que l'unité de contestation prise de compte est de 500 000 manifestants entre la place de la République et… où on voudra. ■



La dénonciation des interventions du pouvoir ou des manipulations est un domaine qui fait vendre du papier ou temps d'antenne à des cerveaux disponibles. L'actualité récente en a été encore une fois l'occasion. Entre les dénégations et l'absence de preuves, l'affirmation est rarement avérée. Jean-Pierre Bédéï, journaliste politique, est allé consulter les archives officielles qui ne sont pas avares de documents dissimulés ou non consultés, parfois d'aveux. Il rappelle quelques épisodes, dont l'authentification est assurée par ses recherches, d'occultation d'informations. La confiscation de la liberté d'exprimer a été constante, de la RTF puis de l'ORTF jusqu'à aujourd'hui, par les divers régimes et, en particulier par la Vᵉ République, toutes alternances confondues. Les sondeurs ne sont pas les derniers à manipuler les résultats de leurs enquêtes. Il ne manque qu'un regard sur les messages publicitaires. **JJL**

L'INFO-POUVOIR
MANIPULATION DE L'OPINION SOUS LA Vᵉ RÉPUBLIQUE
de Jean-Pierre Bédéï
Actes Sud,
2008, 327 p., 21 €



LA MAISON BRÛLÉE
UNE VOLONTAIRE DE SEIZE ANS DANS VARSOVIE INSURGÉE
d'Anna Szatkowska
Éditions Noir sur Blanc, 2007, 320 p., 20 €

L'insurrection au jour le jour

Ce livre est né d'un désir d'enfants : connaître la vie de leur grand-mère. Une grand-mère née en Silésie, dix années après que la Pologne soit redevenue indépendante. « Grand maman Anna » s'est pliée à l'exercice périlleux qui consiste à transmettre une expérience, une histoire. Elle y a réussi avec un récit authentique, sans emphase et lucide.

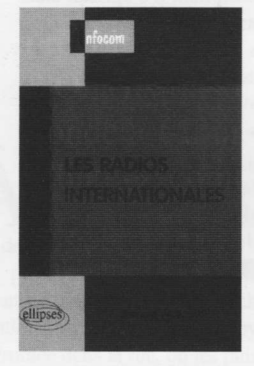
Fille de Zofia Kossak, écrivain connu, Anna Szatkowska a onze ans lorsque l'Allemagne nazie envahit la Pologne. Aux premières journées d'optimisme succèdent les jours sombres de la défaite, de la fuite vers l'est, marche vers l'inconnu, à la rencontre de la seconde invasion, celle de l'Armée rouge qui a lieu le 17 septembre. Cette fuite impossible est une école (brutale) pour Anna qui comprend par l'attitude des personnes rencontrées que *« chaque société a ses canailles et ses égoïstes, et* [que] *la Pologne n'y fait pas exception »*. Revenue à Varsovie, la famille est contrainte de se disperser pour des raisons de sécurité, et Zofia Kossak plonge dans la clandestinité. Envoyée dans une institution religieuse aux alentours de Varsovie, Anna vit sous une fausse identité, poursuit ses études clandestines et bientôt participe, à son niveau, à la résistance nationale polonaise : elle guide un enfant juif échappé du Ghetto, convoie un pilote anglais. Les nazis qui recherchent sa mère arrêtent certains de ses proches. En 1942, Zofia Kossak dénonce les persécutions antisémites et appelle ses concitoyens à aider les Juifs. Avec une socialiste, Wanda Filipowicz, elle met sur pied l'organisation Zegota, seule mouvement de résistance en Europe à se consacrer exclusivement au sauvetage des Juifs. Cette fervente catholique, plutôt de droite, recevra le titre de Juste parmi les nations.

L'insurrection de Varsovie déclenchée à l'approche des troupes soviétiques le 1er août 1944, dans des conditions qui nourrissent aujourd'hui encore les controverses, comporte deux dimensions essentielles. La première concerne la politique de Staline vis-à-vis de la Pologne (voir Katyn et ses conséquences), les intentions des Anglo-Saxons, enfin le destin de l'Europe dans l'après-guerre. La seconde touche à l'engagement des participants : il s'agissait d'affirmer l'indépendance de la nation polonaise. Les deux dimensions se rejoignent : *« Nous devions les accueillir dans notre capitale »*, écrit Anna à propos des Russes.

Membre d'une unité de jeunes filles du bataillon « Gustaw » de la vieille ville de Varsovie, Anna nous donne, non pas un récit de guerre classique, mais une sorte de journal d'une honnêteté totale. Elle ne cache rien des déceptions, de la peur, des difficultés quotidiennes pour trouver à manger, où dormir, de la cohabitation avec les cadavres. Elle rapporte ses sentiments sur la base de la chronique que sa mère, retrouvée vivante par miracle, lui a conseillé d'écrire, immédiatement après l'échec de l'insurrection, lui donnant ainsi le moyen de surmonter une épreuve exceptionnelle de violence, d'amertume (les Alliés n'ont rien fait), de cruauté. *« Chaque jour, il devient de plus en plus vraisemblable qu'aucun de nous ne sortira vivant de la Vieille Ville »*, note-t-elle au plus fort d'un combat inégal. Elle ne censure rien des réactions des civils qui ont payé un prix incommensurable à ce combat qu'ils n'avaient pas choisi. *« C'est alors que je saisis la portée de l'expérience à la fois exaltante et folle, surhumaine et inhumaine, pleine de grandeur et de terreur, que nous venons de vivre »*, écrit-elle. La catharsis imaginée par Zofia Kossak pour sa fille et ses amies n'efface nullement une douloureuse question pour ceux qui ont *« touché l'idéal d'une vie totalement dévouée à une juste cause »* : *« nous sommes dorénavant chargées d'un exceptionnel et précieux bagage qui ne nous quittera plus. Mais une question lancinante nous poursuit : pourquoi nous et pas les autres ? pourquoi sommes-nous en vie... »*

Récit admirable, écrit avec maîtrise, et plein d'humanité, *La Maison brûlée* est un témoignage de grande valeur, dans lequel nombre de notations invitent à la réflexion.

Jean-Louis PANNÉ



LES RADIOS INTERNA-TIONALES
de Bernard Wuillème
Ellipses, 2007, 250 p., 19,50 €

Radios sans frontières

Les historiens et spécialistes de la radio accorderont la plus grande attention à un domaine de communication rarement traité en français. À l'heure de l'écoute mondiale par Internet, le lecteur découvrira l'ancienneté des radios dirigées vers l'extérieur des frontières à des fins de propagande ou de contre-propagande. À ce double titre, la radio est devenue une arme de guerre, froide ou non.

Il serait toutefois excessif de réduire l'activité de ces stations à leur rôle politique. Beaucoup d'entre elles constituent une ouverture vers des cultures étrangères. Le pionnier de la radio mondiale fut, en ce domaine comme en d'autres, l'ingénieur croate Nikola Tesla qui avait construit, en 1900, dans le New Jersey, une antenne destinée à cette diffusion universelle. Les bolcheviks ont été les premiers à en mesurer l'efficacité, à usage interne, mais aussi vers l'extérieur. Radio Komintern est inaugurée en 1927[1]. Hitler en théorisera la nécessité dans *Mein Kampf*. Son ministre du IIIe Reich, Joseph Goebbels, en fera un instrument de conditionnement au quotidien puis une arme de guerre. Les plus anciens se souviennent, en particulier, des harangues de Paul Ferdonnet depuis l'antenne de Stuttgart.

L'auteur ne manque pas d'évoquer un épisode peu connu, celui des « radios noires » (« Black Radios » pour les Anglais). Présentées comme des dissidences au sein de partis du pays ennemi, elles devaient introduire le doute chez l'adversaire. La Deuxième Guerre mondiale y trouvera une arme, mais aussi un moyen d'information. La mondialisation de la communication qu'a introduit l'Internet limite, sinon condamne à l'abandon, les stations d'ondes courtes souvent difficiles à capter.

Les ouvrages consacrés à cette activité (et à jour) sont peu nombreux en langue française. Bernard Wuillème, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université Jean Moulin - Lyon 3, comble cette insuffisance et met à la disposition des chercheurs une documentation inédite.

Jean-Jacques LEDOS

1. Voir « La radio en URSS » in *Gavroche*, n° 61, janv.-fév. 1992.

Sport et idéologie

PIERRE DE COUBERTIN, LE SEIGNEUR DES ANNEAUX
AUX FONDEMENTS DE L'OLYMPISME
de Jean-Marie Brohm
Homnisphères,
2008, 142 p., 12 €

La critique du sport porte avant tout sur la nature fondamentalement idéologique d'une pratique sociale qui s'évertue à apparaître comme une activité « apolitique par essence ». Jean-Marie Brohm, à travers cet ouvrage, revient aux sources et enrichit cette démarche courageuse et minoritaire, qu'il poursuit depuis de nombreuses années, de lecture des textes de Pierre de Coubertin. Ce qui, surtout à la vieille des Jeux Olympiques de Pékin, présente bien évidemment un intérêt historique qui éclaire l'actualité. L'auteur nous rappelle en passant qu'en 1935, une brochure du Comité Olympique américain dénonçait certains Juifs qui utilisaient les Jeux de Berlin (1936) *« comme une arme dans leur boycott contre les nazis ».*

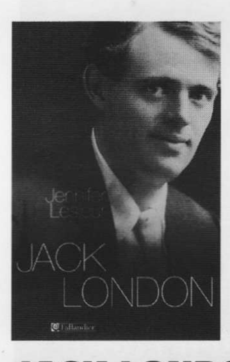
L'œuvre de Pierre de Coubertin (conférences, articles, déclarations, ouvrages divers), qui aujourd'hui encore tient lieu d'évangile, court sur près de cinquante ans de 1885 à 1937 et s'inscrit dans un contexte politique marqué par la lutte à mort que livra l'ordre bourgeois contre la poussée révolutionnaire qui devait s'éteindre avec l'échec de la révolution espagnole. L'auteur, fin connaisseur de son sujet, nous offre une visite guidée dans une production idéologique *« qui ne masque pas ses sympathies pour tous les régimes d'ordre, le nationalisme, le militarisme et surtout le IIIe Reich qui utilisa habilement le mysticisme fumeux de l'idée olympique pour donner un fondement philosophique à la barbarie national-socialiste ».* Pierre de Coubertin vénère et célèbre la virilité, vante les bienfaits de la concurrence guerrière des hommes entre eux et structure une vision du sport propre à la société bourgeoise de son temps.

Il est aussi utile, comme le fait l'auteur, de souligner que le sport, ses codes, son usage et le discours qui va avec, sont, quoi qu'on en dise, une émanation d'une vision de l'homme dans sa relation au monde qui l'entoure, et d'autre part se font fort de le préparer à être un travailleur et un soldat obéissant, soumis et docile qui souffre en silence, et *« dans la joie ». « Le mouvement sportif a servi à légitimer la domination de la classe bourgeoise, à inculquer aux classes subalternes le sens de l'ordre, de la hiérarchie, de la soumission au système politique établi... »* précise Jean-Marie Brohm. L'idée de Pierre de Coubertin est de créer un immense *« patronage à l'échelle planétaire ». « Le patronage est plus qu'une vertu, c'est un devoir »* insiste le seigneur des anneaux en 1887.

Et en commençant par une citation de Nicolas Sarkozy le 30 mai 2006 à la convention de l'UMP, Jean-Marie Brohm replace le fameux *« citus, altius, fortius »* dans une perspective qui fleure bon les valeurs profondément réactionnaires propres à la contre-réforme en cours.

Jean-Luc DEBRY

Un homme de son temps



JACK LONDON
de Jennifer Lesieur
Tallandier,
2007, 413 p., 25 €

Jack London, né en 1876, décédé 40 ans plus tard en 1916, fut un écrivain prolifique et probablement le premier écrivain américain à avoir connu le succès commercial de son vivant. Paradoxalement, l'auteur, qui revendiquait haut et fort son appartenance au mouvement ouvrier socialiste, s'inscrit dans le mythe du succès individuel au moment où l'impérialisme américain prend son essor. Le mérite de la récente bibliographie de Jack London proposée par Jennifer Lesieur est incontestablement d'insister sur cette apparente contradiction et d'en explorer toutes les facettes. C'est qu'en réalité, Jack London est un produit de son temps.

L'explosion des villes, l'accélération des progrès techniques et de l'industrialisation, ont fait apparaître un tout nouveau public populaire au moment où les coûts de l'édition connaissent une baisse sensible. À la même période, l'ensemble du territoire américain est désormais occupé, faisant basculer dans le passé certains thèmes exploités par la littérature nationale, comme celui du mythe de la frontière. Les goûts changent et la littérature s'adresse à un public désormais plus nombreux et plus populaire.

Jack London, enfant de la balle, ouvrier, vagabond, pilleur d'huîtres ou chercheur d'or dans le grand Nord canadien et doté d'une opiniâtre volonté de s'en sortir, va consciemment et méthodiquement produire une œuvre littéraire comme on monte une entreprise à cette époque : en satisfaisant un nouveau marché.

Cela n'exclut en rien la sincérité, ce qui fait bien sûr la force de son œuvre. Car si Jack London réussit effectivement à s'échapper de la misère, lui-même rappelle qu'il s'est enrichi sans exploiter personne. Il reste moralement lié à son milieu d'origine, ce qui explique son attachement au socialisme et à toute forme d'émancipation, notamment féminine. Mais là aussi, Jack London est de son temps. Marx n'a quasiment pas été traduit en anglais et London n'en connaît finalement que peu de chose. Comme nombre de ses contemporains, il y mélange la pseudo-théorie du « darwinisme social » de Herbert Spencer, et ne doute pas un instant de l'inégalité entre les races. Son socialisme sincère, capable de projections pertinentes, notamment dans son anticipation des mécanismes du fascisme illustrés dans *Le talon de fer*, s'apparente sans surprise à celui qui a fait faillite en 1914. Il est vrai que Jennifer Lesieur n'aborde qu'en passant ces contradictions propres au mouvement ouvrier naissant, et qu'un lecteur intéressé par les relations compliquées qui unissent London au socialisme restera sur sa faim.

Pour finir, la biographe rappelle que l'auteur de *Martin Eden* ne s'est pas suicidé mais qu'il est mort d'une surdose de morphine alors que, atteint par une urémie, mais aussi usé prématurément par une vie tumultueuse, il était tourmenté par d'atroces souffrances.

Une courte bibliographie complète cet ouvrage. On regrettera toutefois une relecture un peu hâtive. Le travail de Jennifer Lesieur, qui laisse beaucoup de place à l'œuvre prolifique de l'écrivain américain, vient combler un vide : la seule bibliographie disponible en français datait de 1989, montrant à quel point Jack London reste encore peu connu du public en France.

Bruno DOIZY



MAI 68, UN MOUVEMENT POLITIQUE
de Jean-Pierre Duteuil
Acratie,
2008, 250 p., 23 €

Le Mai que les médias ont occulté

À force de réduire Mai 68 à quelques slogans clinquants (*« Il est interdit d'interdire ! »*) et images chocs (émeute au Quartier latin), on en viendrait à oublier qu'il fut l'un des mouvements sociaux majeurs de notre histoire contemporaine, jetant dans la rue étudiants, jeunesse radicalisée, ouvriers et paysans. À force de le réduire à quelques personnalités médiatiques en vue, on en viendrait à croire que les soixante-huitards, passés la crise d'adolescence, ont tous rendu les armes de la critique pour s'adonner aux saines joies de l'intégration politique et sociale, devenant enfin ce pour quoi on les avait destinés : encadrer le salariat d'exécution, former ses rejetons.

Comme tant d'autres soixante-huitards (ceux, justement, dont les médias ne parlent pas), Jean-Pierre Duteuil n'a jamais rendu les armes. À Nanterre, il animait avec Daniel Cohn-Bendit et quelques autres le mouvement du 22 mars. Quarante ans plus tard, il est demeuré un militant actif du mouvement libertaire, impliqué dans les luttes sociales, écologistes. Son livre n'est pas le témoignage de son expérience de jeune étudiant en sociologie, mais une analyse de ce Mai qui *« est toujours un prétexte pour donner du sens à une conception du monde et à des projets politiques très actuels »*. Il rappelle avec force détails que Mai 68 ne fut pas un accident de l'histoire, une explosion soudaine, hautement imprévisible. Dès le milieu des années 60, la vigueur des mouvements sociaux (Dassault à Bordeaux, métallurgie à Saint-Nazaire, Rhodiaceta à Besançon) témoignait que le pouvoir gaulliste, arrogant et sourd à la grogne sociale, n'était pas aussi souverain sur les consciences que cela. La France de ces années-là ne s'ennuyait pas, la lutte des classes n'était pas un gros mot et la classe ouvrière pas encore enterrée par les médias. La jeunesse radicalisée prenait de façon forte la parole, s'en prenant aussi bien au capitalisme et à ses mirages (la Consommation, le Progrès...), qu'à la démocratie représentative si chère aux élites. Lentement, une fraction minoritaire mais non négligeable des paysans prenait ses distances d'avec le conservatisme et le corporatisme de leurs directions syndicales, et nouait des relations plus soutenues avec les organisations syndicales ouvrières. Mai 68 ne fut donc pas une révolte étudiante, culturelle, mais un formidable mouvement social, mêlant des individus de cultures et d'horizons différents, recherchant dans la confrontation à faire vaciller un pouvoir à bout de souffle.

Pour Jean-Pierre Duteuil, Mai 68 a également mis au goût du jour une forme d'organisation qui a fait florès depuis : les comités d'action qui offraient *« un dépassement du cadre organisationnel traditionnel et de la politique spécialisée, au bénéfice de pratiques immédiates, décidées en commun et dont le bilan pouvait se dresser aussi en commun »*. Ce sont dans ces structures, anti-hiérarchiques par principe, que le caractère libertaire de Mai s'est exprimé le mieux. Or, hier comme aujourd'hui, il n'y a rien de plus dangereux pour des institutions (partis, syndicats...) que d'être confrontées à des individus désireux d'être acteurs aussi bien de leur vie que de leurs combats.

Christophe PATILLON



LE MANDAT IMPÉRATIF
DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE À LA COMMUNE DE PARIS
de Pierre-Henri Zaidman
Les éditions libertaires
et les éditions
du Monde Libertaire,
2008, 100 p., 12 €

Le mandat impératif ou l'impossible démocratie

Le nom dit la chose et la chose doit bien être d'importance pour que son interdiction figure en bonne place dans le texte de la Constitution ! Derrière la question – essentielle – des rapports du peuple avec ses représentants, se joue celle – originelle – du sens de la démocratie ! Et, comme souvent, force est de constater que ces préliminaires se jouent à front renversé ! C'est ceci, d'abord que nous montre Pierre-Henri Zaidman dans son dernier ouvrage, *Le mandat impératif de la Révolution française à la Commune de Paris*.

Rousseau est, sans doute, le père de la démocratie ; il en est surtout le parangon. Lui qui perçut si tôt combien se jouaient de contradictions entre ordre et liberté, lui qui comprit, avant tout le monde, combien tout exécutif ne manquerait jamais de se poser comme volonté particulière face à l'intérêt général au point de concevoir non un droit, mais un devoir de révolte sitôt que la loi serait injuste, lui, Rousseau, était opposé à toute démocratie représentative quand même il sût que la démocratie directe fût impossible pour de grands États.

La notion de représentants n'est pas démocratique, mais féodale. Ce qui s'y joue c'est la liberté ! Pour qu'il y ait ordre possible, nous dit-on, il faut bien que le mandataire ait quelque marge de manœuvre faute de quoi, bientôt récusé, il est dans l'impossibilité d'assumer les devoirs de sa charge ! D'un autre côté, pour qu'il y ait liberté, il faudrait bien pourtant que le peuple puisse s'assurer que les décisions prises en son nom fussent bien les siennes et donc que le lien d'avec lui fût impératif, comminatoire !

Quoi d'étonnant alors que Rousseau restât la bête noire de la bourgeoisie bien pensante tant cette question de la nature du pouvoir détermine toute la suite pour poser la question cruciale, fondatrice, de la nature du pouvoir politique. Comment représenter, comment traduire sans trahir ? Rousseau avait compris combien celui qui était assis au lieu de la médiation ne manque jamais de jouer sa propre partition, qu'il n'y avait jamais loin du représentant au parasite, du parasite au président : du symbolique au diabolique !

Quoi d'étonnant encore que cette question se posât à chaque crise politique majeure, à chaque révolution... pour être sitôt évacuée que supposée (1789 ; 1848 ; 1870) ! Car elle engage le sens même du pouvoir ! Car finalement la démocratie représentative, si elle est bien l'institution du peuple pour le peuple, ne peut l'être que... sans le peuple. Convoqué à chaque élection par décret, n'est-ce pas supposer qu'il fût révoqué tout de suite après ! La démocratie représentative ou la démocratie... par – grande – intermittence !

Quoi d'étonnant que l'on considérât toujours comme anarchistes, comme fauteurs de troubles et adversaires de toute institution, ceux-ci même qui défendirent le principe du mandat impératif puisque, précisément, ils aspiraient à une liaison directe entre souveraineté et pouvoir et, en conséquence, virent à jamais en tout État

l'instrument de domination du peuple. Tout semble se passer comme si le moment où s'incarne la souveraineté ne pouvait être qu'un instant, fugace même si magique, hiératique. L'intrusion du peuple dans l'histoire marque toujours la bordure sacrée du politique, celle où le principe bouscule tout. Mais le symbole ne fonctionne qu'en différant du symbolisé. Le peuple doit être vite évacué faute de quoi nul ordre ne semble possible. La vacuité du mandataire est patente si le commettant est présent ! L'ordre, la bourgeoisie n'aiment jamais tant le peuple qu'absent, que tant qu'il demeure une idée, un principe !

Telle est la tragédie de la démocratie, sinon de l'histoire, que récusent les partisans du mandat impératif ! Comme si demeurait impossible la démocratie ou que la transaction irrémédiablement dût s'achever en compromission. Comment ne pas aimer ce moment séminal où le Verbe se fait chair, où le peuple, éternel intrus, gomme, biffe et meurtrit, parce qu'impatient, il demeure éternellement en souffrance.

C'est cette histoire que raconte Pierre-Henri Zaidman avec précision autant que passion, parce qu'il sait qu'elle est moins triste que tragique, qu'il devine que ce n'est pas une histoire, mais seulement l'itératif retour du refoulé, cet ombilic au-delà de quoi l'on ne peut remonter, cette insensible frontière où le pouvoir frôle la puissance, mais la manque toujours ; où la puissance s'exhausse en vertu pour s'effondrer immanquablement dans le virtuel.

Pierre-Henri Zaidman écrit ici, simplement, une genèse ; moins une histoire qu'une préhistoire vite oubliée puisque si terrifiante. Quoi d'étonnant enfin que cette proto-démocratie se jouât à front renversé puisqu'elle est, par essence, l'inversion de l'ordre. Pierre-Henri Zaidman feint de s'étonner que les premiers partisans du mandat impératif fussent aristocrates mais qui, plus que la noblesse, savait alors la puissance fondatrice du sacre ? Faut-il s'étonner que ce fussent ainsi plutôt un abbé et un noble qui défendirent l'émancipation des Juifs plutôt que le Tiers État ? Il faudrait bien méconnaître la partition nécessaire que joue toute société, entre sacré et profane, pour s'en étonner véritablement.

Alors oui, Pierre-Henri Zaidman nous invite en réalité à un jeu, de cache-cache, celui qu'entreprend désespérément le peuple avec l'ordre, l'institution et la liberté ! Où l'espérance traque la trahison, le principe, le réel, et la colère, la trahison.

Ce jeu, nous savons tous qu'il se termine toujours de la même manière, mais est-il interdit, pour autant de rêver ?

Pierre-Michel SIMONIN

Maréchal, vous voilà...

Les nuits de défilés aux flambeaux qui fascinèrent tant Robert Brasillach et que filma Leni Riefenstahl dans son *Triomphe de la volonté* ont profondément marqué les mémoires de ceux qui en furent les témoins, voire par la suite les simples spectateurs. Elles illustrent l'exploitation que les totalitarismes surent faire des rassemblements festifs, ritualisés à l'excès et au sein desquels l'individu se dilue dans la masse. Si l'on connaît assez bien en la matière les archives du IIIe Reich et de l'Italie mussolinienne, on découvrira par contre avec intérêt, et grâce à Rémi Dalisson, les implications multiples et l'imprégnation profonde que le concept de « fête » recouvrit dans la France de Vichy.

Avec méthode et systématisme, l'historien prend soin de baliser le terrain avant d'en décrire chaque aspect. Il rappelle notamment que, malgré une influence considérable des modèles nazis et fascistes, la France des liesses maréchalistes comporte quelques spécificités irréductibles. Elle n'était pas sous le coup d'un parti unique et se voyait en outre divisée en deux, ce qui empêchera toujours une réelle cohérence nationale, en ce qui concerne l'organisation ou l'observance des nouvelles solennités. En effet, la zone occupée fera l'objet d'une surveillance accrue de la part des autorités allemandes tandis que, dans la zone libre, Pétain disposait d'une plus grande marge de manœuvre afin d'imposer ses vues.

C'est donc au-delà de la ligne de démarcation que se développera avec le plus de ferveur un authentique culte de la personnalité à celui qui, déjà lauré comme héros de Verdun, promettait désormais sur les ondes le redressement de la patrie, à condition bien sûr que chacun s'y dévoue dans un esprit de sacrifice et de contrition. Le travail de Dalisson permet d'observer au plus près, soit dans ses réalisations les plus concrètes comme les plus anecdotiques, l'articulation entre propagande d'État et imaginaire collectif. Il décrit les modifications stratégiques apportées au calendrier de la IIIe République, et qui consistent à redonner un sens nouveau à des dates aussi symboliques que le 1er Mai, le 14 Juillet ou le 11 Novembre. Purgées de leurs dimensions révolutionnaires ou hostiles au « Boche », ces célébrations seront réinterprétées à l'aune des valeurs du régime, et leur portée contestataire se verra bien sûr désamorcée.

En périphérie de ces manifestations, on trouve un arsenal de papier et d'objets hétéroclites, la plupart à l'effigie du Divin Philippe : affiches, brochures, médailles et décorations, images presque pieuses ou représentations gigantesques, jeux, calendriers, assiettes, etc. La vocation de ce « grand chosier » n'est autre que de garantir l'omniprésence symbolique du chef dans chaque foyer et dans chaque esprit.

Avec cette étude, Dalisson réintroduit pleinement, dans la quête de sens mémorielle que connaît la France depuis quelques années, l'une de ses dimensions oubliées, peut-être la plus cruciale. Il ne néglige pas de focaliser son point de vue sur les comités locaux les plus reculés du pays, pour le généraliser ensuite jusqu'aux confins des colonies de l'Empire ; se montre habile à traiter des aspects aussi variés que la politique, la religion, le folklore, la radiodiffusion ou les sports ; suit à la trace Pétain au fil de ses nombreux déplacements en province ; mentionne les variantes apportées à *La Marseillaise* et aux chants patriotiques afin de complaire à l'occupant. Il conclut par l'évocation des actes de résistance, isolés ou publics, qui émaillèrent de nombreux événements, et l'énumération des « contre-fêtes » subversives, tels l'anniversaire de Valmy ou celui de l'assassinat de Jaurès, qui fleurirent en réaction au calendrier vichyssois. The party was (nearly) over.

Frédéric SAENEN



LES FÊTES DU MARÉCHAL
PROPAGANDE ET IMAGINAIRE DANS LA FRANCE DE VICHY
de Rémi Dalisson
Tallandier,
2008, 475 p., 32 €



JOURNAL DU SIÈGE DE PARIS
de Jacques-Henry Paradis
Texto,
2008, 390 p., 10 €

La vie à Paris avant la Commune

En histoire, les témoignages représentent souvent une transcription émouvante des événements historiques. Avec la réédition du *Journal du siège de Paris*, dont la précédente publication date de... 1872, les éditions Tallandier offrent au lecteur curieux une passionnante matière. L'auteur, Jacques-Henry Paradis, probablement agent de change, donne une relation quasi quotidienne de ce siège terrible qui se déroule de septembre 1870 au mois de janvier 1871. L'intérêt de l'ouvrage est multiple. Il représente une source inestimable à propos de la vie quotidienne dans un Paris entouré de soldats prussiens. Le lecteur se passionnera pour les rapports militaires, les détails concernant la fortification de Paris ou l'organisation des forces armées. Il s'intéressera aux décrets du gouvernement de Défense nationale, de Trochu, de Jules Favre ou de Jules Ferry. Il s'émouvra de la rapidité avec laquelle les stocks de vivres baissent et des nouvelles modes alimentaires qui en découlent. En date du 13 novembre, par exemple, l'auteur évoque l'ouverture de boucheries spécialisées dans la viande de chien, de chat et de rat. Le froid polaire règne dans la ville et la difficulté à trouver des combustibles se fait de plus en plus grande, au point que l'on coupe les arbres centenaires des bois de Boulogne et de Vincennes. Le nombre de décès augmente de semaines en semaines...

Mais le livre traduit surtout un climat politique qui annonce l'insurrection du 18 mars. Bon bourgeois, « républicain » à la Trochu, Jacques-Henry Paradis peste régulièrement contre le *« parti exagéré »*, contre les *« extrémistes »*, les *« Prussiens de l'intérieur »*, ces hommes en arme qui, derrière Flourens, réclament la proclamation de la Commune face à un gouvernement qui refuse d'organiser les élections municipales. Des manifestations se produisent sur la place de l'Hôtel-de-Ville, notamment le 31 octobre 1870 où le gouvernement est renversé pour quelques heures...

Une partie de la population reproche à Trochu sa mollesse vis-à-vis de la Prusse. On réclame des engagements militaires. Des républicains radicaux, dans certaines municipalités, prennent des mesures qui effraient notre homme de l'ordre : dans le XIe arrondissement, on a fait arracher les crucifix dans les écoles. En décembre, le XIVe vote la séparation de l'Église et de l'État et la suppression de l'enseignement congréganiste. Des clubs de femmes s'ouvrent, au grand dam de Jacques-Henry Paradis.

Compte rendu passionnant d'un siège terrible, cet ouvrage de 390 pages au prix de 10 euros et d'une lecture très agréable représente un document indispensable pour qui veut comprendre ces années tragiques qui ont vu éclater la première révolution ouvrière de l'histoire.

Guillaume DOIZY

LE CURÉ MESLIER
ATHÉE, COMMUNISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE SOUS LOUIS XIV
de Maurice Dommanget
CODA,
2008, 420 p., 39 €

Prêtre le jour, révolutionnaire la nuit

En rééditant le livre publié en 1965 que Maurice Dommanget consacra au curé Meslier, les éditions Coda nous font une bien belle surprise. Mais disons-le tout de suite, cette heureuse initiative est gâchée par le prix. Il est largement dissuasif et laisse perplexe. Cette publication aurait sans doute mérité de figurer dans leur collection de poche, comme c'est le cas pour les textes de D'Holbach. À cette réserve près, une fois la colère calmée, il y a de quoi s'émerveiller à sa lecture. Michel Onfray avait, en 2005, remis au goût du jour et attiré l'attention du lecteur sur ce curieux personnage, curé le jour et écrivain révolutionnaire la nuit. Jean Meslier (1664-1729), curé d'Étrepigny, en Champagne, assume, sa vie durant, sa charge avec une extraordinaire régularité et dans le respect de la liturgie. Mais dans l'intimité, notre homme rédige une œuvre qui fascina Voltaire et D'Holbach. Ses textes furent publiés après sa mort. Son athéisme, la radicalité de sa critique sociale, ses convictions communistes, sont d'autant plus remarquables qu'il s'exprime en précurseur des lumières, de Babeuf, et dans un contexte historique où rien ni personne ne le prédispose à porter si loin la remise en cause d'un ordre social alors considéré comme éternel, de droit divin et donné comme incontestable par tout un appareil idéologique et théologique au fait de sa puissance. Sur le plan politique, il prône un communisme libertaire et agraire. Par ailleurs, sur les plans scientifique et philosophique, il développe une théorie matérialiste. Il soutient en effet que la matière est de l'énergie, et l'énergie de la matière. Ce qui, considéré avec le recul, est absolument révolutionnaire et anticipe sur des découvertes récentes. Le texte vaut donc le détour, largement.

Jean-Luc DEBRY



LA RÉSISTANCE COMMUNISTE ALLEMANDE (1933-1945)
de T. Derbent
Aden,
2008, 115 p., 10 €

Hommage aux oubliés

Tous les aficionados de l'histoire des mouvements ouvriers sauront gré à T. Derbent (à qui l'on doit déjà de très bons ouvrages sur Clausewitz, publiés aussi chez Aden) de sortir de l'oubli les communistes allemands qui résistèrent au IIIe Reich. Son livre offre en peu de pages une dose d'informations concrètes, ainsi que quelques iconographies et une bibliographie sur les principales organisations clandestines que le géant KPD laisse derrière lui après son interdiction. On suit de grands noms, tels ceux de Beimler, Renn, Walter Ulbricht ou Thaelmann et des milliers d'inconnus, en Espagne, en camps de concentration, dans les rangs de la future bureaucratie est-allemande, et ceux qui étendirent parfois leur action dans des endroits plus inattendus, jusque dans les rangs des FTP. Un pur livre d'histoire, une chronique de cette résistance qui embrassa toutes les formes de lutte possibles.

Même si l'auteur nous emmène doucement vers un début de véritable historiographie, parfois il se laisse trop peu de place pour développer de véritables réflexions de son travail minutieux d'historien. Dommage.

Il s'agit de faire quitter le passé à cette résistance pour la faire rentrer dans l'histoire. Cet ouvrage, en plus d'être un début de piste en attendant d'autres travaux, est aussi un appel à l'étude de cette dernière, oubliée par l'historiographie française et ouest-allemande, au profit des mythes de l'Allemand docile laissant seuls des militaires putschistes – et passablement réactionnaires – s'occuper de politique. T. Derbent nous rappelle d'ailleurs fort à propos que des gens comme Otto Wolfgang, bourreau SS et assassin de Thaelmann, ont intégré sans difficulté le milieu universitaire en RFA.

Jules CRÉTOIS

Soixante ans après, retour sur la création d'Israël

En marge du Salon du Livre, La Fabrique et quatre autres éditeurs ont présenté les traductions françaises de livres importants de « nouveaux historiens » israéliens et organisé avec eux, le 18 mars 2008, un débat sur « Israël face à son passé ».

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies décide le partage de la Palestine en un État juif, un État arabe et une zone internationale pour Jérusalem. Le 14 mai 1948, Israël proclame son indépendance, et le lendemain, les armées arabes entrent en Palestine. Après le dernier armistice, le 20 juillet 1949, l'État juif a augmenté d'un tiers son territoire, que les quatre cinquièmes de ses habitants ont quitté. L'État arabe, lui, est mort-né, divisé entre Israël, la Jordanie et l'Égypte.

Les « nouveaux historiens » sont des chercheurs qui ont pour point commun d'avoir recherché dans les archives ouvertes à partir de 1978 la véritable histoire de la naissance de leur pays et de l'exode des Palestiniens. Pour le reste, ils professent des opinions et des méthodologies diverses.

Ils ébranlent trois mythes de l'historiographie traditionnelle :

- David contre Goliath : les archives indiquent que les forces juives bénéficiaient d'une nette supériorité, accentuées par le soutien inconditionnel des États-Unis et celui plus mesuré de l'Union soviétique. À quoi s'ajoutait l'avantage stratégique offert par l'accord Golda Meïr-Abdallah du 17 novembre 1947, stipulant que la Légion jordanienne, la seule armée arabe digne de ce nom, ne pénétrerait pas sur le territoire de l'État juif et, en échange, annexerait ce qui resterait de l'État arabe.

- La paix manquée : les archives montrent qu'Israël a changé d'attitude au cours de la conférence de Lausanne en 1949. L'État accepte d'abord de signer le 12 mai avec ses voisins un protocole reconnaissant le plan de partage et le droit au retour des réfugiés, pour ensuite le *« saper »* (Walter Eytan, codirecteur du ministère des Affaires étrangères).

- La fuite des Palestiniens : les archives ne contiennent aucun appel national à l'exode, mais elles attestent la multiplication d'expulsions accompagnées parfois de véritables massacres. Durant les six premiers mois de 1948, 73 % des 400 000 départs résultent d'opérations israéliennes. À partir de l'été, les dirigeants civils et militaires ne dissimulent plus leur volonté de chasser le gros des « Arabes » et de leur interdire le retour, l'État s'emparant de leurs biens.



Ces thèses font débat en Israël. Au cours des années 1990, les « nouveaux historiens » réussissent progressivement à organiser des discussions dans les universités et à influencer les médias, comme en 1998 dans la série télévisée *Tekuma*. Mais en 2000, la seconde « Intifada » brise pour un temps ce développement. Actuellement le débat est double. Le premier oppose les « nouveaux historiens » à leurs confrères « orthodoxes » qui tentent de sauver l'histoire officielle. Le second concerne les « nouveaux historiens » entre eux.



Pour l'historien Benny Morris, *« le problème palestinien est né de la guerre et non d'une intention juive ou arabe »*. Ilan Pappé insiste au contraire sur la *« planification systématique derrière l'expulsion des Palestiniens »*. Il explique – avec force citations de documents et de témoignages – comment les dirigeants juifs de Palestine ont longuement pensé, préparé et réalisé le *« transfert forcé »* de la population arabe pour se doter d'un État au territoire plus grand et plus homogène que celui prévu par les Nations unies.

La nouvelle interprétation de l'histoire ne se limite pas à 1948, comme le montre le remarquable ouvrage *Le mur de fer* d'Avi Shlaïm. Cette expression résume la politique prônée par l'extrémiste Jabotinsky dès les années 1930 : imposer aux Arabes un État juif par la force sur les deux rives du Jourdain. Pour Shlaïm, cette orientation a inspiré la plupart des Premiers ministres israéliens de 1948 à 2008 – à l'exception d'Yitzhac Rabin depuis la conférence de Madrid en 1991 jusqu'à son assassinat le 4 novembre 1995.

Pierre-Henri ZAIDMAN

LE NETTOYAGE ETHNIQUE DE LA PALESTINE
d'Ilan Pappé
Fayard,
2008, 396 p., 22 €

LE MUR DE FER
d'Avi Shlaïm
Buchet-Chastel,
2008, 759 p., 29 €

ISRAËL CONFRONTÉ À SON PASSÉ
de Sébastien Boussois
L'Harmattan,
2007, 385 p., 34 €

COMMENT ISRAËL EXPULSA LES PALESTINIENS (1947-1949)
de Dominique Vidal
L'atelier,
2007, 256 p., 21 €



L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables... **Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !**

Armand (E.), La révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse. Critique et Raison, 1928, broché, 342 p., parfait état ...... 25 €

Bauchery (dit Le Solitaire), Les fauteurs de La Commune : MM. Thiers, Louis Blanc. Auguste Ghio, 1887, relié, dos à nerfs, titre doré, 309 p., bel exemplaire .... 50 €

Biollay (Léon), Le Pacte de famine, *Études économiques sur le XVIIIe siècle.* Guillaumin, 1885, 547 p., broché (rousseurs) ...... 40 €

Bourgin (Georges), La guerre de 1870-1871 et La Commune. *Réédition en fac-simile de l'édition de 1938 à l'occasion du centenaire de la Commune.* Flammarion, 1971, cartonnage vert à motifs rouges et dorés, viii-439 p., riche iconographie en noir coul. et fac-sim., index, bel exemplaire .... 100 €

Cavaterra (Eric), La Banque de France et la Commune de Paris (1871), *Préface de Michel Margairaz.* L'Harmattan, 1998, 334 p. bibliographie neuf .... 30 €

Claraz (Abbé Jules), La faillite des religions. *La bibliothèque du Libre Penseur.* Idée libre sans date (1927 ?), broché, non coupé, 391 p., état neuf.................... 25 €

Crémieux (Albert), Fosse 15. *Roman de la mine.* Éd. Cosmopolites, 1930, broché, 250 p., défraîchi .... 12 €

Douart (Georges), L'usine et l'homme. Plon, 1967, broché, 299 p., état neuf ... 15 €

Engelbrecht et Hanighen, Marchands de mort. *Essai sur l'industrie internationale des armes.* Flammarion, 1934, broché, 283 p., bibliographie, bon état .... 15 €

Faure (Sébastien), La naissance et la mort des Dieux. *Conférence contradictoire donnée à Lille.* Idée Libre, 1934, broché, 80 p., très bon état. On joint une lettre manuscrite de S. Faure datée et signée adressée à l'un de ses admirateurs pour lui fixer rendez-vous. L'ensemble .... 50 €

Flora Tristan, Lettres. *Réunies et annotées par Stéphane Michaud.* Seuil, 1980, broché, 270 p., index .... 20 €

Fourastié (Jean), Machinisme et bien-être. Éditions de Minuit, 1951, collection L'Homme et la machine, 255 p........ 15 €

Hervé (Gustave), Leur patrie. « La guerre sociale », 1910, broché, 320 p., manque au dos .... 20 €

Hervieu (Louise), Le « Crime ». *En hommage aux peuples de paix !.* Denoël, 1937, première édition, 64 p., non coupé..... 20 €

Kropotkine (Pierre), L'Entr'aide, un facteur de l'évolution. Alfred Costes, 1938, broché, 2e édition, xix-388 p., index, très bon état .... 30 €

Kropotkine (Pierre), L'Éthique. Stock, 1927, 397 p., parfait état .... 20 €

Launay (Michel), Le syndicalisme en Europe. Imprimerie Nationale, 1990, fort in-4 broché, 504 p., index, état neuf ...... 25 €

Lorulot (André), La véritable éducation sexuelle. *Préface du Dr Voivenel.* L'Idée Libre, 1948, xxxii-573 p., illustré, curieux ouvrage en parfait état............... 30 €

Méline (Jules), Le retour à la terre et la surproduction industrielle. Hachette, 1905, 320 p., légère déchirure du premier plat .... 25 €

Meslier, Testament du curé Meslier. Le Rouge et le Noir, 1939, réédition de l'ouvrage paru en 1733, 314 p., index, peu courant......................... 30 €

Patenotre (Raymond), Vers le bien-être par la réforme de la monnaie et du crédit. *La misère dans l'abondance.* Petit Journal, 1936, 191 p. bon état .... 12 €

Pelletier (Madeleine), Une vie nouvelle. Eugène Figuière, 1932, 247 p., couverture défraîchie, rare................... 15 €

Richepin (Jean), La chanson des gueux. *Poèmes.* Flammarion, 1927, broché, 269 p., illustrations de Renefer, glossaire argotique, défraîchi......................... 25 €

Riou (Gaston), Journal d'un simple soldat. *Vues et jugements sur la guerre (1914-15).* Valois, 1931, 279 p., parfait état .... 20 €

Tailhade (Mme Laurent), Les plus belles pages de Laurent Tailhade. Quignon, 1928, 705 p., dos sali.............. 25 €

Thomas (Bernard), Jacob. *Parcours rocambolesque d'un célèbre anarchiste.* Tchou, 1970, 373 p................. 15 €

Vallès (Jules), Les victimes du livre. *Écrits sur la littérature.* La Chasse au Snark, 2001, 338 p., état neuf .... 22 €

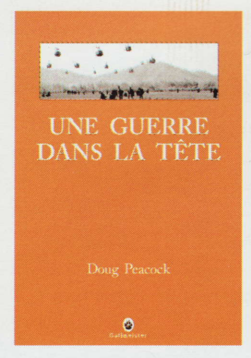
Zévaès (Alexandre), Un apôtre du rapprochement franco-allemand, Jean Jaurès. Aux Armes de France, 1941, 253 p. (non coupé), parfait état............ 20 €

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe — 27000 EVREUX — Tél. 02 32 33 22 33

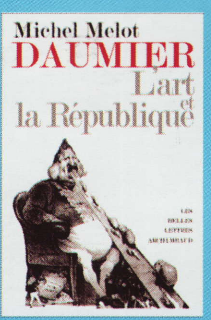
Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	4,00 €
Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal	Total	

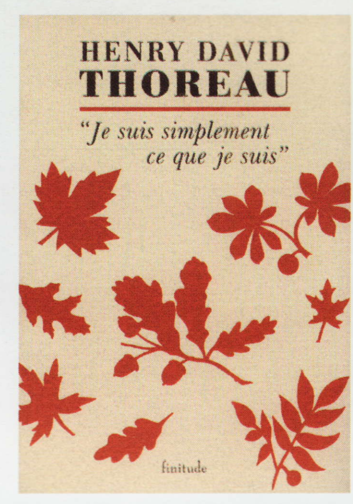


Doug Peacock, *Une guerre dans la tête*, Gallmeister, 2008, 256 p., 22,70 €
Né en 1942 dans le Michigan, Doug Peacock a porté l'uniforme des Bérets verts durant la guerre du Vietnam, avant de revenir aux États-Unis, hanté par les horreurs qu'il avait vécues. Il se reconstruisit peu à peu dans la solitude des déserts de l'Ouest et en observant les derniers grizzlys. Quelques années plus tard, il fera la rencontre décisive de l'écrivain Edward Abbey, l'auteur du *Gang de la clef à molette* – un polar culte et underground des années 1970 où quatre insoumis se lancent dans le sabotage pour défendre la nature sauvage contre la machine industrielle sous l'égide de Ned Ludd – qui va devenir un de ses plus proches amis. Abbey s'inspirera de l'histoire de Peacock pour créer l'un des personnages de ce roman, Hayduck.
Peacock revient ici sur son itinéraire en alternant le récit d'une ascension au Népal où il faillit perdre la vie, des réminiscences de sa terrible expérience au Vietnam, et enfin des évocations de son amitié, pas toujours sans nuage, avec Abbey et des derniers jours de ce dernier. Il y évoque avec beaucoup de tact, et non sans émotion, que, conformément aux dernières volontés d'Abbey et à l'encontre des lois en vigueur, il lui permit, comme il le souhaitait, de mourir, solitaire, au milieu du désert.



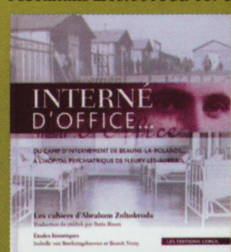
Michel Melot, *Daumier, L'art et la République*, Les Belles lettres/Archimbaud, 2008, 277 p., 23 €
Les amateurs de biographies chronologiques riches en anecdotes en seront pour leurs frais avec ce passionnant ouvrage de Michel Melot. Le spécialiste de l'image livre ici un véritable essai sur la réception de l'œuvre de Daumier de son vivant, à son décès et après sa mort. Il faudrait plutôt parler des Daumier, car chaque historien d'art, chaque amateur, chaque écrivain, chaque journaliste depuis Baudelaire s'est intéressé à un Daumier particulier, en fonction de ses aspirations sociales, de sa sensibilité politique.
Daumier, un caricaturiste ? Un artiste ? Un journaliste ? Tout au long du XIXe siècle, le débat s'élabore, et plus encore à la mort du dessinateur. Car dans les années 1850, la lithographie et la caricature sont méprisées par les tenants du grand art. Le dessinateur de *La Caricature* et du *Charivari* ne saurait donc être reconnu parmi les plus grands. Pour autant, les républicains opportunistes qui accèdent enfin au pouvoir après l'élection de Jules Grévy en 1879 en feraient bien un étendard. Daumier avait défendu la République contre Louis-Philippe, avait réalisé de beaux dessins (admirés par Michelet) favorables à la révolution de 1848, mais restera silencieux pendant la Commune de Paris. Les républicains opportunistes qui se reconnaissent dans Gambetta (et après eux les radicaux de la Belle Époque) choisissent de minimiser l'engagement politique de Daumier. La gauche s'acharne à mettre en valeur ses qualités de peintre. La droite, au contraire, souligne son instinct de polémiste, sa quête du laid plutôt que du beau idéal, son obsession de la lithographie plutôt que la grande peinture, ses flèches contre le bourgeois…
Comment Daumier fut perçu par ses contemporains et comment devint-il célèbre après sa mort ? Voilà les questions auxquelles répond Michel Melot en multipliant les citations d'articles et d'ouvrages parus depuis les premiers pas du caricaturiste jusqu'à nos jours. L'auteur nous invite également en Allemagne où l'artiste a très tôt attiré les amateurs, qui l'appréciaient pour l'expressionnisme de son trait. Le voyage continue en Amérique où l'enrichissement de la bourgeoisie a ouvert dès la fin du XIXe siècle un immense marché de l'art qui n'a pas dédaigné la lithographie. L'URSS s'est également intéressée à Daumier, y voyant un défenseur des travailleurs, un dénonciateur du capitalisme.
Dans cette étude minutieuse et érudite qui s'intéresse également à la manière dont l'œuvre du dessinateur fut collectionnée et conservée, Michel Mélot nous rappelle qu'une œuvre d'art, petit dessin ou grande peinture, n'existe que par le regard social qui la pérennise ou au contraire l'envoie aux oubliettes de l'histoire.
L'œuvre de Daumier, dont la perception a tant changé en un siècle et demi, au rythme des évolutions politiques et sociales, illustre parfaitement le caractère relatif et mouvant d'une histoire de l'art profondément marquée par la physionomie et les contradictions de son temps.

Guillaume DOIZY



Henry David Thoreau, *« Je suis simplement ce que je suis »*, Finitude, 2007, 224 p., 17 €
Dans une élégante et savante édition, Thierry Gillybœuf, qui a déjà traduit plusieurs livres d'Henry D. Thoreau (1817-1862) pour la collection Mille et une nuits, présente un ensemble de cinquante lettres de l'auteur de *La désobéissance civile* à son ami Harrison Blake entre 1848 et 1861. Ce dernier, avide de conseils, lui donne l'occasion de s'exprimer, lettre après lettre, sur ses thèmes de prédilection et les idées qui sous-tendent sa philosophie, depuis la nécessité d'une vie en harmonie avec la nature à celle de la défense de la liberté et à l'obligation de résister à une autorité injuste ou illégitime. Jouant le rôle d'un maître spirituel pour son ami, il y présente sa conception du monde avec clarté, abordant aussi des thèmes inhabituels dans son œuvre, comme l'amour et la sensualité, et toujours avec le style d'un grand écrivain. Qu'on en juge dans cet extrait : *« Plus que jamais, je trouve qu'il n'y a rien à gagner à entretenir un commerce régulier avec les hommes. Cela revient à semer le vent, sans même récolter la tempête, rien qu'un calme et qu'une inertie dépourvus d'intérêt. Nos conversations ne sont qu'interminables spéculations creuses et polies.* […] *Tout cela serait plus respectable si* […] *les hommes étaient des Géants du Désespoir, et non des Pygmées désespérés. »*

Isabelle von Bueltzingsloewen et Benoît Verny, *Interné d'office… Du camp de Beaune-la-Rolande à l'hôpital psychiatrique de Fleury-les-Aubrais, Les cahiers d'Abraham Zoltobroda*, traduit du yiddish par Batiam Baum, Études historiques, éditions CERCIL, 2007, 15 €
Abraham Zoltobroda est un Juif polonais arrêté et



interné en 1941 à Beaune-la-Rolande. Il transcrit pendant des mois sur des cahiers d'écolier son combat acharné pour rester dans *« la maison des fous »* à Fleury-les-Aubrais. Grâce à cette stratégie de survie, il réussit à échapper au sort des milliers de Juifs qui, après avoir été internés dans les camps du Loiret, furent déportés et exterminés à Auschwitz-Birkenau. Paradoxe de l'histoire, les hôpitaux psychiatriques français, devenus des mouroirs sous le régime de Vichy, ont aussi abrité des victimes des persécutions nazies. Abraham Zolobroda fut un de ceux-là.

Pierre-Henri ZAIDMAN

Éditions du CERCIL,
2 cloître Saint-Pierre-le-Puellier, 45000 Orléans

